

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les intermédiaires financiers en Belgique : Evolution de leurs passifs depuis 1939 — Evolution de quelques catégories importantes d'actifs financiers au cours de la période 1960-1965 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS EN BELGIQUE : EVOLUTION DE LEURS PASSIFS DEPUIS 1939

Préambule.

Le fonctionnement des marchés financiers en Europe et aux Etats-Unis a fait l'objet de nombreuses études qui soulignent toutes le rôle de plus en plus important que jouent les intermédiaires financiers dans la collecte de fonds et le financement de l'économie. Parmi les facteurs qui sont à la base de l'essor rapide de ces intermédiaires, on relève l'expansion des assurances sociales (notamment les fonds de pension) et des assurances-vie, dont l'activité comporte un drainage important de fonds qui ne trouvent pas immédiatement l'affectation à laquelle ils sont finalement destinés : en attendant, ils peuvent alimenter les marchés des capitaux.

Un autre facteur est le développement de la petite épargne, lui-même lié au relèvement général des revenus et aux changements survenus dans leur répartition. Or, les petits épargnants n'ont généralement ni les connaissances, ni la confiance nécessaires pour faire des placements directs en titres; ils recherchent de préférence des instruments qui permettent d'épargner par petites sommes à la fois et qui, en plus, offrent un degré de liquidité élevé. Ce sont les intermédiaires financiers qui, par la création de divers instruments de collecte de

fonds, ont rencontré les désirs de ces agents économiques et qui, par une multitude d'opérations, ont pu mobiliser ainsi une grande partie de l'épargne du public. En prêtant les fonds collectés à d'autres agents économiques, les intermédiaires financiers jettent le pont entre, d'une part, les petits épargnants et, d'autre part, les emprunteurs qui, eux, ont le plus souvent besoin de sommes importantes. Leur rôle consiste aussi à « transformer » des épargnes liquides en prêts et crédits à plus long terme.

Ces quelques considérations de portée très générale ne constituent nullement un prélude à une étude théorique sur le rôle des intermédiaires financiers. Le présent article a un objet plus limité : il vise simplement à mesurer, pour ce qui concerne la Belgique, cet essor des intermédiaires financiers dont les études sur les marchés financiers font état. Il couvre la période de la fin de 1939 à la fin de 1963 ⁽¹⁾. Le choix de celle-ci comporte évidemment une part d'arbitraire. Nous aurions pu remonter plus haut dans le temps, au risque toutefois de lacunes statistiques de plus en plus grandes.

⁽¹⁾ Les tableaux détaillés des actifs et passifs financiers relatifs à l'année 1963 seront publiés dans un prochain numéro du *Bulletin*.

L'expansion des intermédiaires financiers s'est d'ailleurs située surtout dans la période après la deuxième guerre mondiale. Il a néanmoins paru intéressant de raccrocher l'évolution d'après-guerre à une situation d'avant-guerre et donc d'inclure l'année 1939 dans cet aperçu statistique.

Nous n'avons pas constitué une série statistique continue, comportant des données pour chacune des années de la période observée. Comme l'objet du présent article est de démontrer l'essor fondamental des intermédiaires

financiers en Belgique et non d'expliquer les mouvements d'année en année, il a semblé suffisant de réunir des données à certains intervalles; ce sont les situations à la fin de 1939, 1948, 1955, 1960 et 1963 qui ont été retenues.

1. Les passifs des intermédiaires financiers.

L'importance et la croissance des intermédiaires financiers peuvent être mesurées par référence à divers critères : le total de leurs actifs, le total de leur passifs ou le total des

Tableau Ia.

Passifs des intermédiaires financiers Répartition par catégorie de débiteurs (en milliards de francs, à la fin des années)

	1939	1948	1955	1960	1963
1. Organismes à fonction essentiellement monétaire :					
Banque Nationale	29,5	96,0	114,5	149,8	190,8
Office des Chèques Postaux	3,2	18,6	22,8	32,4	39,8
Fonds Monétaire	1,3	5,5	6,3	6,6	6,7
Banques de dépôts	19,3	66,0	106,6	149,8	238,0
Institut de Réescompte et de Garantie	0,4	2,3	2,0	1,9	2,1
Total ...	53,7	188,4	252,2	340,5	477,4
2. Fonds des Rentes					
	—	4,5	3,8	9,8	11,8
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation :					
Caisse d'Épargne de la C ^{ss} e Gén. d'Épar. et de Retr.	13,8	34,8	64,0	94,8	119,6
Caisses d'épargne communales	0,1 ¹	0,1	0,1	0,2	0,3
Caisses d'épargne privées, sociétés hypothécaires et de capitalisation	3,0 ^{1 2}	8,6	22,6	42,4	64,1
Total ...	16,9	43,5	86,7	137,4	184,0
4. Organismes d'assurances :					
Caisses d'assur.-vie de la C ^{ss} e Gén. d'Épar. et de Retr. et de la Soc. Nat. de la Petite Propriété Terrienne	0,3	0,5	3,4	6,7	8,7
Compagnies d'assurance-vie	3,7	12,1	30,1	52,2	67,0
Caisses d'assurance-accidents de travail	1,7 ¹	4,9	9,4	14,7	19,0
Total ...	5,7	17,5	42,9	73,6	94,7
5. Fonds de pension :					
Caisse de Retraite de la C ^{ss} e Gén. d'Épar. et de Retr.	6,0	11,4	18,3	22,3	25,2
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ...	0,1	3,4	5,4	6,2	6,3
Caisse Nationale des Pensions pour Employés	0,6 ¹	3,1	8,1	19,1	27,4
Autres fonds de pension légaux	1,3 ¹	5,0	9,8	30,4	35,8
Fonds de pension extra-légaux	1,7 ¹	2,3	3,6	4,8	6,0
Total ...	9,7	25,2	45,2	82,8	100,7
6. Institutions publiques de crédit :					
Société Nationale de Crédit à l'Industrie	1,2	6,3	21,6	43,8	56,0
Crédit Communal	16,2	26,4	38,2	54,6	76,3
Caisse Nationale de Crédit Professionnel et associations	0,2	1,5	4,2	7,1	12,2
Institut National de Crédit Agricole .....	...	6,2	2,0	3,2	5,2
Office Central de Crédit Hypothécaire .....	...	3,6	3,2	4,1	4,8
Société Nationale du Logement	1,3	2,4	13,0	20,1	24,2
Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne ...	0,1	0,4	3,6	6,1	8,2
Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses .....	...	...	1,5	2,2	2,9
Total ...	19,0	46,8	87,3	141,2	189,8
Total général ...	105,0	325,9	518,1	785,3	1.058,4

¹ Situation à la fin de 1938.

² Estimation.

Il arrive fréquemment que des abonnés s'adressent au Département des Etudes de la Banque pour obtenir la communication de données qui n'ont pas encore été publiées dans la partie statistique du Bulletin. Ces demandes portent, le plus souvent, sur les tableaux suivants :

- Tableau VI - 1 : Indices des rémunérations dans l'industrie : gain moyen par heure prestée et salaire horaire type.
- Tableau IX - 3 : Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : chiffres trimestriels.
- Tableau XIII - 3 : Origines des variations du stock monétaire.
- Tableau XIII - 4 : Stock monétaire.
- Tableau XIII - 5 : Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires.
- Tableau XIII - 9 : Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux et rapport des flux aux stocks.
- Tableau XVIII - 1 : Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme.
- Tableau XIX - 2 : Taux de l'argent au jour le jour.

Afin de mettre, le plus rapidement possible, à la disposition des abonnés les statistiques qui les intéressent plus particulièrement, le Département des Etudes leur communiquera désormais, dès qu'elles seront établies, les données qu'ils auront exprimé le souhait de recevoir avant publication. Les demandes sont à adresser à

*Banque Nationale de Belgique,
Service de Documentation,
5, boulevard de Berlaumont,
Bruxelles 1.*

Elles préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

La publication des chiffres ainsi communiqués sera autorisée à condition qu'il soit fait mention que la source est le Département des Etudes de la Banque Nationale de Belgique.

ressources que les secteurs non financiers — particuliers et entreprises non financières, Etat et autres secteurs publics non financiers, Etranger — leur ont confiées. Ce dernier critère a l'avantage d'éliminer les doubles emplois. Ceux-ci sont presque inévitables lorsque l'on prend comme critère le total des actifs ou passifs de chaque catégorie d'intermédiaires financiers. Le total général qu'on obtient par l'addition de ces totaux est gonflé artificiellement dans la mesure où il y a eu des prêts ou crédits entre intermédiaires. Par exemple, lorsqu'une caisse d'épargne fait une avance de 100 à une institution publique de crédit, le passif global de la caisse d'épargne reste inchangé et celui de l'institution publique de crédit augmente de 100; dans ce cas, l'addition des passifs des deux organismes financiers aboutirait à une surestimation de 100 de leur importance globale en tant qu'organes de financement de l'économie.

Malgré l'objection que l'on peut donc faire à cette méthode de calcul, on a essayé de mesurer l'importance et l'essor des intermédiaires financiers à partir du total de leurs passifs. Il n'a, en effet, pas été possible d'éliminer, pour chacune des années considérées, les doubles emplois provenant des prêts que se font les

intermédiaires financiers les uns aux autres. On remarquera cependant que l'utilisation de ce critère a, malgré tout, l'avantage de mieux dégager les ramifications du système financier belge.

Le tableau Ia retrace, pour les années susmentionnées, le total des passifs — le plus souvent, y compris les fonds propres — des différentes catégories d'intermédiaires financiers. Les catégories distinguées correspondent presque intégralement à celles qui sont prévues dans les tableaux des encours des créances et dettes dans l'économie belge (1).

Il ressort du tableau Ia que, de la fin de 1939 à la fin de 1963, le total des ressources des intermédiaires financiers considérés a décuplé. Ce taux d'expansion n'est pas le résultat d'évolutions très divergentes au niveau de chaque catégorie d'intermédiaires financiers. Les rythmes d'accroissement particuliers sont assez voisins du rythme d'ensemble, sauf pour les organismes d'assurances qui se sont développés plus rapidement que la moyenne. Ceci apparaît plus clairement encore dans le tableau Ib où les données du tableau Ia ont été traduites en indices sur la base de 1939 = 100.

(1) Voir *Bulletin d'Information et de Documentation, Statistiques*, tableaux XII-1 et XII-2.

Tableau Ib.

Passifs des intermédiaires financiers

Répartition par catégorie de débiteurs

(indices 1939 = 100)

	1939	1948	1955	1960	1963
1. Organismes à fonction essentiellement monétaire	100	351	469	634	889
2. Fonds des Rentes	—	—	—	—	—
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	100	257	513	813	1.089
4. Organismes d'assurances	100	307	753	1.291	1.661
5. Fonds de pension	100	260	466	853	1.037
6. Institutions publiques de crédit	100	246	460	743	999
Total ¹ ...	100	310	493	748	1.008

¹ Y compris le Fonds des Rentes à partir de 1948.

A la fin de 1963, les passifs des *organismes d'assurances* étaient presque 17 fois plus importants qu'à la fin de 1939. Cet essor est en majeure partie attribuable aux compagnies d'assurance sur la vie. Que cette catégorie

d'intermédiaires financiers ait connu la croissance la plus rapide, illustre le souci de plus en plus grand de la population belge de s'assurer contre les risques de décès prématuré ou de se constituer un capital pour

l'âge de la retraite. La Belgique avait, par rapport à d'autres pays du monde occidental, un retard relativement grand en matière d'assurance-vie, ce qui se traduisait par le niveau relativement bas du montant assuré moyen par tête d'habitant. Le législateur a voulu encourager l'assurance-vie, notamment par les lois du 8 mars 1951 et du 10 novembre 1953, en autorisant, sous certaines conditions, la déduction de la prime d'assurance du revenu imposable. La tendance des entreprises à accorder des pensions extra-légales à leur personnel a donné lieu à un développement rapide d'une branche particulière de l'assurance-vie, à savoir l'assurance-groupe.

L'instauration et l'extension progressive d'un régime élaboré de sécurité sociale, comprenant notamment des systèmes de pensions légales, n'ont pas entravé cette expansion de l'assurance-vie : l'augmentation annuelle moyenne des ressources financières des compagnies d'assurance sur la vie a été de 0,9 milliard de 1940 à 1948, de 2,6 milliards de 1949 à 1955, de 4,4 milliards de 1956 à 1960 et de 4,9 milliards pendant la période 1961-1963. On constate cependant qu'au cours des dernières années, le rythme d'accroissement des ressources s'est plus ou moins stabilisé.

Si, au total, les passifs des *organismes à fonction essentiellement monétaire* se sont développés moins rapidement que ceux des autres catégories d'intermédiaires financiers, c'est uniquement à cause de l'évolution des engagements de la Banque Nationale. A la fin de 1963, ceux-ci étaient à l'indice 647 (base 1939=100), alors qu'à cette même date, les passifs des banques de dépôts et de l'Office des Chèques Postaux atteignaient respectivement les indices 1233 et 1244. La comparaison de ces trois indices fait sans doute ressortir l'affaiblissement de la propension à thésauriser des billets et le fléchissement concomitant de la part de la monnaie fiduciaire dans le total du stock monétaire. A la fin de 1939, la monnaie fiduciaire représenterait 62 p.c. du total du stock monétaire, alors qu'à la fin de 1963, cette proportion était tombée à 55 p.c.

On notera cependant que le développement des ressources des banques de dépôts ne concerne pas uniquement la monnaie scripturale, mais également les engagements quasi monétaires, les bons de caisse et obligations, les moyens propres, etc. Il est assez remarquable

que, pour l'ensemble de la période 1940-1963, les passifs de l'Office des Chèques Postaux, qui n'a pratiquement que des ressources monétaires, aient pu se développer au même rythme que ceux des banques de dépôts. Mais, en chiffres absolus, l'expansion de ces derniers a été nettement plus importante : de la fin de 1939 à la fin de 1963, leur accroissement annuel moyen a été de 9,1 milliards, contre 1,6 milliard pour l'Office des Chèques Postaux. Le montant correspondant pour la Banque Nationale a été de 6,7 milliards.

Au total, les *caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation* ont connu une expansion analogue à celle de l'ensemble des intermédiaires financiers considérés. Mais, au sein de ce secteur, les caisses d'épargne privées — y compris les sociétés hypothécaires et de capitalisation — se sont développées plus rapidement que la Caisse d'Epargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. A la fin de 1963, leurs ressources étaient 21,4 fois plus importantes qu'à la fin de 1939 et celles de la Caisse d'Epargne, 8,7 fois seulement. L'écart entre le rythme d'accroissement des passifs des caisses d'épargne privées, d'une part, et de la Caisse d'Epargne, d'autre part, n'a fait que s'accroître de période en période.

	Caisse d'Epargne	Caisses d'épargne privées	Total
(accroissement annuel moyen, en milliards de francs)			
De 1940 à 1948 ...	2,3	0,6	2,9
De 1949 à 1955 ...	4,2	2,0	6,2
De 1956 à 1960 ...	6,2	3,9	10,1
De 1961 à 1963 ...	8,3	7,2	15,5
Total pour la période 1940 à 1963	4,4	2,5	6,9

Le montant annuel des ressources collectées par les caisses d'épargne privées s'est ainsi progressivement rapproché de celui des ressources collectées par la Caisse d'Epargne. Parmi les différents facteurs qui ont déterminé cette évolution, il y a lieu de mentionner sans doute le fait que les caisses privées ont pu tirer avantage de leurs contacts plus directs avec la clientèle et de la plus grande diversité des actifs qu'ils offraient au public — dépôts d'épargne, dépôts à terme, bons de caisse et obligations.

La croissance des *fonds de pension* qui, au total, a été du même ordre de grandeur que celle des autres catégories d'intermédiaires

financiers, a été la plus rapide pendant la période de 1956-1960, et concerne en particulier les fonds de pension pour employés. Ceux-ci fonctionnent le plus souvent suivant un système de capitalisation et accumulent ainsi des ressources financières importantes. Si, au cours des dernières années, l'accroissement des passifs des fonds de pension s'est ralenti, c'est par suite d'une tendance à la substitution de systèmes de répartition à des systèmes de capitalisation. De période en période, l'augmentation annuelle moyenne des passifs des fonds de pension a évolué comme suit :

De 1940 à 1948	De 1949 à 1955	De 1956 à 1960	De 1961 à 1963
(en milliards de francs)			
1,8	2,9	7,5	6,0

L'accroissement annuel moyen des ressources des institutions publiques de crédit, qui ont également décuplé de la fin de 1939 à la fin

de 1963, s'établit comme suit pour chacune des périodes considérées :

De 1940 à 1948	De 1949 à 1955	De 1956 à 1960	De 1961 à 1963
(en milliards de francs)			
3,1	5,8	10,7	16,2

En chiffres absolus, ce sont les institutions publiques de crédit qui ont connu le développement le plus important, du moins parmi les intermédiaires financiers non monétaires : de la fin de 1939 à la fin de 1963, l'accroissement annuel moyen de leurs ressources a atteint 7,1 milliards, contre 7 milliards pour les caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, 3,8 milliards pour les fonds de pension et 3,7 milliards pour les organismes d'assurances.

Par suite des développements décrits ci-dessus, l'importance relative des différentes catégories d'intermédiaires financiers a subi les variations suivantes :

Tableau Ic.

Passifs des intermédiaires financiers

Répartition par catégorie de débiteurs

(en pour cent du total, à la fin des années)

	1939	1948	1955	1960	1963
1. Organismes à fonction essentiellement monétaire	51,2	57,8	48,7	43,4	45,2
dont : banques de dépôts	(18,3)	(20,2)	(20,5)	(19,1)	(22,5)
2. Fonds des Rentes	—	1,4	0,7	1,2	1,1
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	16,1	13,3	16,7	17,5	17,4
dont : caisses d'épargne privées	(2,8)	(2,6)	(4,3)	(5,4)	(6,0)
4. Organismes d'assurances	5,4	5,4	8,3	9,4	8,9
dont : compagnies d'assurance sur la vie	(3,5)	(3,7)	(5,8)	(6,6)	(6,3)
5. Fonds de pension	9,2	7,7	8,7	10,5	9,5
6. Institutions publiques de crédit	18,1	14,4	16,9	18,0	17,9
dont : Société Nationale de Crédit à l'Industrie et Crédit Communal	(16,5)	(10,1)	(11,5)	(12,5)	(12,5)
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

On constate qu'il n'y a pas eu de changements importants dans les positions respectives des différents groupes d'intermédiaires financiers. Pour l'ensemble de la période, on note le progrès des organismes d'assurances — 8,9 p.c. du total, contre 5,4 p.c. à la fin de 1939 — et le recul des organismes à fonction essentiellement monétaire — 45 p.c., contre 51 p.c. à la

fin de 1939. Mais lorsqu'on prend l'année 1948 comme base de référence, il apparaît que toutes les catégories d'intermédiaires financiers non monétaires ont amélioré leur position relative au détriment des seuls organismes monétaires. Cette évolution a cependant été arrêtée et s'est même quelque peu renversée au cours de la dernière période et plus précisément en

1963, lorsque, par suite de la réforme fiscale, le public détenait une plus grande partie de son épargne sous la forme de monnaie.

La croissance des ressources des intermédiaires financiers, telle qu'on l'a mesurée ci-avant, traduit, dans une très large mesure, les effets du relèvement général et continu des prix. En d'autres termes, le pouvoir d'achat que représentent les ressources des intermédiaires finan-

ciers n'a pas décuplé de la fin de 1939 à la fin de 1963, loin de là. Si l'on ramène les chiffres du tableau Ia à des données exprimées en prix de 1939, il apparaît que pendant les vingt-quatre années sous revue, l'augmentation des passifs des intermédiaires financiers est attribuable à la hausse des prix à concurrence de quelque 85 p.c. Ceci signifie qu'en termes réels, ces passifs ont un peu plus que doublé.

Tableau Id.

Passifs des intermédiaires financiers
Répartition par catégorie de débiteurs
(en milliards de francs, aux prix de la fin de 1939) ¹

	1939	1948	1955	1960	1963
1. Organismes à fonction essentiellement monétaire	53,9	54,3	67,6	84,7	111,3
2. Fonds des Rentes	—	1,3	1,0	2,4	2,7
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	16,9	12,5	23,3	34,2	42,9
4. Organismes d'assurances	5,7	5,0	11,5	18,3	22,1
5. Fonds de pension	9,7	7,3	12,1	20,6	23,5
6. Institutions publiques de crédit	19,0	13,5	23,4	35,1	44,2
Total ...	105,2	93,9	138,9	195,3	246,7

¹ Sur la base de la fin de 1939 = 100, l'indice des prix de détail a évolué comme suit : 1939 = 100; 1948 = 347; 1955 = 373; 1960 = 402; 1963 = 429.

Il est frappant de constater qu'à la fin de 1948 et en termes réels, aucune catégorie d'intermédiaires financiers non monétaires n'avait encore retrouvé sa capacité de prêt d'avant-guerre. Les organismes monétaires étaient, à ce moment, exactement à leur niveau de la fin de 1939. Par la suite, l'accroissement des ressources des intermédiaires financiers, même exprimé en termes réels, a été rapide et il s'est intensifié de période en période; l'accroissement annuel moyen a évolué comme suit :

	A prix constants (prix de 1939)	A prix courants
	(en milliards de francs)	
De 1940 à 1948	— 1,2	+ 24,5
De 1949 à 1955	+ 6,4	+ 27,5
De 1956 à 1960	+ 11,3	+ 53,4
De 1961 à 1963	+ 17,1	+ 91,0

Pour l'ensemble de la période 1940-1963, il a atteint 5,9 milliards en termes réels et 39,7 milliards à prix courants.

Afin de mieux situer l'importance des ressources gérées par les intermédiaires financiers, nous avons confronté ci-après le total des pas-

sifs des intermédiaires financiers à la fin des années 1955, 1960 et 1963 avec le produit national brut de ces mêmes années. Faute de statistiques comparables du produit national brut, la comparaison est impossible pour les années 1948 et 1939.

	1955	1960	1963
1. Produit national brut, à prix courants (en milliards de francs)	460	573	698
2. Passifs des intermédiaires financiers (en milliards de francs)	518	785	1.058
3. Rapport de 1 sur 2 (en pour cent)	0,89	0,73	0,66

On ne peut pas tirer des conclusions hâtives de la comparaison de ces deux grandeurs économiques qui se rapportent, d'une part, à des « flux » (produit national brut) et, d'autre part, à des stocks (passifs des intermédiaires financiers). On peut en déduire tout au plus que le rapport produit national brut/passifs des intermédiaires financiers tend à diminuer. Pareille évolution est inévitable lorsque le produit national brut augmente et lorsque la proportion de ce produit qui est canalisée vers les

intermédiaires financiers se maintient ou augmente.

2. Les types d'engagements des Intermédiaires financiers.

A l'exception des compagnies d'assurance sur la vie et des fonds de pension, dont les engagements consistent uniquement en réserves mathématiques et techniques, chacune des catégories d'intermédiaires financiers mentionnées dans les tableaux ci-avant, collecte l'épargne du public sous plusieurs formes.

Les caisses d'épargne, par exemple, se procurent des ressources non seulement en recueillant des dépôts d'épargne, mais également en

émettant des bons de caisse et obligations ou en acceptant des dépôts à terme. L'évolution des ressources collectées par chacune des catégories d'intermédiaires financiers, telle qu'elle a été décrite dans le premier paragraphe, ne permet donc pas de se faire une idée précise de la nature des engagements contractés par l'ensemble des intermédiaires financiers. A cet effet, la classification des passifs suivant le critère de l'organisme débiteur doit être complétée par un classement basé sur l'instrument financier qui a servi à la constitution des passifs. Un essai dans ce sens a été fait dans le tableau suivant. Les données disponibles n'ont cependant pas permis d'effectuer une classification très rigoureuse.

Tableau II.

Passifs des intermédiaires financiers Répartition par type d'engagements (en milliards de francs, à la fin des années)

	1939	1948	1955	1960	1968
1. Pièces et billets	29,1	90,0	113,1	129,9	156,8
2. Dépôts en francs belges des résidents	28,9	114,1	185,0	255,5	352,1
a) à vue et à un mois au plus	(12,9)	(68,7)	(86,5)	(104,4)	(138,3)
b) à terme	(1,2)	(4,9)	(14,9)	(24,1)	(34,3)
c) reçus en carnets ou livrets	(14,8)	(40,5)	(83,6)	(127,0)	(179,5)
3. Dépôts en devises des résidents	1,7	1,6	2,4	7,2	9,1
4. Dépôts des non-résidents (francs belges + devises) .	0,9	1,9	1,8	4,4	7,7
5. Bons de caisse et obligations	9,6	23,2	66,8	125,7	166,4
dont : émis par des institutions publiques de crédit	(9,0)	(22,0)	(59,3)	(110,1)	(143,9)
6. Réserves mathématiques et techniques	14,8	40,7	82,8	139,0	165,9
7. Fonds propres	6,0	12,8	22,3	34,8	46,7
8. Divers	14,0	37,1	40,1	79,0	141,9
Total ¹ ...	105,0	321,4	514,3	775,5	1.046,6
<i>Indices 1939 = 100</i>					
1. Pièces et billets	100	309	389	446	539
2. Dépôts en francs belges des résidents	100	395	640	884	1.218
a) à vue et à un mois au plus	(100)	(533)	(670)	(809)	(1.072)
b) à terme	(100)	(408)	(1.242)	(2.008)	(2.858)
c) reçus en carnets ou livrets	(100)	(274)	(565)	(858)	(1.213)
3. Dépôts en devises des résidents	100	94	141	423	535
4. Dépôts des non-résidents (francs belges + devises) .	100	211	200	489	856
5. Bons de caisse et obligations	100	242	696	1.309	1.733
dont : émis par des institutions publiques de crédit	(100)	(244)	(659)	(1.223)	(1.599)
6. Réserves mathématiques et techniques	100	275	559	939	1.121
7. Fonds propres	100	213	372	580	778
8. Divers	100	263	287	560	1.003
Total ¹ ...	100	306	489	738	995

¹ A l'exclusion des passifs du Fonds des Rentes.

Pour l'ensemble de la période, ce sont les *dépôts à terme et à préavis* qui ont connu l'expansion la plus rapide. Mais leur importance quantitative est cependant restée relativement limitée : 34 milliards à la fin de 1963 sur un total de passifs de plus de 1.000 milliards.

En fait, la croissance la plus spectaculaire a été enregistrée par les engagements sous la forme de *bons de caisse et obligations*. Ce type de dette est contracté en majeure partie par les institutions publiques de crédit : à la fin de 1963, elles comptabilisaient 86 p.c. de l'encours total de bons de caisse et obligations —, mais il a également acquis une certaine importance auprès des caisses d'épargne privées, des sociétés hypothécaires et des banques de dépôts. A la fin de 1939 et à la fin de 1948, celles-ci n'avaient pas encore de pas-

sifs sous la forme de bons de caisse et obligations; à la fin de 1955, elles en avaient pour 3,8 milliards, à la fin de 1960, pour 7,6 milliards, et à la fin de 1963, pour 11,4 milliards. Le développement de ces moyens d'action plus stables a permis aux banques d'orienter une partie de leur activité vers le domaine du crédit à moyen terme.

L'encours des *dépôts d'épargne* (dépôts reçus en carnets ou livrets), était, à la fin de 1963, 12 fois plus élevé qu'à la fin de 1939. Alors qu'avant la guerre, cette catégorie d'épargne du public se plaçait presque intégralement auprès de la Caisse d'Épargne, elle s'est plus largement répartie parmi différentes catégories d'intermédiaires.

Dans les caisses d'épargne privées et les banques de dépôts, l'encours des dépôts d'épargne était, à la fin de 1963, 30 fois plus

Tableau III.

Dépôts reçus en carnets ou livrets

(en milliards de francs, à la fin des années)

	1939	1948	1955	1960	1963
Caisse Générale d'Épargne	12,4	30,4	56,8	82,8	103,1
Caisses d'épargne privées	1,3	4,7	13,4	25,2	40,4
Banques de dépôts	1,0	5,1	12,0	15,6	29,3
Crédit Communal	—	0,2	1,3	3,2	6,4
Caisses d'épargne communales	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3
Total ...	14,8	40,5	83,6	127,0	179,5

important qu'à la fin de 1939. Quant au Crédit Communal, son importance en tant qu'organisme collecteur de dépôts d'épargne est récente. Le rôle des caisses d'épargne communales, qui ne sont plus que deux — celles de Nivelles et Tournai —, est resté insignifiant pendant toutes les périodes. Au cours de la dernière période, ce sont les banques de dépôts et le Crédit Communal qui se sont développés le plus rapidement : en l'espace de trois ans, leur encours de dépôts reçus en carnets ou livrets a doublé.

En ce qui concerne les *réserves mathématiques et techniques*, elles se sont accumulées à un rythme plus rapide auprès des compagnies

d'assurance sur la vie qu'auprès des fonds de pension. Mais à la fin de 1963, ceux-ci géraient encore plus de la moitié des réserves mathématiques et techniques, ainsi qu'il ressort des données ci-après :

(en milliards de francs)

Compagnies privées d'assurance sur la vie	57,3
Organismes publics d'assurance sur la vie	6,1
Organismes d'assurance-accidents de travail	16,8
Fonds de pension	85,1
Total ...	165,3

Afin de mieux faire apparaître les développements respectifs des différents types d'engagements des intermédiaires financiers, nous avons

Tableau IV. **Accroissement annuel moyen**
des principaux types d'engagements des intermédiaires financiers
(en milliards de francs)

	De 1940 à 1948	De 1949 à 1955	De 1956 à 1960	De 1961 à 1963	Total de la période 1940 à 1963
1. Pièces et billets	6,8	3,3	3,4	9,0	5,3
2. Dépôts à vue et à un mois au plus ..	6,7	2,5	3,6	11,3	5,2
3. Dépôts d'épargne (en carnets ou livrets)	2,9	6,2	8,7	17,5	6,9
4. Bons de caisse et obligations	1,5	6,2	11,8	13,6	6,5
5. Réserves mathématiques et techniques	2,9	6,0	11,2	9,0	6,3

calculé, pour chacune des périodes considérées, l'accroissement annuel moyen, en chiffres absolus, des principales formes d'épargne que le public se constitue auprès des institutions financières. Pour tous les types d'engagements non monétaires, il s'est relevé de période en période. Il n'y a d'exception que pour les réserves mathématiques et techniques dont l'accroissement annuel moyen est tombé à 9 milliards pendant la période 1961 à 1963, après avoir atteint un maximum de 11,2 milliards au cours de la période 1956 à 1960. Le ralentissement s'est situé auprès des fonds de pension, sous l'effet de facteurs qui ont été mentionnés dans le premier paragraphe.

En ce qui concerne les engagements monétaires — pièces et billets; dépôts à vue et à un mois au plus —, pendant la période 1940

à 1948, leur importante augmentation a été largement influencée par l'inflation de la guerre; leur accroissement annuel moyen s'est réduit de moitié pendant la période 1949 à 1960. Au cours de la dernière période, couvrant les années 1961 à 1963, l'accroissement annuel moyen des engagements monétaires et quasi monétaires des intermédiaires financiers s'est nettement accru, sous l'influence surtout de l'évolution en 1963, déterminée, dans une large mesure, par la réforme fiscale de novembre 1962. Celle-ci a, par ailleurs, entravé le rythme de progression des engagements sous la forme de bons de caisse et d'obligations.

Par suite des développements décrits ci-dessus, l'importance relative des différents types d'engagements a subi les variations suivantes :

Tableau V. **Types d'engagements des intermédiaires financiers**
(en pour cent du total, à la fin des années)

	1939	1948	1955	1960	1963
1. Pièces et billets	27,7	28,0	22,0	16,7	15,0
2. Dépôts à vue et à un mois au plus (francs belges)	12,3	21,4	16,8	13,5	13,2
3. Dépôts à terme (francs belges)	1,1	1,5	2,9	3,1	3,3
4. Dépôts reçus en carnets ou livrets (francs belges)	14,1	12,6	16,2	16,4	17,1
5. Dépôts en devises des résidents	1,6	0,5	0,5	0,9	0,9
6. Dépôts des non-résidents (francs belges + devises)	0,8	0,6	0,3	0,6	0,7
7. Bons de caisse et obligations	9,1	7,2	13,0	16,2	15,9
8. Réserves mathématiques et techniques	14,1	12,6	16,1	17,9	15,8
9. Fonds propres et divers	19,2	15,6	12,2	14,7	18,1
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

A la fin de 1948 et par rapport à la fin de 1939, la proportion des dépôts à vue et à un mois au plus s'était nettement accrue au détriment de l'ensemble des engagements non monétaires. A cette même date — la Belgique était encore en pleine période de restauration économique —, les liquidités primaires du public, c'est-à-dire les pièces et billets, les dépôts à vue et à un mois au plus, représentaient près de la moitié des engagements des intermédiaires financiers, contre 40 p.c. à la fin de 1939. Par après, l'importance relative de ces liquidités primaires s'est progressivement réduite et à la fin de 1963, elle n'attei-

gnait plus que 28 p.c. du total. Parmi les actifs financiers en progression, il y a lieu de mentionner surtout les bons de caisse et obligations, les dépôts reçus en carnets ou livrets et les réserves mathématiques et techniques.

Enfin, il est intéressant de relever qu'à la fin de 1963, chacune des grandes catégories d'engagements des intermédiaires financiers — pièces et billets, dépôts à vue et à un mois au plus, dépôts d'épargne, bons de caisse et obligations, réserves mathématiques et techniques — représentait environ 15 p.c. de l'ensemble des passifs des organismes financiers.

EVOLUTION

DE QUELQUES CATEGORIES IMPORTANTES

D'ACTIFS FINANCIERS AU COURS DE LA PERIODE 1960-1965

Les données statistiques relatives à l'ensemble des actifs et passifs financiers telles qu'elles sont établies par la Banque Nationale, ne sont pas disponibles pour les années postérieures à 1963. Le présent exposé de l'évolution, au cours de la période 1960-1965, de quelques catégories importantes d'actifs financiers ne constitue donc pas une suite à l'article précédent.

La matière traitée ci-après est plus limitée. Il s'agit simplement de fournir quelques informations statistiques, accompagnées d'un commentaire succinct, sur l'évolution récente de certaines catégories d'actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers.

Le matériel statistique disponible ne permet pas de mesurer tous les actifs financiers : l'observation a dû être limitée aux encaisses monétaires, aux actifs quasi monétaires ainsi qu'aux bons de caisse et obligations.

Les chiffres disponibles permettent d'isoler les actifs financiers des organismes publics d'exploitation, des organismes d'assurance-vie et accidents de travail et des fonds de pension à la fin des années 1960 à 1964, mais non à la fin de 1965. En conséquence, en vue de l'homogénéité des séries statistiques, les variations du montant des actifs monétaires et quasi monétaires et des bons de caisse et obligations, présentées ci-après comme mouvements des créances du secteur « Entreprises et particuliers », comprennent aussi les fluctuations des actifs financiers des institutions précitées. La notion d'entreprises et particuliers utilisée ici est donc moins précise et plus

large que celle qui est adoptée pour les comptes financiers exhaustifs; les commentaires des tableaux font état de la réserve qui s'impose à cet égard.

*
**

A la récession des années 1957-1958 ont succédé en Belgique, depuis 1959, d'abord, un mouvement de reprise, puis, une phase de haute conjoncture, qui, en 1965, a accusé des signes d'affaiblissement. Le progrès du revenu national, en général, et du revenu disponible, en particulier, au cours de cette période, a permis un accroissement régulier des actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. L'augmentation de l'ensemble de ces actifs financiers, du moins de ceux qui sont envisagés dans le présent article, s'est accélérée d'année en année, sauf en 1963, à la suite des réactions que la réforme fiscale de novembre 1962 a suscitées sur le marché des capitaux.

Pratiquement toutes les catégories des principaux actifs financiers considérés ici se sont accrues, d'une année à l'autre, au cours de la période sous revue. Les seules exceptions sont constituées par les dépôts en francs belges à terme et à préavis, dont le montant a baissé en 1963, et par les dépôts en devises, dont l'encours a fléchi en 1962, 1964 et 1965. Le recul des dépôts en devises au cours de ces années, de même que leur accroissement sensible pendant les années antérieures, est dû à un processus de substitution qui sera commenté plus loin.

Tableau I.

Evolution des principaux actifs financiers ¹

(en milliards de francs)

	Encaisses monétaires ²	Actifs quasi monétaires				Total	Bons de caisse et obligations ⁷	Total général
		Dépôts à vue en francs belges ³	Dépôts en francs belges à terme et à préavis ⁴	Dépôts en devises ⁵	Dépôts d'épargne et dépôts en carnets ou livrets ⁶			
1960	+ 4,7	—	+ 3,2	+ 2,9	+ 7,6	+ 13,7	+ 21,3	+ 39,7
1961	+ 14,0	+ 0,3	+ 8,8	+ 0,8	+ 10,5	+ 20,4	+ 18,5	+ 52,9
1962	+ 16,5	+ 0,8	+ 1,5	- 0,6	+ 18,1	+ 19,8	+ 23,8	+ 60,1
1963	+ 23,9	+ 0,5	- 2,8	+ 1,7	+ 22,7	+ 22,1	+ 13,3	+ 59,3
1964	+ 21,0	—	+ 4,2	- 4,0	+ 16,6	+ 16,8	+ 25,4	+ 63,2
1965 p	+ 20,3	+ 0,7	+ 7,6	- 0,7	+ 24,8	+ 32,4	+ 26,5	+ 79,2

¹ Détenus par les entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers), y compris les organismes publics d'exploitation et certains intermédiaires financiers qu'il était impossible d'exclure en 1965 : organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

² Les encaisses détenues par les secteurs cités à la note 1 ont été calculées en déduisant du stock monétaire total les encaisses scripturales du Trésor, des provinces et des communes.

³ Dépôts à vue auprès de la Caisse Générale d'Epargne, des institutions publiques de crédit, des caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation.

⁴ Dépôts en francs belges auprès des banques, des institutions publiques de crédit et des caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation.

⁵ Dépôts en devises des résidents auprès des banques.

⁶ Cf. tableau III.

⁷ Cf. tableau IV.

Si toutes les autres catégories d'actifs ont augmenté, leur rythme d'accroissement n'a cependant pas été identique, de sorte que la composition de l'ensemble des actifs financiers a subi des modifications assez importantes entre le début et la fin de la période sous revue.

Dans la ligne d'un mouvement fondamental amorcé depuis un certain temps déjà, l'importance relative des encaisses monétaires a diminué continuellement de la fin de 1959 à la fin de 1962. Sous l'influence de facteurs occasionnels, elle s'est accrue assez sensiblement en 1963 et, dans une moindre mesure, en 1964, mais, en 1965, le mouvement de régression a repris.

La part du total des bons de caisse et obligations dans l'ensemble des actifs financiers

des entreprises et particuliers a augmenté en 1960 et reculé au cours des années ultérieures.

En revanche, les actifs quasi monétaires ⁽¹⁾ ont de plus en plus recueilli la faveur des entreprises et particuliers.

La régression fondamentale de l'importance relative des *encaisses monétaires*, à laquelle il a déjà été fait allusion, n'a été interrompue que temporairement après la réforme fiscale de novembre 1962, qui a modifié certaines con-

⁽¹⁾ En Belgique, la statistique des organismes monétaires recense, sous l'appellation « liquidités quasi monétaires », les dépôts en francs belges à terme et à préavis, les carnets et livrets de dépôts et les dépôts en devises des résidents auprès des banques, ainsi que les avoirs du Trésor auprès de la Banque Nationale. On ajoute généralement à ces actifs, ainsi qu'on l'a fait dans la présente étude, certains avoirs constitués auprès des organismes non monétaires.

Tableau II.

Importance relative des principales catégories d'actifs financiers ¹

(en pour cent du total général)

A la fin des années	Encaisses monétaires	Actifs quasi monétaires				Total	Bons de caisse et obligations	Total général
		Dépôts à vue en francs belges	Dépôts en francs belges à terme et à préavis	Dépôts en devises	Dépôts d'épargne et dépôts en carnets ou livrets			
1959	32,4	0,5	2,7	0,7	17,9	21,8	45,8	100
1960	31,2	0,5	3,0	1,1	18,0	22,6	46,2	100
1961	30,9	0,5	4,0	1,1	18,1	23,7	45,4	100
1962	30,6	0,6	3,9	0,9	19,0	24,4	45,0	100
1963	31,2	0,6	3,4	1,1	20,3	25,4	43,4	100
1964	31,3	0,6	3,6	0,5	20,8	25,5	43,2	100
1965 p	30,9	0,6	4,1	0,4	21,6	26,7	42,4	100

¹ Cf. notes du tableau I.

ditions des placements. Pendant les trimestres suivants, le public a notamment accru ses avoirs monétaires proportionnellement plus que d'autres actifs financiers, tels les bons de caisse et obligations.

La part des *actifs quasi monétaires* dans l'ensemble des actifs financiers des entreprises et particuliers s'est élargie au cours des dernières années. Cette évolution doit être mise en rapport avec la progression des revenus disponibles et l'amélioration des méthodes de travail des intermédiaires financiers en matière de récolte de fonds (extension du nombre des agences, campagnes de publicité, élargissement de la gamme des possibilités de placement, facilités accrues en ce qui concerne le retrait des dépôts en carnets ordinaires, d'où un degré plus élevé de liquidité de ces dépôts); de même, la hausse des rendements a sans doute contribué aussi à l'attrait croissant des actifs quasi monétaires.

Toutes les catégories d'actifs quasi monétaires n'ont cependant pas évolué parallèlement. Jusqu'à la fin de 1961, ce sont les dépôts en francs belges à terme et à préavis ainsi que les dépôts en devises qui ont progressé le plus rapidement, tandis que, pendant les années 1962, 1963 et 1964, c'est le développement des dépôts en carnets ou livrets qui a été le plus prononcé. En 1965, l'encours des dépôts en francs belges à terme et à préavis a de nouveau augmenté plus fortement que celui des autres types d'actifs quasi monétaires.

L'augmentation des *dépôts en francs belges à terme et à préavis* a débuté à la fin de 1957, époque à laquelle leur rendement a été sensiblement majoré. La diminution des besoins d'encaisses de transactions résultant de la situation conjoncturelle moins favorable en 1958 et pendant une partie de l'année 1959, a contribué à entretenir le mouvement d'accroissement des liquidités quasi monétaires. Ont agi dans le même sens : en 1959 et 1960, les rentrées en provenance du Congo de capitaux d'entreprises et de particuliers et, en 1960 et 1961, les taux d'intérêt élevés bonifiés sur les dépôts à terme et à préavis. Si, jusqu'à la fin de 1961, l'accroissement a été plus important, en chiffres absolus, pour les dépôts auprès des banques que pour les dépôts auprès des autres intermédiaires finan-

ciers, spécialement ceux du secteur public, c'est l'inverse qui est vrai lorsqu'on exprime cet accroissement en pourcentages. Malgré la progression relativement plus rapide des dépôts en francs belges auprès des intermédiaires financiers autres que les banques qu'auprès de ces dernières, leur montant ne constituait, à la fin de la période sous revue, que 10 p.c. de l'ensemble des dépôts de résidents en francs belges à terme et à préavis auprès de l'ensemble des intermédiaires financiers considérés. Parallèlement, ces dépôts ne formaient encore, à la fin de 1961, qu'une fraction minime de l'ensemble de leurs moyens d'action.

L'année 1962 a été marquée par un revirement dans l'évolution des dépôts en francs belges à terme et à préavis. L'abaissement des taux d'intérêt payés sur ces dépôts, puis, l'octroi d'avantages fiscaux aux dépôts en livrets ou carnets ont entraîné une réduction de leur rythme d'accroissement en 1962 et même une diminution de leur encours en 1963. L'augmentation, en 1963, des *dépôts en devises* a partiellement compensé la diminution des dépôts en francs belges : en effet, au cours de cette année, la diminution globale des dépôts en francs belges à terme et à préavis n'a dépassé que de 1,1 milliard l'accroissement des dépôts en devises à terme et à préavis. Ce glissement résulte de l'apparition de disparités de rendement au profit des dépôts en devises, malgré les frais que comporte la couverture du risque de change.

Par ailleurs, attirés par les avantages accordés par la réforme fiscale aux dépôts en carnets ou livrets ou hésitant à effectuer des placements à plus long terme, eu égard à l'orientation à la hausse des taux d'intérêt, qui s'est amorcée vers le milieu de 1963, les particuliers ont témoigné d'un intérêt accru pour les dépôts en carnets ou livrets. Les facilités de placement sous cette forme avaient d'ailleurs été élargies, les caisses d'épargne ayant commencé à ouvrir des carnets à terme ou ayant développé cet instrument de placement.

La hausse des taux d'intérêt des dépôts en francs belges à terme et à préavis, de la fin de 1963 au milieu de 1964, ainsi que les arrangements intervenus vers le milieu de 1964 entre la Banque Nationale et les banques en vue de contrarier la constitution de dépôts en devises à terme et à préavis,

ont assuré un regain de faveur aux dépôts en francs belges à terme et à préavis. De la fin de 1963 à la fin de 1965, ceux-ci ont augmenté de 11,8 milliards, soit de plus de 40 p.c.; cette expansion s'explique, pour les deux cinquièmes environ, par la conversion de dépôts en devises en dépôts en francs belges. Pendant cette période, les banques ont bénéficié de la majeure partie de l'accroissement global des dépôts considérés, mais certaines institutions publiques de crédit ont également enregistré une augmentation marquée de leurs dépôts à terme et à préavis.

Les *dépôts d'épargne et autres dépôts en carnets ou livrets* font partie des actifs quasi monétaires qui se sont nettement développés. De la fin de 1959 à la fin de 1961, leur rythme d'accroissement n'a cependant que légèrement dépassé celui de l'ensemble des actifs financiers : d'une date à l'autre, leur part dans les actifs envisagés est passée de 17,9 à 18,1 p.c. La stabilité traditionnelle du rendement des dépôts en carnets ordinaires, lesquels formaient plus de 90 p.c. de tous les dépôts en carnets ou livrets, a diminué l'attrait de ce type de placement comparativement aux autres dont le rendement avait fortement augmenté. Les dépôts en carnets ou livrets émis par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et par les banques ont moins progressé que les dépôts similaires auprès du Crédit Communal et des caisses d'épargne privées. Parmi les divers modes de placement offerts par ces dernières, les livrets à terme ont enregistré l'augmentation la plus rapide; il est vrai que leur rendement avait suivi la hausse générale des taux d'intérêt.

A partir de 1962, les dépôts en carnets ou livrets ont connu une expansion remar-

quable. De 18,1 p.c. à la fin de 1961, leur part dans les actifs financiers envisagés est passée à 21,6 p.c. à la fin de 1965. Sans doute la baisse du rendement des autres placements a-t-elle exercé une certaine influence en 1962. Toutefois, à l'époque, le comportement des placeurs était déjà apparemment déterminé, dans une certaine mesure, par l'attente de la réforme fiscale qui a supprimé les avantages fiscaux accordés précédemment à nombre d'obligations, bons de caisse et dépôts; depuis la réforme, seuls les dépôts nominatifs auprès des caisses d'épargne, les dépôts en carnets ou livrets ordinaires auprès des banques et du Crédit Communal, ainsi que les dépôts à moins de deux ans auprès des sociétés hypothécaires bénéficient d'avantages fiscaux. En fait, il était entendu que tous les dépôts d'une même famille seraient totalisés sous le nom de son chef pour déterminer le montant de l'impôt global sur le revenu total et limiter en conséquence le bénéfice de l'exemption fiscale. Mais pour des raisons pratiques, chaque intermédiaire financier avait été autorisé à appliquer l'exemption du précompte pour chaque dépôt individualisé par titulaire et par nature (dépôt à vue, à trois mois, à six mois, à un an, etc.).

A la fin de 1962 et en 1963, nombre de déposants ont sans aucun doute multiplié leurs carnets et livrets pour bénéficier au maximum de cette possibilité d'exemption fiscale. Cette évolution ne pouvait qu'être favorable aux intermédiaires financiers offrant les plus larges possibilités de fractionnement des comptes, en l'occurrence les banques et, dans une moindre mesure, les caisses d'épargne privées. Par contre, elle devait accentuer la régression de l'importance relative des dépôts en livrets auprès de la Caisse Générale

Tableau III.

Dépôts d'épargne et dépôts en carnets ou livrets

(Montant à fin de période, en pour cent du total)

	Dépositaires					Nature des dépôts	
	Banques	Caisse Générale d'Epargne	Caisses d'épargne privées	Institutions publiques de crédit	Total	Carnets ou livrets ordinaires ¹	Autres
1959	13,4	64,5	19,6	2,5	100	93,4	6,6
1960	12,7	64,2	20,5	2,6	100	93,2	6,8
1961	12,2	63,4	21,5	2,9	100	92,8	7,2
1962	13,2	61,1	22,5	3,2	100	91,9	8,1
1963	16,8	56,2	23,3	3,7	100	90,5	9,5
1964	18,7	53,7	24,0	3,6	100	89,0	11,0
1965	19,5	52,0	24,8	3,7	100	87,9	12,1

¹ Dépôts reçus en carnets ou livrets, sur lesquels les retraits à vue sont ou peuvent être limités, en vertu de clauses contractuelles, à certains montants par période, les autres retraits, partiels ou globaux, étant ou pouvant être soumis à des conditions de délai ou de préavis.

d'Épargne et de Retraite, institution à structure centralisée.

Le fractionnement des comptes ressort bien des données relatives aux premiers mois de 1963. En effet, alors que pratiquement le rendement de tous les dépôts en carnets ou livrets ordinaires avait été réduit, les dépôts auprès des banques, des caisses d'épargne privées et du Crédit Communal se sont nettement développés, tandis que les dépôts auprès de la Caisse Générale d'Épargne ont évolué moins favorablement. L'accroissement très rapide des dépôts en carnets ou livrets autres qu'ordinaires paraît aussi résulter, en partie tout au moins, de considérations fiscales. Pour le placeur, ces dépôts, qui sont le plus souvent à un an et plus, constituent un substitut valable aux bons de caisse, et obligations que le législateur n'a pas dotés d'un statut fiscal privilégié. Nombre de caisses d'épargne privées ont profité de ces circonstances pour élargir la gamme des placements offerts; de même, la Caisse Générale d'Épargne accepte, depuis 1963, des dépôts en livrets à terme.

Enfin, l'accroissement important de l'encours total des dépôts en carnets ou livrets ordinaires semble résulter en partie de ce que de nombreux épargnants, convaincus d'une hausse prochaine des taux d'intérêt, ont choisi ce type de placement comme placement temporaire. L'évolution des dépôts d'épargne auprès du Crédit Communal est très significative à cet égard : alors que les dépôts en carnets s'étaient fortement accrus en 1963, l'évolution a été nettement moins favorable en 1964, après que les taux d'intérêt des bons de caisse et obligations avaient été sensiblement relevés.

Une première mesure visant à contrecarrer le fractionnement des avoirs en plusieurs comptes a été prise vers la fin de 1963 : elle consistait à faire prendre en considération par les institutions émettant des livrets ou carnets tous les dépôts appartenant à un même déposant pour calculer le montant du précompte mobilier. A la même époque, la prime de fidélité octroyée aux titulaires de dépôts d'épargne en carnets ordinaires auprès des caisses d'épargne et du Crédit Communal a été augmentée de 0,10 franc.

Dans l'intervalle cependant, la hausse des taux d'intérêt à court, moyen et long terme

dans la plupart des pays et l'apparition de tensions conjoncturelles dans l'économie nationale ont entraîné une majoration du rendement des bons de caisse et obligations et des taux d'intérêt des dépôts en francs belges à terme et à préavis. Cette tendance à la hausse des taux s'est accentuée pendant la première moitié de 1964. Il s'en est suivi un ralentissement du taux d'accroissement des dépôts d'épargne en carnets ordinaires, qui restait cependant supérieur à celui de la plupart des autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Les banques ont été, une fois de plus, les principales bénéficiaires de l'augmentation des dépôts en carnets qui, comme il vient d'être dit, se compare encore favorablement avec celle des autres actifs financiers. Pour leur part, les caisses d'épargne privées ont vu surtout augmenter leurs dépôts en livrets à terme. Quant à l'importance relative des fonds recueillis par la Caisse Générale d'Épargne, elle a continué à diminuer, en dépit de l'application de taux préférentiels pour les prêts à la construction octroyés aux épargnants fidèles.

Un certain nombre de mesures ont contribué à freiner, en 1965, la régression relative des fonds collectés par la Caisse Générale d'Épargne. Ce sont : une nouvelle augmentation de la prime de fidélité, la décision de prélever un montant important sur les réserves de l'institution pour le répartir entre les livrets d'épargne au prorata des intérêts bonifiés pour l'ensemble des années 1961 à 1965, le relèvement, à partir du 1^{er} janvier, du plafond fixé à l'octroi d'un taux d'intérêt de 3 p.c. (1), l'intensification de la campagne de publicité. Néanmoins, la constitution de dépôts auprès de cette institution s'est poursuivie à un rythme plus lent que l'expansion des dépôts en carnets auprès des banques, des caisses d'épargne privées et, à un degré moindre, du Crédit Communal.

Ainsi qu'il a été signalé plus haut, l'importance relative des *bons de caisse et obligations* dans l'ensemble des actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers s'est réduite continuellement de la fin de 1960 à la fin de 1965, avec un recul particulièrement marqué en 1963. Au cours des derniers mois de 1962, les taux d'intérêt ont de nouveau été abaissés;

(1) Ce montant a été fixé à 350.000 francs.

Tableau IV.

**Bons de caisse et obligations en francs belges
détenus par les entreprises et particuliers ¹**
(Variations en milliards de francs)

	Emetteurs						Total
	Etat ²	Institutions publiques de crédit ³	Autres pouvoirs et organismes publics	Banques	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Autres sociétés privées	
1960	+ 8,7	+ 10,8	...	+ 0,7	+ 1,0	+ 0,1	+ 21,3
1961	+ 4,7	+ 11,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,0	+ 0,3	+ 18,5
1962	+ 2,2	+ 11,4	+ 4,2	+ 2,5	+ 1,6	+ 1,9	+ 23,8
1963	+ 3,6	+ 4,1	+ 1,7	+ 0,3	+ 0,5	+ 3,1	+ 13,3
1964	+ 12,7	+ 9,4	+ 0,8	...	+ 0,8	+ 1,7	+ 25,4
1965 p	+ 7,5	+ 9,4	+ 4,3	...	+ 1,1	+ 4,2	+ 26,5

¹ Bons de caisse et obligations émis, sous déduction des montants détenus par les pouvoirs publics (y compris les organismes administratifs et de sécurité sociale) et les intermédiaires financiers; toutefois, les chiffres comprennent les avoirs de certains intermédiaires financiers qu'il était impossible d'exclure en 1965 : ceux des organismes d'assurance-vie et accidents de travail et ceux des fonds de pension.
² Dette directe et indirecte, y compris les certificats de trésorerie à court terme détenus par les organismes publics d'exploitation et les fonds de pension.
³ Le tableau V donne une ventilation des chiffres de cette colonne.

de surcroît, par certaines de ses conditions, la réforme fiscale a entamé le rendement net réel des bons de caisse et obligations pour les particuliers qui ne désiraient pas que leurs placements fussent connus de l'Administration fiscale. En fait, durant les premiers mois de 1963, le public a hésité à souscrire aux émissions de bons de caisse et d'obligations des institutions belges publiques ou privées; les relèvements des taux de rendement qui ont eu lieu dans le courant de l'année, n'ont pas fait disparaître entièrement cette hésitation.

La désaffection du public à l'égard des bons de caisse et obligations émis par les intermédiaires financiers, en général, et par les institutions publiques de crédit, en particulier, a été très nette. Comme ces dernières, contrairement aux banques et aux caisses d'épargne privées, se procurent la majeure partie de leurs moyens

d'action par l'émission de valeurs à revenu fixe, l'indifférence du public à l'endroit de leurs émissions a soulevé certains problèmes. Si elles ont pu bénéficier de souscriptions notablement plus élevées de la part de certains autres intermédiaires financiers et, en ce qui concerne le Crédit Communal, de l'évolution favorable des dépôts en carnets, elles ont cependant été amenées à placer des emprunts en devises et à réaliser des effets publics, surtout des effets à court terme. A noter toutefois que les chiffres du tableau IV ne donnent pas, en fait, une image exacte du volume des souscriptions des entreprises et particuliers aux émissions de bons de caisse et d'obligations. En effet, ces chiffres couvrent non seulement les souscriptions des particuliers et des entreprises non financières, mais aussi celles des intermédiaires financiers qui n'ont pu être iso-

Tableau V.

**Répartition par catégorie de détenteurs des bons de caisse et obligations en francs belges
émis par les institutions publiques de crédit**
(Variations en milliards de francs)

	Entreprises et particuliers	Intermédiaires financiers dont l'évolution des portefeuilles n'est pas connue pour 1965 ¹	Total repris à la 2 ^e colonne du tableau IV	Intermédiaires financiers dont l'évolution des portefeuilles est connue pour 1965	Emissions nettes totales
1960	+ 8,5	+ 2,3	+ 10,8	+ 1,0	+ 11,8
1961	+ 7,9	+ 3,3	+ 11,2	+ 1,8	+ 13,0
1962	+ 6,3	+ 5,1	+ 11,4	+ 0,3	+ 11,7
1963	+ 4,4	- 0,3	+ 4,1	+ 4,5	+ 8,6
1964	+ 5,4	+ 4,0	+ 9,4	- 0,6	+ 8,8
1965 p	n.d.	n.d.	+ 9,4	+ 4,9	+ 14,3

¹ Principalement, fonds de pension, organismes d'assurance-vie et accidents de travail. Y compris la partie non localisée des émissions nettes de bons de caisse et d'obligations non accessibles à tout placeur.

lées pour 1965 (il s'agit essentiellement des souscriptions des organismes d'assurance-vie et accidents de travail, et des fonds de pension). Les données relatives à ces institutions pour les années antérieures à 1965 figurent au tableau V.

En 1963, les émissions nettes de bons de caisse et d'obligations en francs belges des institutions publiques de crédit ont diminué de 3,1 milliards, surtout sous l'effet du recul des souscriptions des entreprises et particuliers (— 1,9 milliard et non pas — 7,3 milliards, comme le tableau IV pourrait le faire croire).

L'évolution moins favorable pendant cette année des souscriptions des entreprises et particuliers aux émissions de bons de caisse et d'obligations n'a pas posé de problèmes particuliers aux banques et aux caisses d'épargne privées; celles-ci ont bénéficié de l'accroissement notable d'autres formes de placement, entre autres des dépôts en carnets sur lesquels elles paient un intérêt moins élevé. Les banques, qui avaient augmenté sensiblement leurs émissions de bons de caisse, pendant les années 1960 à 1962, pour financer notamment le développement ininterrompu de leurs crédits à moyen et long terme, n'ont pas éprouvé le besoin de stimuler ces émissions en 1963.

Les relèvements des taux d'intérêt qui se sont produits en 1963 et pendant le premier semestre de 1964 ont amené les entreprises et particuliers à accroître considérablement en 1964 leur portefeuille de bons de caisse et d'obligations. Ce sont surtout l'Etat et les institutions publiques de crédit qui ont bénéficié de ce changement du comportement des placeurs; pour leur part, les entreprises industrielles et commerciales du secteur privé ont été à même de placer des obligations auprès des entreprises et particuliers pour un montant global sensiblement égal à celui de 1962, mais notablement supérieur à celui de 1960 et de 1961. Deux émissions importantes d'obligations convertibles ont eu lieu en 1964.

En 1964, les institutions publiques de crédit n'ont pu accroître leur émissions nettes totales d'obligations et de bons de caisse libellés en francs belges que de 0,2 milliard (voir tableau V). En effet, si les entreprises et particuliers, au sens limité du terme, ont porté leurs souscriptions nettes de 4,4 à 5,4 milliards, les autres souscripteurs nationaux n'ont

augmenté leur portefeuille que de 3,4 milliards, contre 4,2 milliards en 1963. A ce sujet, il convient de signaler que les organismes monétaires, qui, en 1963, avaient fortement accru leur portefeuille de ces bons de caisse et obligations, l'ont réduit en 1964. C'est pourquoi les institutions publiques de crédit ont dû de nouveau réaliser des effets publics et contracter des dettes en devises pour financer les prélèvements sur les crédits accordés.

En 1965, les entreprises et particuliers, au sens large du terme (voir tableau IV), ont accru leurs avoirs en bons de caisse et obligations à concurrence d'un montant qui semble légèrement dépasser celui de 1964. Leurs placements en valeurs émises par l'Etat ont moins augmenté qu'en 1964, mais ce ralentissement a été compensé par l'accroissement des souscriptions aux émissions de bons de caisse et d'obligations des « autres » institutions publiques et des pouvoirs subordonnés, parmi lesquelles il y a lieu de signaler l'émission d'emprunts par les grandes villes et l'Intercommunale E3. Les bons de caisse et obligations émis par les « autres sociétés privées » ont constitué une fraction plus importante des portefeuilles détenus par les entreprises et particuliers, à la suite, surtout, des émissions d'entreprises du secteur de l'électricité.

D'après le tableau IV, les entreprises et particuliers auraient acquis, en 1965, un montant net de bons de caisse et d'obligations des institutions publiques de crédit approximativement égal à celui de 1964. Cependant, d'après les renseignements partiels actuellement disponibles, le portefeuille de certains intermédiaires financiers qu'il est impossible d'isoler complètement pour 1965, aurait moins augmenté qu'en 1964. En définitive, il semble que les placements nets des entreprises et particuliers en effets des institutions publiques de crédit se soient légèrement accrus. Quoi qu'il en soit, ces institutions ont pu développer notablement leurs émissions globales nettes en francs belges, grâce notamment aux souscriptions accrues des organismes monétaires, des caisses d'épargne et de certaines institutions de la sécurité sociale.

Les mouvements décrits ci-avant ont abouti à modifier la part prise par chacune des principales catégories d'intermédiaires financiers dans le total des fonds recueillis par ces institutions auprès des entreprises et particuliers.

Tableau VI.

**Principaux actifs financiers ¹ détenus par les entreprises et particuliers ²
auprès des banques, des caisses d'épargne et des institutions publiques de crédit**

A la fin des années	Banques	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	Caisses d'épargne privées	Institutions publiques de crédit	Total
<i>(en milliards de francs)</i>					
1959	102,6	76,3	30,9	71,9	281,7
1960	106,9	81,0	34,4	83,8	305,6
1961	125,3	86,7	39,1	95,7	346,8
1962	136,3	95,4	46,1	113,3	391,1
1963	154,0	101,0	53,3	119,7	428,0
1964	167,9	105,2	59,9	129,8	462,8
1965	188,3	115,3	68,8	141,9	514,3
<i>(en pour cent du total)</i>					
1959	36,4	27,1	11,0	25,5	100
1960	35,0	26,5	11,3	27,2	100
1961	36,1	25,0	11,3	27,6	100
1962	34,8	24,4	11,8	29,0	100
1963	36,0	23,6	12,4	28,0	100
1964	36,3	22,7	12,9	28,1	100
1965	36,6	22,4	13,4	27,6	100

¹ Encaisses monétaires, actifs quasi monétaires, bons de caisse et obligations.

² Y compris les organismes publics d'exploitation et certains intermédiaires financiers qu'il était impossible d'exclure en 1965 : organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

La part de la Caisse Générale d'Epargne s'est continuellement réduite pendant la période considérée, encore que la régression se soit ralentie en 1965.

La part des autres institutions publiques de crédit s'est élargie jusqu'à la fin de 1962, puis elle a commencé à diminuer, à la suite de l'affaiblissement de l'intérêt manifesté par les entreprises et particuliers pour les placements en bons de caisse et obligations, élément principal des moyens d'action de ces institutions. Celles-ci n'ont pu compenser que partiellement cette évolution par un développement plus rapide de leurs dépôts.

Les caisses d'épargne privées ont pu renforcer presque continuellement leur position relative.

Enfin, les banques ont pu augmenter légèrement leur part dans la collecte des fonds considérés ici, malgré un recul en 1960 et 1962.

* * *

De cet aperçu partiel de l'évolution de quelques catégories d'actifs financiers, il ressort qu'au cours des années récentes, certaines des tendances fondamentales dont il a été question dans l'article précédent, se sont, à certains

égards, — peut-être temporairement — atténuées ou interrompues. Ainsi, le mouvement de réduction de l'importance relative des encaisses monétaires s'est ralenti, mais uniquement par suite de l'évolution intervenue au cours des années 1963 et 1964, tandis que la fraction des avoirs financiers des entreprises et particuliers constituée par des bons de caisse et obligations a diminué. Les avoirs quasi monétaires ont, au contraire, fortement augmenté.

Cette évolution des actifs financiers des entreprises et particuliers a nécessairement des implications dans la structure du financement de l'économie et sur les moyens d'action de la politique monétaire et financière. Le rôle de relais des intermédiaires financiers entre les épargnants, d'une part, et les investisseurs ou les « désépargnants » (par le financement des dépenses de consommation), d'autre part, se développe rapidement. Il s'ensuit un accroissement structurel du crédit sous différentes formes et un glissement dans l'ordre d'importance des divers instruments que les autorités peuvent utiliser pour atteindre les objectifs qu'elles se fixent. Ces phénomènes ont été abondamment commentés dans la littérature économique des dernières années.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de mars 1966. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

AGNEESSENS A., Les garanties juridiques portant sur des créances dans la distribution du crédit. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 2, 1966, pp. 177-195.*)

GLIBERT F., Le ducroirè comme garantie du donneur de crédit. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 2, 1966, pp. 225-238.*)

HACHEZ A., Le cautionnement comme garantie du donneur de crédit. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 2, 1966, pp. 211-223.*)

HENRION R., La place des garanties juridiques dans la distribution du crédit. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 2, 1966, pp. 115-129.*)

PONLOT D., Le rôle des associations de crédit dans l'expansion du crédit professionnel en Belgique. (*Confédération internationale du Crédit populaire, Paris, n° 50, 4^e trimestre 1965, pp. 8-10.*)

QUADEN P., Les garanties du donneur de crédit aux petites et moyennes entreprises. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 2, 1966, pp. 143-158.*)

THOREAU V., Situation des entreprises industrielles au regard des garanties exigées d'elles par les donneurs de crédit. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 2, 1966, pp. 131-142.*)

VANDEPUTTE R., L'octroi de sûretés sur les actifs fixes des entreprises. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 2, 1966, pp. 197-209.*)

VAN GERVEN W., Les garanties portant sur les matières et les produits. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 2, 1966, pp. 165-175.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

COLLIN F., De rol van de banken in de financiering der bedrijven. (*Vita, Bruxelles, XXIII, n° 5, 15 mars 1966, pp. 199-204.*)

DERUELLES H., Les organismes financiers belges et internationaux. (*Socialisme, Bruxelles, XIII, n° 74, mars 1966, pp. 271-280.*)

LAMBIOTTE O.E., An Outline of the Belgian Credit and Banking System. (*National Bank of Egypt, Le Caire, 1965, 32 p.*)

LAMFALUSSY A., Belgian Banks in a Changing Economy. (*The Banker, Londres, CXVI, n° 481, mars 1966, pp. 151-157.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONE-TAIRES

LE CLERCQ M., L'assurance-vie au service de l'économie. (*Industrie, Bruxelles, XX, n° 2, février 1966, pp. 80-84.*)

Les fonds communs de placement : structure des portefeuilles et répartition des risques. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 11, 18 mars 1966, pp. 1-5.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

ANSPACH M., Commentaire de la loi du 27 décembre 1965 modifiant le Code des impôts sur les revenus. (*Annales du Notariat et de l'Enregistrement, Bruxelles, LXVII, mars 1966, pp. 43-49.*)

DEHAENE J.L., Staatsfinancies : diagnose van een ziekte. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVII, n° 3, mars 1966, pp. 267-270.*)

VAN DE VOORDE A., La réforme de la comptabilité de l'Etat. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 2, février 1966, pp. 5-33.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

CLERFAYT G., La promotion des investissements - Quelques réflexions sur ses aspects financiers. (*Reflèts et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, V, n° 2, mars 1966, pp. 75-94.*)

DE BIE P., Le niveau de vie des ménages belges en 1961 en fonction du nombre d'enfants à charge. (*Population et Famille, Bruxelles, n° 6-7, 1965, pp. 57-100.*)

DE LEENER M., Incidence des dépenses en énergie électrique sur le revenu national belge. (*Energie, Bruxelles, n° 174, 1^{er} trimestre 1966, pp. 13-19.*)

GLEJSER H., Le produit national de la Belgique et de l'étranger en 1965 et 1966. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 29, 1^{er} trimestre 1966, pp. 5-13.*)

La comptabilité nationale du Grand-Duché de Luxembourg. (*Bulletin de Documentation du Ministère d'Etat, Luxembourg, XXII, n° 3, 28 février 1966, pp. 5-13.*)

Quelques réflexions sur l'épargne et les placements. (*Reflète et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, V, n° 2, mars 1966, pp. 109-120.*)

6. DEMOGRAPHIE

DENIS F., Les orientations nouvelles en matière d'immigration devant la fermeture de charbonnages. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIII, n° 3, mars 1966, pp. 193-202.*)

KOEUNE J.C. & ZOLLER H., Processus d'évolution régionale de la population active masculine. Belgique 1947-1961. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXII, n° 2, mars 1966, pp. 79-104.*)

MORISSENS-WICCAERT D., Le nombre de ménages en Belgique - Prévisions par province (1970-1975). (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 29, 1^{er} trimestre 1966, pp. 55-67.*)

PREISER H., Travailleurs migrants et droit en Belgique. (*Revue de Droit social, Bruxelles, n° 1, 1966, pp. 1-16.*)

STASSART J., Structure par âge et croissance économique. (*Population et Famille, Bruxelles, n° 6-7, 1965, pp. 1-16.*)

7. PRIX ET SALAIRES

DUMOULIN A., La politique des revenus. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLI, n° 145, mars 1966, pp. 35-56.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

TRINE A., La durée du travail et le repos du dimanche, d'après les lois des 15 et 16 juillet 1964 et leurs arrêtés d'application. (*Centre d'Édition et de Documentation, Bruxelles, 1965, 110 p.*)

9. SECURITE SOCIALE

DEJEAN C., Openbare mening en sociale zekerheid. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XIII, n° 1, 1966, pp. 29-34.*)

LEEN W., Aspects économiques des arriérés de cotisations à la sécurité sociale. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXII, n° 2, mars 1966, pp. 49-59.*)

SPITAEELS G., Socialisme et sécurité sociale. (*Socialisme, Bruxelles, XIII, n° 74, mars 1966, pp. 197-217.*)

WUNSCH G. & autres, Les facteurs démographiques et la sécurité sociale. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, VIII, n° 2, février 1966, pp. 145-170.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

ANSLOOS R., Het economisch budget als instrument van het overheidsbeleid. (*Tijd, Anvers, XLI, n° 11, 18 mars 1966, pp. 9-14.*)

Croissance économique des provinces et régions linguistiques de 1955 à 1963. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LII, n° 3, mars 1966, pp. 497-582.*)

De Limburgse mijnstreek. (*Economie in Limburg, Hasselt, VI, n° 4, 1965, pp. 19-24.*)

FRANTZEN P., De economische expansie in België sedert 1957. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LI, n° 2535, 30 mars 1966, pp. 353-355.*)

Les facteurs de la décision dans la politique économique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 29, 1^{er} trimestre 1966, pp. 69-142.*)

Limburg, januari 1966. (*Economie in Limburg, Hasselt, VI, n° 4, 1965, pp. 7-18.*)

Memorandum de la F.I.B. au Gouvernement. (*Fédération des Industries Belges, Bruxelles, 1966, XXII p.*)

SIMONET H., Bilan et perspectives de la programmation économique en Belgique. (*Socialisme, Bruxelles, XIII, n° 74, mars 1966, pp. 219-224.*)

WALHIN C., L'économie belge est-elle « malade » ? (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIII, n° 3, mars 1966, pp. 214-219.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

COCKX A., Les problèmes de l'industrie du bâtiment et des travaux publics. (*Industrie, Bruxelles, XX, n° 2, février 1966, pp. 101-104.*)

DE GROEVE A., Het steenkolenprobleem in Limburg. Probleemstelling. (*Economie in Limburg, Hasselt, VI, n° 4, 1965, pp. 33-36.*)

HENRARD J., Les activités des Comités de contrôle et de gestion. (*Electricité-U.E.E.B., Bruxelles, n° 126, 1966, pp. 23-32.*)

HEYMANS J., La Belgique et la recherche spatiale. (*Industrie, Bruxelles, XX, n° 3, mars 1966, pp. 160-169.*)

HOUGARDY P., Situation actuelle des charbonnages belges. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 29, 1^{er} trimestre 1966, pp. 15-25.*)

Inventaire permanent des besoins en logements. Estimation des besoins au cours de la période 1965-1984. (*Institut National du Logement, Bruxelles, 1965, 150 p.*)

La chocolaterie belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 11, 12 mars 1966, pp. 97-102.*)

La hausse des peaux et ses répercussions sur l'industrie du cuir. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 12, 19 mars 1966, pp. 105-109.*)

Le problème charbonnier. Données de base. (*Directoire de l'Industrie charbonnière, Bruxelles, 1966, 58 p.*)

Points de vue de l'industrie pétrolière belge : quelques problèmes actuels de l'industrie pétrolière belge. (*Fédération pétrolière belge, Bruxelles, 1966, 24 p.*)

Quelques problèmes de structure de l'agriculture belge. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, V, n° 47, mars 1966, pp. 5-9.*)

ROMBOUTS F., Le gaz naturel néerlandais en Belgique. (*Electricité-U.E.E.B., Bruxelles, n° 126, 1966, pp. 17-22.*)

THYS A., L'état présent et les perspectives d'avenir de la production d'énergie électrique en Belgique. (*Electricité-U.E.E.B., Bruxelles, n° 126, 1966, pp. 3-16.*)

THYS A., Prix de revient et prix de vente de l'électricité. (*Industrie, Bruxelles, XX, n° 2, février 1966, pp. 90-92.*)

VANDERVEKEN W., De sociale huisvesting in het licht van de Regeringsverklaring. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XIII, n° 1, 1966, pp. 49-56.*)

VESTERS C., Het steenkolenprobleem in Limburg. Economisch aspect. (*Economie in Limburg, Hasselt, VI, n° 4, 1965, pp. 25-32.*)

12. TRANSPORTS

KASBERGEN J., L'importance du transport dans le Benelux. (*Bulletin trimestriel de Statistique de Benelux, Bruxelles, XII, n° 4, 1965, pp. 11-25.*)

13. COMMERCE INTERIEUR

WYVEKENS P., L'association, avenir de l'indépendance ? Un panorama mondial de la coopération dans le commerce de détail. (*Institut économique et social des Classes moyennes, Bruxelles, 1966, 128 p.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

DISPA J., Structure et évolution de la statistique du commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. (*Informations statistiques de l'Office statistique des Communautés Européennes, Bruxelles, n° 1, 1966, pp. 103-117.*)

HOST-MADSEN P., La balance des paiements. (*Finances et Développement, Washington, III, n° 1, mars 1966, pp. 35-45.*)

La sensibilité conjoncturelle des exportations. (*Service mensuel de Conjoncture, Louvain, XX, n° 3, mars 1966, pp. 16-19.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BACHMANN H., Die Diskussion um eine Revision der internationalen Währungsordnung. (*Aussenwirtschaft, St-Gall, XXI, n° 1, mars 1966, pp. 15-25.*)

BOEHME O.J., Demonetisierung des Goldes - Eine Lösung. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Francfort-sur-le-Main, XIX, n° 4, 15 février 1966, pp. 142-144.*)

BOSMAN H.W.J., Vers une nouvelle monnaie-clé. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 1, 1966, pp. 51-62.*)

CORTNEY P., Les problèmes essentiels d'une réforme monétaire : mettre fin à l'inflation et éviter une grave crise économique. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXV, n° 219, janvier-février 1966, pp. 69-84.*)

DELLA PORTA G., The International Monetary Problem and World Economic Development. (*Review of the Economic Conditions in Italy, Rome, XX, n° 1, janvier 1966, pp. 7-21.*)

KENEN P.B. & YUDIN E.B., The Demand for International Reserves. (*Review of Economics and Statistics, Cambridge, XLVII, n° 3, août 1965, pp. 242-250.*)

KERAN M.W., The Emergence of Hard Currencies in the Postwar Period. (*Federal Reserve Bank of St-Louis Review, St-Louis, XLVIII, n° 3, mars 1966, pp. 6-12.*)

KINDLEBERGER C.P., Capital Movements and International Payments Adjustment. (*Konjunkturpolitik, Berlin, n° 12, 1966, pp. 10-30.*)

MACHLUP F., International Monetary Systems and the Free Market Economy. (*Princeton University, Princeton, 1966, 22 p.*)

MARCHAL J., Le marché des eurocrédits. (*Zeitschrift für Nationalökonomie, Vienne, XXVI, nos 1-3, 1966, pp. 163-176.*)

MITZAKIS M.G., Liquidités et échanges commerciaux dans le monde libre. (*Banque, Paris, XLI, n° 237, mars 1966, pp. 167-169.*)

MUNDELL R.A., Roosa's Fund Unit Scheme and the International Monetary Fund. (*Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik, Bâle, CII, n° 1, mars 1966, pp. 22-41.*)

STAHL S.W., Toward an Understanding of the Dialogue on International Monetary Reform. (*Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Kansas City, Kansas City, janvier-février 1966, pp. 3-9.*)

TREMPONT J., Du dollar à l'or. Réflexions sur la réforme du système monétaire international (I). (*Energie, Bruxelles, n° 174, 1^{er} trimestre 1966, pp. 21-29.*)

TRIFFIN R., The International Monetary System. (*Yale University, New Haven, 1966, 34 p.*)

VAN HERBRUGGEN C. & LACROIX R., Les problèmes monétaires internationaux. (*Socialisme, Bruxelles, XIII, n° 74, mars 1966, pp. 257-269.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

BACHMANN H., Illusionen und Desillusionen um den westeuropäischen Integrationsprozess. (*Aussenwirtschaft, St-Gall, XXI, n° 1, mars 1966, pp. 1-15.*)

DELACOUR J.P., Remarques sur certains aspects du financement des investissements industriels dans les pays de la C.E.E. (*Chroniques d'actualité de S.E.D.E.I.S., Paris, n° 942, 1^{er} février 1966, pp. 1-56.*)

GODEAUX J., Les possibilités d'un marché européen des capitaux. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 1, 1966, pp. 18-37.*)

JONCKHEERE V., Réflexions sur le marché européen des capitaux. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, V, n° 2, mars 1966, pp. 101-108.*)

LECLERCQ, J., L'assurance et le Marché commun. (*Bulletin des Assurances, Bruxelles, XLVI, n° 193, janvier-février 1966, pp. 6-17.*)

LEMMENS J., Les aides dans le domaine des transports. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 39, mars 1966, pp. 135-141.*)

Les coûts de la main-d'œuvre dans les industries de la C.E.E. et de la C.E.C.A. Résultats préliminaires - 1964. (*Statistiques sociales de l'Office des Communautés européennes, Bruxelles, supplément 1966, pp. 3-21.*)

MAURY R., La politique sociale dans la Communauté Economique Européenne. (*Synopsis, Bruxelles, mars 1966, pp. 17-26.*)

PFISTERER H., Zum Wettbewerb der Kreditinstitute in den EWG-Ländern. (*Zeitschrift*

für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt-sur-le-Main, XIX, n° 5, 1^{er} mars 1966, pp. 187-188.)

Statistiques harmonisées des gains horaires moyens bruts dans les industries des Communautés européennes - avril 1965. (*Statistiques sociales de l'Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, n° 1, 1966, pp. 1-93.*)

The Common Market's Uneasy Accord. (*Morgan Guaranty Survey, New-York, mars 1966, pp. 4-8.*)

The European Free Trade Association (E.F.T.A.). (*H.M. Stationery Office, Londres, 1965, 20 p.*)

VAN HISSENHOVEN A., Aspects de la sous-traitance dans le Marché commun. (*Industrie, Bruxelles, XX, n° 3, mars 1966, pp. 170-178.*)

17. DIVERS

BIBOT P., Le leasing, une opération financière. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, 15 p.*)

Examen des politiques scientifiques nationale. Belgique. (*Organisation de Coopération et de Développement Economiques, Paris, 1966, 128 p.*)

La Belgique et la coopération au développement. (*Documents C.E.P.E.S.S., Bruxelles, IV, n° 4, 1965, pp. 1-100.*)

MISSORTEN W., Huren of lenen. Practische benadering van financiële huur. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 29, 1^{er} trimestre 1966, pp. 143-152.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 26 janvier 1966

portant approbation de la Convention entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et la République Tunisienne, d'autre part, relative à l'encouragement des investissements de capitaux et à la protection des biens, et des échanges de lettres, signés à Tunis, le 15 juillet 1964 (Moniteur du 9 mars 1966, p. 2491).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Institut National de Crédit Agricole

Relèvement du plafond des engagements (Moniteur du 3 mars 1966, p. 2302).

Par arrêté royal du 18 février 1966, le plafond des engagements de l'Institut National de Crédit Agricole, fixé par la loi du 14 avril 1965, est porté, par libération d'une première tranche de cinq cents millions de francs, à six milliards de francs.

Arrêté royal du 14 février 1966

autorisant la société coopérative Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses de Belgique à contracter, sous la garantie de l'Etat, un vingt-septième emprunt, d'un montant effectif de 420 millions de francs (Moniteur du 1^{er} mars 1966, p. 2171).

Arrêté royal du 11 mars 1966

relatif à la cession par l'Etat belge à la Société Nationale d'Investissement (S.N.I.) d'une partie de sa participation dans le capital de la Société de Distribution du Gaz « Distri-gaz » (Moniteur du 19 mars 1966, p. 2980).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Convention

pour le règlement des questions relatives à la Dette publique et au Portefeuille de la Colonie du Congo belge, listes 1 à 7, échange de lettres annexe et protocole d'application provisoire; Convention relative aux statuts du « Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion », signées à Bruxelles, le 6 février 1965. Errata (Moniteur du 22 mars 1966, p. 3046).

Arrêté royal du 1^{er} mars 1966

transférant à l'exercice 1966 les crédits d'engagement et de paiement disponibles au 31 décembre 1965 (Moniteur du 25 mars 1966, p. 3228).

Arrêté royal du 4 mars 1966

fixant ou modifiant les modalités de tirage de certains emprunts émis par la Société Nationale des Chemins de fer belges (Moniteur du 9 mars 1966, p. 2498).

Arrêté royal du 1^{er} mars 1966

modifiant l'arrêté royal du 13 juillet 1965 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance (Moniteur du 22 mars 1966, p. 3046).

Arrêté ministériel du 17 mars 1966

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 22 mars 1966, p. 3047).

**Arrêté royal du 28 mars
et arrêté ministériel du 30 mars 1966**

relatifs au Tarif des droits d'entrée (Moniteur du 31 mars 1966, p. 3480).

4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 11 mars 1966

prescrivant une investigation relative à la quantité de froment indigène actuellement disponible (Moniteur du 16 mars 1966, p. 2824).

5. — INDUSTRIE

Arrêtés royaux des 18, 19 et 20 janvier 1966

prescrivant une statistique annuelle de la production dans l'industrie de la tannerie, dans l'industrie de la chaussure et de la pantoufle, dans l'industrie de la ganterie, de la maroquinerie et des autres articles en cuir, à

l'exclusion de la chaussure et de la pantoufle (Moniteur du 9 mars 1966, p. 2509).

Arrêté royal du 22 février 1966

prescrivant une statistique mensuelle de l'activité et des stocks dans l'industrie de la tannerie (Moniteur du 25 mars 1966, p. 3247).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 22 février 1966

modifiant l'article 172 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 8 mars 1966, p. 2445).

Arrêté royal du 8 mars 1966

relatif à la durée du travail des ouvriers occupés dans les entreprises d'affichage et de publicité (Moniteur du 15 mars 1966, p. 2759).

Arrêté royal du 3 mars 1966

dérogeant temporairement, en faveur des travailleurs des charbonnages, à l'article 150 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 23 mars 1966, p. 3118).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 17 mars 1966

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 22 mars 1966, p. 3047).

Arrêté royal du 28 mars et arrêté ministériel du 30 mars 1966

relatifs au Tarif des droits d'entrée (Moniteur du 31 mars 1966, p. 3480).

9. — TRANSPORTS

Accord

entre le Royaume de Belgique et la République de Côte d'Ivoire relatif au transport aérien, et annexe, signés à Abidjan, le 21 septembre 1963 (Moniteur du 24 mars 1966, p. 3171).

Accord

entre le Royaume de Belgique et la République du Niger relatif au transport aérien, annexe, signés à Niamey, le 19 août 1963 (Moniteur du 31 mars 1966, p. 3474).

Arrêté royal du 11 mars 1966

relatif à la déclaration d'utilité publique pour l'établissement d'installations de transport de gaz (Moniteur du 16 mars 1966, p. 2822).

Arrêté royal du 11 mars 1966

portant exécution de l'article 22 de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations (Moniteur du 16 mars 1966, p. 2823).

Arrêté royal du 14 mars 1966

relatif aux accords particuliers que la Société Nationale des Chemins de fer belges peut conclure pour le transport de charbon et d'acier (Moniteur du 30 mars 1966, p. 3414).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 7 février 1966

rendant obligatoire la convention du 6 juillet 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de conserves de fruits, fruits confits, pâtes de pommes, fruits congelés et surgelés et les confitureries, siroperies et pectineries (Moniteur du 3 mars 1966, p. 2303).

Arrêté royal du 23 février 1966

rendant obligatoire la convention du 9 décembre 1965 de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage concernant la fixation des salaires minimums des ouvriers et ouvrières dans les blanchisseries, lavoirs et entreprises de repassage, ainsi que dans les dépôts et « shops » s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 10 mars 1966, p. 2602).

les blanchisseries, lavoirs et entreprises de repassage, ainsi que dans les dépôts et « shops » s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur, et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 11 mars 1966, p. 2654).

Arrêté royal du 23 février 1966

rendant obligatoire la convention du 22 décembre 1965 de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage prorogeant la convention du 10 juillet 1964, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 3 décembre 1964, concernant la fixation des salaires dans les entreprises qui s'occupent de la teinture, du nettoyage chimique ou du repassage de vêtements ou d'objets d'ameublement, ainsi que dans les dépôts et « shops » s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du mars 1966, p. 2798).

Arrêté royal du 23 février 1966

rendant obligatoire la convention du 22 décembre 1965 de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage prorogeant la convention du 10 juillet 1964, rendue obligatoire par arrêté royal du 3 décembre 1964, concernant la fixation des salaires dans

Arrêté royal du 23 février 1966

rendant obligatoire la convention du 22 décembre 1965 de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage concernant la fixation des salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises qui s'occupent de la teinturerie, du nettoyage chimique ou repassage de vêtements ou d'objets d'ameublement, ainsi que dans les dépôts et « shops » s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur, et le rat-

tachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 16 mars 1966, p. 2800).

Arrêté royal du 3 mars 1966

rendant obligatoire la convention du 14 février 1966 de la Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés, fixant les conditions de rémunération des travailleurs occupés dans les entreprises relevant de cette commission (Moniteur du 18 mars 1966, p. 2932).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 28 février 1966

fixant les modalités du relèvement du montant des ressources n'ayant pas d'incidence sur l'octroi des majorations de rente de vieillesse (Moniteur du 16 mars 1966, p. 2826).

Arrêté royal du 2 mars 1966

modifiant l'article 152, alinéa 10, de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés (Moniteur du 23 mars 1966, p. 3116).

Arrêté royal du 11 mars 1966

portant majoration de certaines pensions de retraite et de survie (Moniteur du 19 mars 1966, p. 2979).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Décision du Conseil
du 28 février 1966 (66/161/C.E.E.)**

instituant une procédure de consultation en matière d'investissements d'infrastructure de transport (Journal officiel du 8 mars 1966, p. 583/66).

Article 1^{er}. — Les Etats membres communiquent à la Commission, avant leur mise en exécution, les projets d'investissements d'intérêt communautaire qui ont pour objet la création de voies de communication nouvelles par chemin de fer, par route et par voie navigable ou une augmentation notable de la capacité des voies existantes.

La communication de ces projets comporte notamment :

- une description technique,
- une évaluation de la dépense totale prévisible,

- un calendrier prévisionnel des travaux,
- des indications sur leur intérêt économique.

Art. 2. — L'intérêt communautaire d'un projet d'investissement s'apprécie en tenant compte de son incidence

— soit sur le développement des transports et des échanges entre les Etats membres ou entre la Communauté et les pays tiers;

— soit sur le développement d'une ou de plusieurs régions de la Communauté.

Art. 3. — La Commission informe les Etats membres de tous les projets portés à sa connaissance par ceux-ci. Si elle le juge utile, ou à la demande d'un Etat membre, elle procède à une consultation avec les Etats membres sur le ou les projets qui lui ont été ainsi communiqués. Elle informe les Etats membres du résultat de cette consultation.

Art. 4. — Les Etats membres sont destinataires de la présente décision.

**Directive du Conseil
du 28 février 1966 (66/162/C.E.E.)**

concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant des branches électricité, gaz, eau et services sanitaires (branche 5 C.I.T.I.) (Journal officiel du 8 mars 1966, p. 584/66).

Article 1^{er}. — Les Etats membres suppriment, en faveur des personnes physiques et des sociétés mentionnées au titre I des programmes généraux pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services, ci-après dénommées bénéficiaires, les restrictions visées au titre III desdits programmes, pour ce qui concerne l'accès aux activités mentionnées à l'article 2 et l'exercice de celles-ci. En matière de transport par conduites d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau, la directive ne s'applique qu'à la suppression des restrictions à la liberté d'établissement.

Art. 2. — 1. Les dispositions de la présente directive s'appliquent aux activités non salariées de production, de distribution et de transport d'électricité, d'eau, de gaz et de vapeur et au secteur des services sanitaires, qui figurent respectivement aux annexes I et III du programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement, classes 51-52 et groupe ex 719.

2. Ces activités ont pour objet :

- a) la production, le transport et la distribution d'électricité;
- b) la fabrication du gaz dans les usines à gaz et la distribution de gaz de toute espèce aux consommateurs, ainsi que le transport par conduites de gaz de toute espèce en tant que service indépendant;
- c) la production et la distribution de vapeur pour le chauffage et la force motrice;
- d) les services des eaux, c'est-à-dire le captage, l'épuration et la distribution de l'eau aux consommateurs;
- e) l'évacuation, la destruction ou l'utilisation des ordures et des gadoues (services sanitaires).

Art. 3. — Conformément aux programmes généraux, la présente directive ne s'applique pas :

- a) à l'exploitation de puits de gaz naturel (y compris la prospection et le forage);
- b) aux travaux de construction effectués par les entreprises privées ou par les pouvoirs publics, notamment la construction d'installations pour la production d'électricité ou de gaz; les travaux de captage

d'eau, d'irrigation et de régularisation des cours d'eau; l'installation des services sanitaires ainsi que la pose de canalisations pour le transport de l'électricité, du gaz, de l'eau, etc.

Décision n° 6-66-du 16 mars 1966

relative à l'autorisation d'aides accordées par le Royaume de Belgique en 1965 aux entreprises de l'industrie houillère (Journal officiel du 25 mars 1966, p. 792/66).

Article 1^{er}. — Le gouvernement du Royaume de Belgique est autorisé à accorder, pour l'année civile 1965, les aides suivantes en faveur de l'industrie houillère belge :

1. Pour les entreprises dont les pertes d'exploitation, sans tenir compte des amortissements et du service du capital, excèdent le montant de 100 francs belges par tonne extraite : un montant correspondant à la totalité des pertes d'exploitation.

2. Pour les entreprises dont les pertes d'exploitation, sans tenir compte des amortissements et du service du capital, n'atteignent pas 100 francs belges par tonne extraite : un montant allant jusqu'à 55 francs belges par tonne au maximum.

**Règlement n° 27/66/C.E.E.
du Conseil du 21 mars 1966**

concernant les mesures à appliquer en matière de prix d'orientation dans le secteur de la viande bovine pour la campagne de commercialisation 1966-1967 (Journal officiel du 23 mars 1966, p. 739/66).

**Règlement n° 29/66/C.E.E.
de la Commission du 25 mars 1966**

portant fixation des montants forfaitaires pour certains produits pour la campagne laitière 1966/1967 (Journal officiel du 26 mars 1966, p. 840/66).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1962	1963	1964	1965 (p)
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.251	9.328	9.428	9.499
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.906	5.948	5.996	
dont : Hommes	»	2.902	2.923	2.950	2.984	
Femmes	»	2.948	2.983	2.998	3.012	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.568	3.589	3.622	3.646
dont : Agriculture	»	423	240	230	216	204
Industries extractives	»	191	105	102	102	95
Industries manufacturières	»	1.311	1.259	1.267	1.289	1.298
Bâtiments et construction	»	197	264	276	282	285
Transports	»	243	240	245	250	253
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.383	1.404	1.427	1.449
Chômeurs complets	»	92	77	65	56	62

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I . 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	210,8
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,2	16,4
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	18,5	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,2	44,4
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	48,1	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	77,0	81,8
e) Corrections et compléments	9,3	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,5	23,1	20,2
Total ...	199,7	215,9	235,4	243,4	244,6	261,8	274,0	301,5	333,5	373,6
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	20,4	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,3	27,7	30,2
b) Professions libérales ¹	9,5	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	13,9	15,1	16,4
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	69,5	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	94,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	6,0	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,2	7,6
e) Ajustement statistique	- 0,1	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,9	0,6	- 0,8
Total ...	105,3	108,1	111,4	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,8	147,4
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	12,6	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,0
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	33,4	33,1	33,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	10,8	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	14,7
Total ...	56,9	59,7	62,0	62,3	63,0	66,5	69,7	73,0	73,5	75,8
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	12,4	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	12,1	14,5
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	13,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	4,9	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,8	6,0
7. Intérêt de la dette publique	-10,9	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-19,1	-21,2	-22,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	375,0	398,9	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,1	551,8	607,9
8. Amortissements	42,8	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,6	68,2	74,2
Revenu national brut au coût des facteurs ...	417,8	446,0	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	575,7	620,0	682,1
9. Impôts indirects	46,2	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,7	84,5	93,7
10. Subsidés	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,6
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHE

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

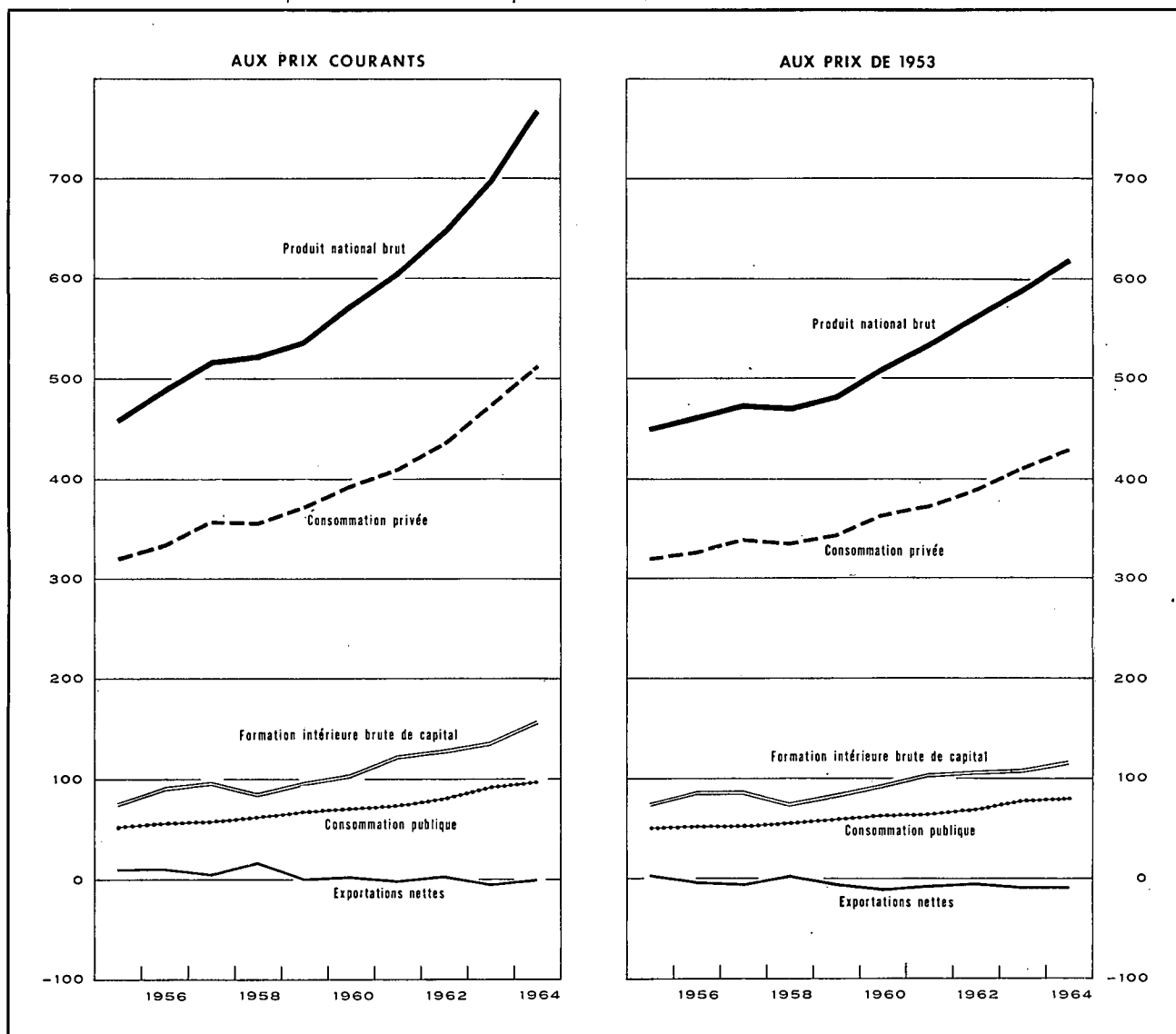
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Agriculture, sylviculture et pêche	32,7	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	39,0	41,6	44,4
2. Industries extractives	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,4	17,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	32,5	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,6	44,1	48,1
b) Textiles	13,4	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,8	19,0	20,0
c) Vêtements et chaussures	6,2	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	10,5	11,3
d) Bois et meubles	4,8	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	8,8
e) Papier, impression, édition	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	9,5	10,4	11,4
f) Industries chimiques et activités connexes	12,0	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,0	17,3
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	7,4	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,5
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,7	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	16,9	17,0	18,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	29,1	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,1	57,6	62,9
j) Industries non dénommées ailleurs	9,0	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,0	15,7	17,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>134,7</i>	<i>145,0</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>193,4</i>	<i>212,4</i>	<i>230,5</i>
4. Construction	25,0	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	42,1	47,0	58,9
5. Electricité, gaz et eau	8,9	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,1
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	67,4	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,9	114,8	123,0
b) Services financiers et assurances ...	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,4	23,7
c) Immeubles d'habitation	36,9	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,2	41,7	42,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>115,8</i>	<i>121,2</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,2</i>	<i>177,9</i>	<i>189,6</i>
7. Transports et communications	30,1	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	41,9	45,5	50,9
8. Services	89,5	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,9	144,3	159,3
9. Corrections	—	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	2,7	-3,5	-1,2
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	454,5	482,6	511,2	515,1	532,9	565,8	600,8	642,8	694,1	764,6
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	93,6	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,6	125,7	133,1
b) Boissons et tabac	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	32,9	36,4
c) Vêtements et autres effets personnels	31,9	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	44,4	50,0	53,9
d) Loyers, taxes, eau	43,4	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	49,8	51,0	52,9
e) Chauffage et éclairage	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,2
f) Articles ménagers durables	23,0	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,9	41,4	47,3
g) Entretien de la maison	14,5	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,7	23,5
h) Soins personnels et hygiène	16,8	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,3	29,4	32,4
i) Transports et communications	22,6	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,4	44,5
j) Loisirs	24,2	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,7	42,1
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,5	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,7	18,1	21,2
<i>Total ...</i>	<i>321,4</i>	<i>334,4</i>	<i>358,5</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>434,7</i>	<i>474,2</i>	<i>512,5</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	36,2	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	55,2	61,8	66,7
b) Biens et services	13,5	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,8	25,5
c) Loyer net imputé ou payé	1,6	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,7
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5
<i>Total ...</i>	<i>52,0</i>	<i>54,5</i>	<i>57,2</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,4</i>	<i>91,2</i>	<i>97,4</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,3	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9
b) Industries extractives	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	1,9	1,9
c) Industries manufacturières	16,7	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	34,6	38,4	38,2
d) Construction	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	6,2	5,3	5,8
e) Electricité, gaz et eau	4,0	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	6,6	6,0	8,2
f) Commerce, banque, assurances	8,6	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0
g) Immeubles d'habitation	19,5	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,2	40,6
h) Transports et communications	9,8	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	12,8	13,5	14,1
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,4	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,0	19,3	21,6
j) Autres services	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8
k) Variations de stocks	-0,4	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	2,4	0,9	3,3
l) Ajustement statistique	0,3	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,1	0,4	1,0
<i>Total ...</i>	<i>77,4</i>	<i>91,8</i>	<i>97,4</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>128,7</i>	<i>136,9</i>	<i>168,4</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	155,3	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,9	254,9	296,6
b) Importations totales	146,2	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,5	259,3	296,7
c) Exportations nettes	+9,1	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,4	-0,1
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	106	108	108	111	110	115	118	121	125	129
b) Boissons	103	103	111	109	114	117	122	123	130	139
c) Tabac	105	107	115	118	119	124	127	134	134	142
d) Vêtements et autres effets personnels	111	112	120	112	117	125	130	141	155	162
e) Loyers, taxes, eau	104	105	106	107	107	108	109	110	110	112
f) Chauffage et éclairage	111	118	117	108	110	117	125	147	163	150
g) Articles ménagers durables	116	122	131	128	134	156	165	172	189	211
h) Entretien de la maison	108	111	115	115	116	120	123	126	127	131
i) Soins personnels et hygiène ...	107	109	110	121	125	132	137	148	155	162
j) Transports	118	126	133	135	139	154	158	167	180	198
k) Communications P.T.T.	111	117	122	129	130	136	144	153	165	180
l) Loisirs	105	106	111	117	114	114	119	122	128	136
<i>Total ...</i>	<i>109</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	112	114	116	124	129	136	139	149	164	171
b) Biens et services	74	76	72	78	87	92	90	104	120	118
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	102	107	117	126	128	134	145	163	182	199
<i>Total ...</i>	<i>99</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>150</i>	<i>154</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	113	104	106	96	98	80	89	83	84	96
b) Industries extractives	91	117	110	98	68	56	74	50	62	60
c) Industries manufacturières	118	144	127	117	118	167	202	210	223	212
d) Construction	112	126	130	105	132	145	184	340	281	295
e) Electricité, gaz et eau	118	128	132	125	156	126	117	162	138	180
f) Commerce, banques, assurances	104	111	109	97	110	120	131	135	141	143
g) Immeubles d'habitation	111	118	124	110	120	140	149	130	123	161
h) Transports et communications	121	125	122	135	127	137	135	140	144	142
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	113	121	111	120	150	137	142	158	194	221
j) Enseignement	163	158	123	92	201	244	303	338	358	324
k) Autres services	104	111	109	107	118	124	140	141	143	144
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>157</i>	<i>158</i>	<i>173</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	127	137	139	140	149	164	180	197	211	238
b) Importations totales	125	141	144	139	155	174	187	202	219	247
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	108,9	111,8	114,6	113,8	116,5	123,1	129,2	135,6	142,1	149,2

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.) — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1965, p. 1385. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Source : Ministère du Travail.

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1963 2 ^e trimestre ..	105,3	59,9	107,7	105,6	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9	
3 ^e trimestre ..	106,2	60,2	108,4	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8	
4 ^e trimestre ..	106,4	60,3	109,3	106,2	124,4	134,8	115,9	100,8	100,1	116,0	
1964 1 ^{er} trimestre ..	106,6	60,6	109,6	106,1	122,2	132,6	117,5	101,3	100,4	114,3	
2 ^e trimestre ..	108,0	61,1	110,3	106,1	120,8	132,6	121,8	102,6	99,1	119,5	
3 ^e trimestre ..	109,1	61,1	111,7	108,1	122,4	135,1	124,6	107,0	98,3	119,8	
4 ^e trimestre ..	109,0	61,8	112,2	109,7	122,6	137,4	128,2	107,1	97,1	116,6	
1963 Décembre	105,6	60,3	108,9	105,8	124,8	134,2	116,1	100,0	100,1	112,9	
1964 Janvier	105,6	59,4	109,4	105,9	122,5	132,8	116,3	99,6	100,1	110,2	
Février	106,7	61,5	109,4	105,8	121,9	132,9	116,4	101,9	100,6	115,5	
Mars	107,4	61,0	110,0	106,5	122,2	132,0	119,9	102,5	100,4	117,1	
Avril	108,1	60,6	110,5	106,5	121,6	133,6	121,4	102,8	99,8	119,1	
Mai	107,8	61,1	110,2	106,5	120,7	132,6	121,9	102,5	98,8	119,7	
Juin	108,1	61,5	110,3	105,2	120,1	131,7	122,2	102,5	98,8	119,7	
Juillet	108,4	61,1	110,8	107,0	121,4	133,9	122,2	104,7	98,0	119,2	
Août	109,2	61,1	111,9	108,7	122,9	133,7	125,0	103,2	98,5	119,4	
Septembre ..	109,8	61,2	112,4	108,7	122,9	137,6	126,7	108,1	98,4	120,9	
Octobre	109,9	61,8	112,8	109,7	124,1	137,8	126,8	108,1	97,6	119,4	
Novembre	109,1	61,9	112,3	109,9	122,8	137,1	128,7	107,7	97,1	116,9	
Décembre	107,9	61,8	111,5	109,6	121,0	137,4	129,1	105,5	96,6	113,4	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1964 3 ^e trimestre	63	31,6	20,2	11,4	663	15,0	5,3	7,1	7,0	11,6	12,7
4 ^e trimestre	61	60,9	28,0	32,9	1.238	14,8	5,2	6,3	13,5	11,4	8,6
1965 1 ^{er} trimestre	65	111,4	38,3	73,1	2.414	16,4	8,0	4,2	19,0	14,6	7,8
2 ^e trimestre	62	45,4	29,3	16,1	938	15,3	5,0	6,9	12,7	14,6	8,8
3 ^e trimestre	63	39,4	27,1	12,3	828	15,8	4,2	7,0	13,3	11,7	8,2
4 ^e trimestre	63	78,0	33,9	44,1	1.638	15,5	6,9	6,2	19,3	11,1	6,7
1966 1 ^{er} trimestre	65	110,7	44,1	66,6	2.399	16,4	8,2	4,6	25,7	15,6	6,4
1965 Avril	19	49,5	31,0	18,5	940	14,3	5,1	6,5	14,0	16,5	8,9
Mai	24	45,4	29,5	15,9	1.090	17,2	5,8	7,0	12,6	13,1	8,4
Juin	19	41,3	27,2	14,1	784	14,3	4,2	7,2	11,4	14,3	9,0
Juillet	19	40,1	27,8	12,3	762	16,3	3,6	6,5	13,8	8,6	7,8
Août	24	39,3	26,4	12,9	944	17,2	4,7	7,1	12,6	12,1	8,3
Septembre	20	38,9	27,1	11,8	779	15,8	4,3	7,2	13,5	14,5	8,4
Octobre	24	41,6	29,5	12,1	998	16,4	6,0	7,1	15,2	14,2	7,9
Novembre	19	96,4	34,0	62,4	1.831	14,7	6,7	6,3	18,3	9,5	6,4
Décembre	20	104,3	39,1	65,2	2.035	15,4	7,4	5,1	24,2	9,6	5,7
1966 Janvier	25	158,9	46,0	112,9	3.972	18,2	10,9	3,8	27,9	14,2	5,5
Février	20	86,6	45,0	41,6	1.732	15,5	6,0	4,5	26,4	15,5	6,6
Mars	20	74,7	41,0	33,7	1.493	15,3	5,0	5,4	22,8	16,9	7,1
Avril	19	65,2	38,4	26,8	1.238	14,9	4,9	6,5	21,4	14,6	7,6

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

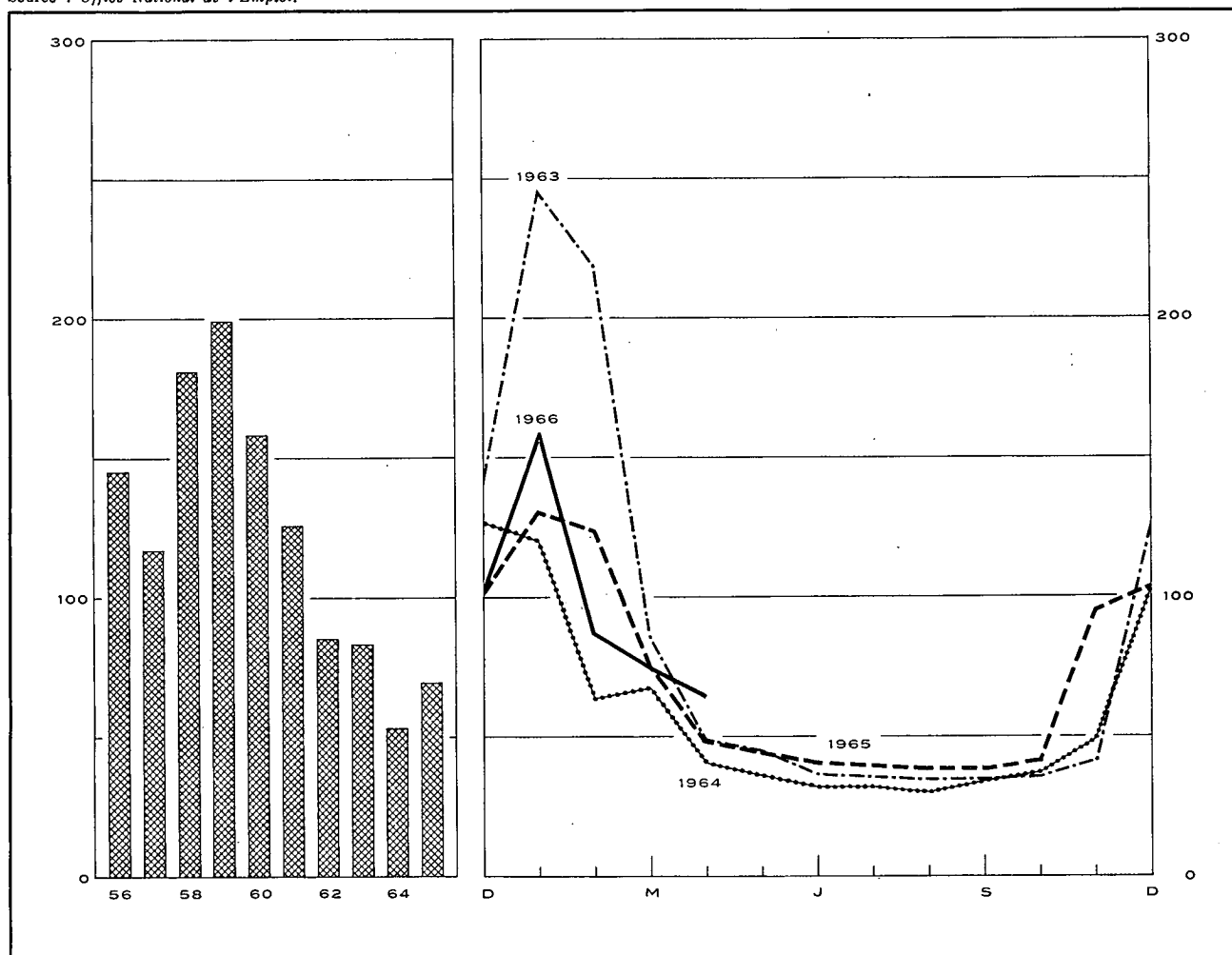
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés Chômeurs complets + chômeurs partiels (milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1963	1964	1965	1966
1957	117	144	96	88	138	Janvier	246	120	131	159
1958	181	204	166	149	204	Février	219	63	124	87
1959	199	292	182	150	171	Mars	86	67	75	75
1960	158	221	149	123	137	Avril	49	40	49	65
1961	126	177	111	90	124	Mai	45	36	45	
1962	85	141	64	52	90	Juin	40	32	41	
1963	83	176	44	35	72	Juillet	36	32	40	
1964	53	82	36	32	61	Août	35	30	39	
1965	69	111	45	39	78	Septembre	35	34	39	
1966		111				Octobre	36	37	42	
						Novembre	42	49	96	
						Décembre	127	102	104	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

1 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Source : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficies cultivées).

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	280	296	270	273	256	252	246	262	267
dont : froment	208	219	200	203	206	209	200	216	227
seigle	66	69	62	63	44	39	41	42	36
Céréales non panifiables	238	240	255	252	263	260	255	239	253
Plantes industrielles	92	94	88	96	92	93	94	106	95
Plantes racines et tuberculifères	145	141	134	131	120	116	114	103	98
Légumes cultivés pour la graine	13	12	12	11	11	10	10	11	10
Prés et prairies	814	811	816	819	821	829	825	815	810
Divers	134	125	137	129	136	128	134	135	125
Total ...	1.716	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.671	1.658
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	751	779	789	773	722	835	759	900	853
Autres céréales	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962
Betteraves sucrières	2.600	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	2.537
Lin (graines et paille)	182	170	124	214	196	231	240	283	190
Chicorée à café	51	56	43	55	60	37	47	68	46
Pommes de terre	2.043	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	182	178	170	159	148	141	132	120	108
Total des bovidés	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731
dont : vaches laitières	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010
Porcs	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	391	412	424	441	429	462	458	429	461

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

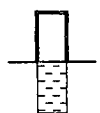
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Aiglefin	445	374	232	262	285	300	221	281	233
Cabillaud	662	834	653	689	698	868	728	630	1.124
Plie	427	451	381	390	291	346	424	322	294
Sole	289	315	257	350	314	347	631	201	263
Raie	356	337	342	323	328	310	298	319	280
Hareng	254	201	260	528	409	273	153	134	112
Crevettes	84	64	89	39	80	48	76	75	72

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux

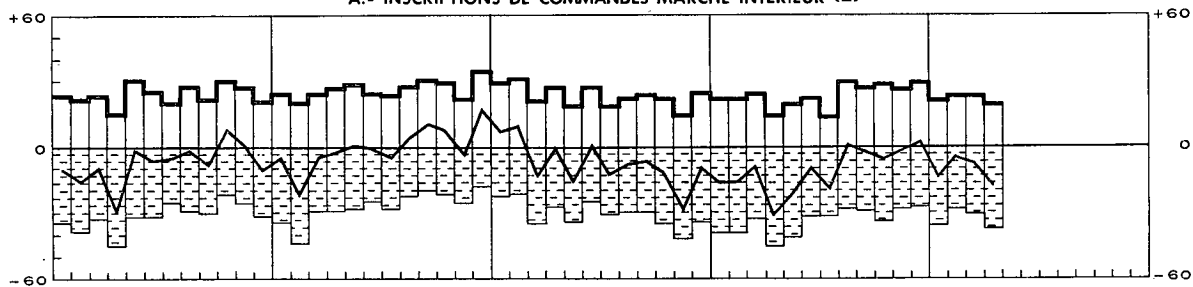


Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A et B
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions C et D

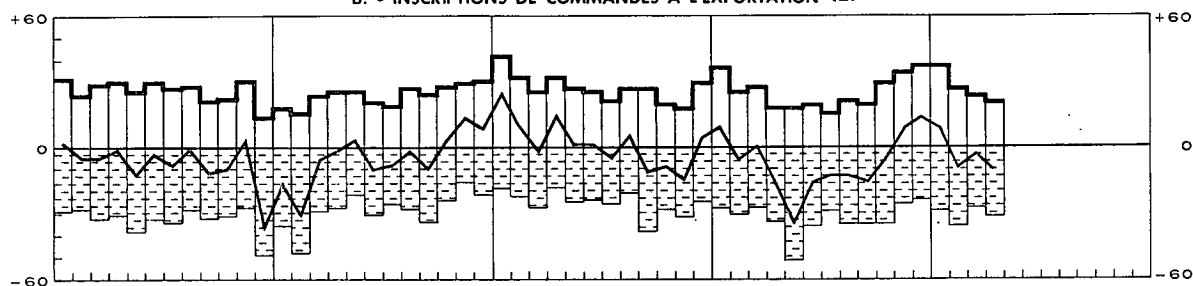
Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A et B
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions C et D

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A et B
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions C et D

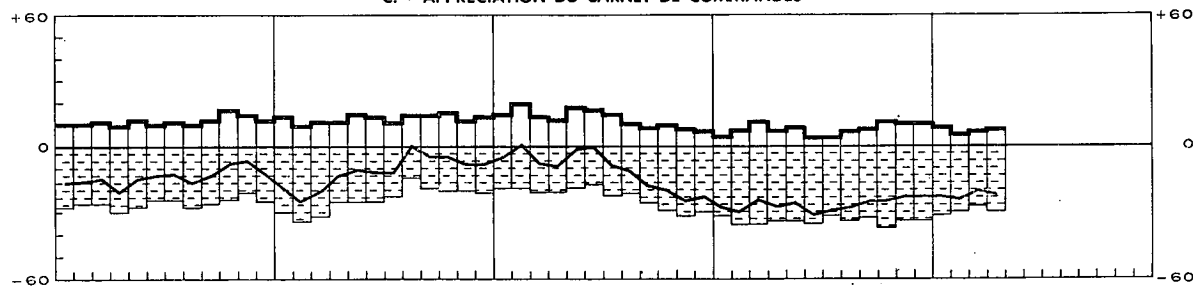
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



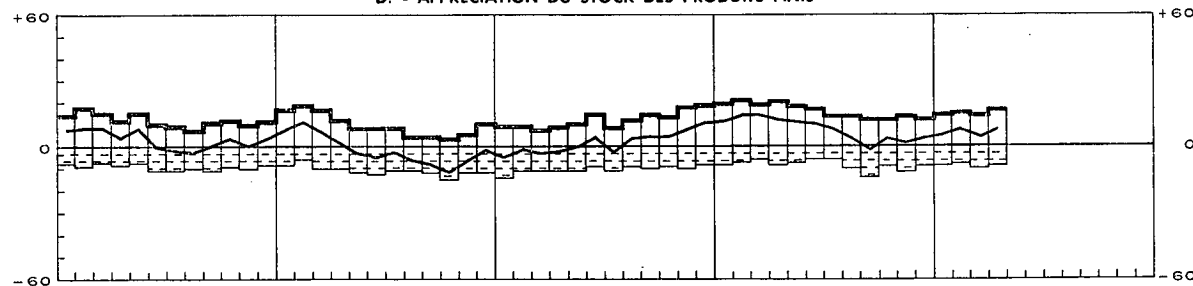
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



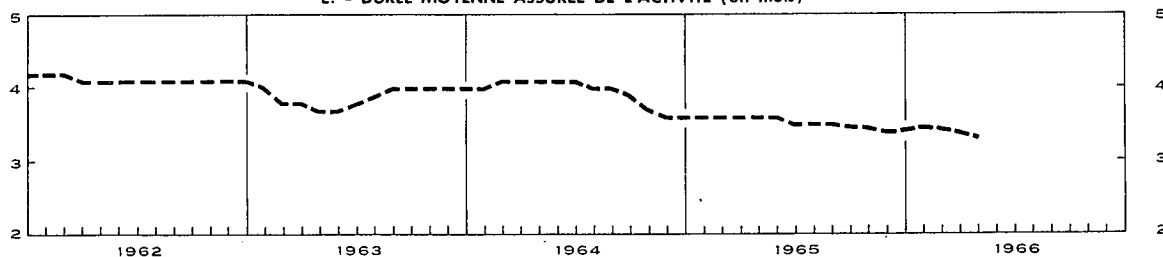
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
 2 Mouvements saisonniers éliminés.

* Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1960	112	116	111	115	115
1961	119	124	116	121	122
1962	125	132	122	128	130
1963	135	142	131	138	138
1964	145	152	140	148	147
1965	p 147	p 157	p 145	p 155	150
1964 3 ^e trimestre	139	147	131	139	143
1964 4 ^e trimestre	154	163	145	154	153
1965 1 ^{er} trimestre	146	155	p 144	p 153	146
1965 2 ^e trimestre	p 148	p 158	p 150	p 159	152
1965 3 ^e trimestre	p 139	p 149	p 133	p 143	147
1965 4 ^e trimestre	p 156	p 167	p 153	p 163	153
1966 1 ^{er} trimestre	p 148	159	148	159	151
1965 Mai	145	155	p 150	p 159	152
1965 Juin	p 148	p 158	p 149	p 159	152
1965 Juillet	p 123	p 133	p 117	p 126	140
1965 Août	p 139	p 149	p 133	p 141	148
1965 Septembre	p 155	p 166	p 150	p 160	152
1965 Octobre	p 160	p 171	p 152	p 162	156
1965 Novembre	p 152	p 163	p 153	p 163	148
1965 Décembre	p 157	p 168	p 153	p 164	153
1966 Janvier	p 143	154	142	152	147
1966 Février	p 142	153	150	161	144
1966 Mars	p 159	171	152	163	160
1966 Avril					p 153
1966 Mai					148 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1959 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Prévision.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

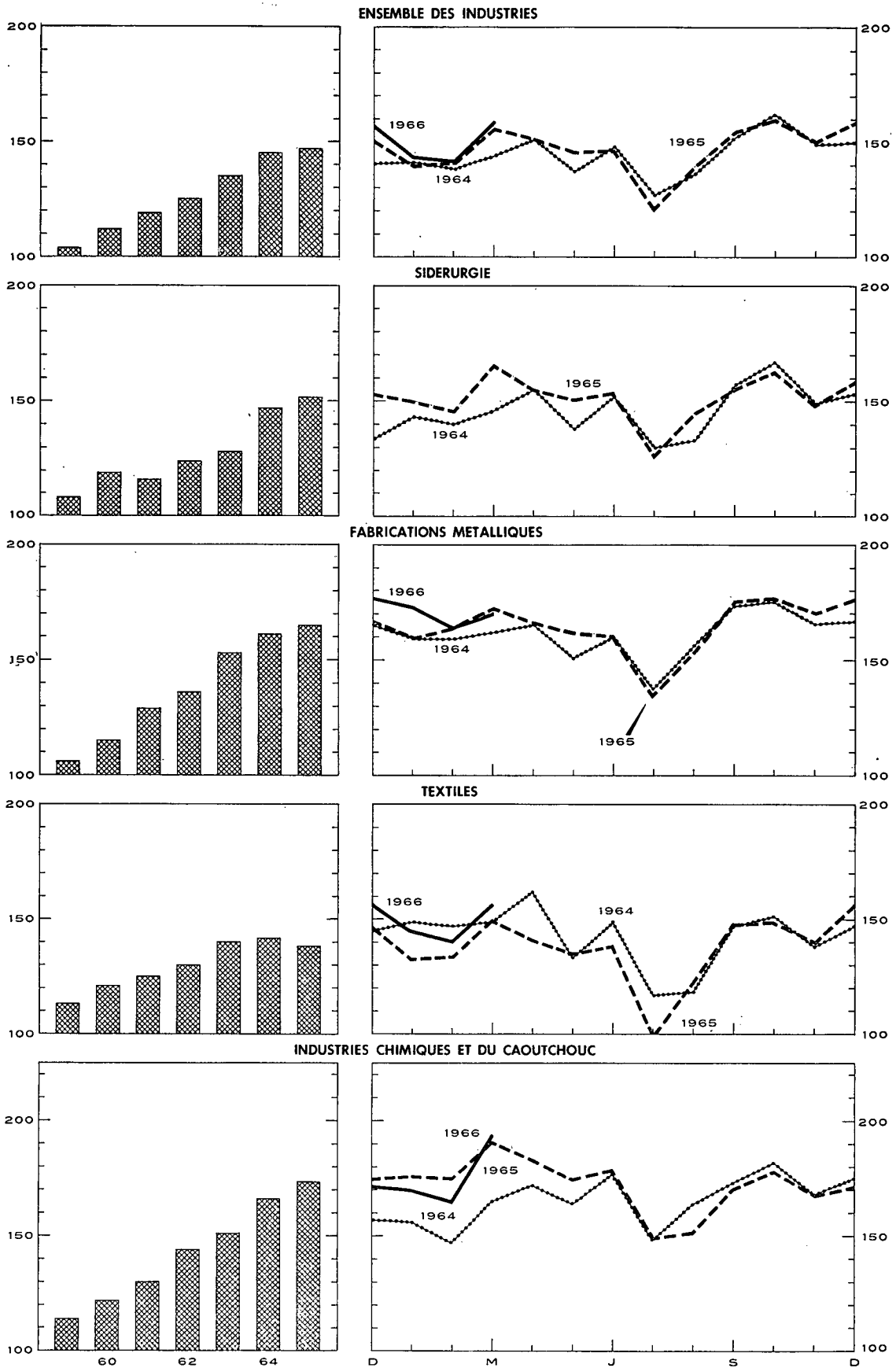
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :											Raffineries de pétrole	
			Indice général	Industries prod. minéraux non metall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Siderurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc			
									Total	Filatures	Tissage		Bounerie		Total	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122		106
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		122
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	145	92	152	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	p 147	85	p 157	147	152	175	p 165	p 127	138	132	137	154	172	178	241
1964 3 ^e trimestre	139	83	147	159	140	155	153	126	127	118	131	144	162	138	206
1964 4 ^e trimestre	154	93	162	157	157	172	167	152	145	139	149	157	175	167	246
1965 1 ^{er} trimestre	146	87	155	130	153	171	165	112	139	135	140	150	181	162	219
1965 2 ^e trimestre	p 148	88	p 158	160	153	175	p 163	122	138	131	139	156	179	184	250
1965 3 ^e trimestre	p 139	77	p 149	153	143	169	p 155	129	124	120	122	140	158	167	237
1965 4 ^e trimestre	p 156	87	p 167	146	157	184	p 175	p 146	149	144	148	168	173	198	256
1966 1 ^{er} trimestre	p 148	80	159	132			170	118	147				176		
1965 Mars	156	93	166	144	164	183	173	119	150	145	151	166	191	176	249
1965 Avril	151	90	161	159	155	175	166	120	141	133	144	160	182	179	246
1965 Mai	145	85	155	163	151	171	162	116	135	129	136	148	175	177	252
1965 Juin	p 148	89	p 158	158	154	180	p 160	131	139	131	137	159	179	197	251
1965 Juillet	p 123	62	p 133	148	127	149	p 136	130	100	96	111	87	149	139	251
1965 Août	p 139	79	p 149	155	145	175	p 153	130	123	121	112	157	152	160	243
1965 Septembre	p 155	88	p 166	158	156	183	p 176	125	148	142	144	177	171	201	217
1965 Octobre	p 160	87	p 171	163	163	179	p 177	148	149	143	147	175	178	199	260
1965 Novembre	p 152	88	p 163	143	148	183	p 171	155	142	134	142	163	168	203	249
1965 Décembre	p 157	87	p 168	131	160	189	p 177	p 135	157	156	157	165	172	193	260
1966 Janvier	p 143	78	154	107		181	173	112	145	146	146	153	170		254
1966 Février	p 142	77	153	121		177	164	115	141		149		165		220
1966 Mars	p 159	86	171	167			171	128	157				194		250

* Non compris la construction.

IV . 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cru ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.210	1.697	1.300	107	268
1964 3 ^e trimestre	1.571	1.379	418	2.346	1.122	1.510	1.116	106	205
1964 4 ^e trimestre	1.839	1.489	419	2.669	1.156	1.808	1.330	114	273
1965 1 ^{er} trimestre	1.739	1.827	340	2.320	1.175	1.778	1.185	111	296
1965 2 ^e trimestre	1.696	1.974	383	2.399	1.205	1.625	1.349	109	233
1965 3 ^e trimestre	1.459	2.035	453	2.285	1.205	1.529	1.280	100	204
1965 4 ^e trimestre	1.700	2.419	511	2.504	1.256	1.857	1.385	105	278
1966 1 ^{er} trimestre	p 1.579	p 2.785			p 1.278	1.877			
1965 Mai	1.630	1.896	370	2.397	1.202	1.623	1.362	111	232
1965 Juin	1.708	1.974	403	2.363	1.207	1.586	1.356	106	216
1965 Juillet	1.224	1.991	399	2.038	1.175	1.403	1.355	89	187
1965 Août	1.503	1.985	433	2.307	1.202	1.527	1.311	104	203
1965 Septembre	1.651	2.035	525	2.511	1.239	1.657	1.175	107	221
1965 Octobre	1.643	2.143	515	2.488	1.249	1.779	1.406	110	245
1965 Novembre	1.703	2.264	505	2.409	1.259	1.838	1.344	102	288
1965 Décembre	1.755	2.419	511	2.616	1.261	1.953	1.404	103	303
1966 Janvier	p 1.576	p 2.422	411	p 2.382	p 1.227	1.960	1.396		
1966 Février	p 1.498	p 2.582			p 1.298	1.739	1.269		
1966 Mars	p 1.664	p 2.785			p 1.308	1.932			
1966 Avril	p 1.478	p 2.850			p 1.296				
1966 Mai	p 1.432	p 2.944							

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	p 6,57	p 5,96	p 12,53	p 12,67
1964 3 ^e trimestre	699	487	5,93	4,56	10,49	10,44
1964 4 ^e trimestre	780	575	6,25	5,57	11,82	12,79
1965 1 ^{er} trimestre	752	582	6,44	6,22	12,66	12,02
1965 2 ^e trimestre	762	574	6,87	5,93	12,80	13,31
1965 3 ^e trimestre	736	508	p 5,76	p 5,12	p 10,88	p 11,12
1965 4 ^e trimestre	806	566	p 7,21	p 6,55	p 13,76	p 14,22
1966 1 ^{er} trimestre	p 756	585				
1965 Mai	760	553	6,91	6,14	13,05	13,53
1965 Juin	760	583	6,55	5,82	12,37	13,67
1965 Juillet	651	448	p 5,22	p 4,85	p 9,57	p 10,12
1965 Août	745	479	p 5,91	p 4,62	p 10,53	p 9,77
1965 Septembre	813	597	p 6,15	p 6,40	p 12,55	p 13,50
1965 Octobre	833	596	p 7,11	p 6,76	p 13,87	p 13,78
1965 Novembre	775	529	p 6,55	p 6,28	p 12,83	p 12,94
1965 Décembre	809	572	p 7,97	p 6,61	p 14,58	p 15,95
1966 Janvier	741	571	p 6,30	p 6,41	p 12,71	p 11,84
1966 Février	733	550				
1966 Mars	p 793	635				
1966 Avril	755 ¹					
1966 Mai	720 ¹					

¹ Estimations sur base chiffres Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	32.178	4.957	16.545	2.960	5.399	5.169
1963	38.688				23.311	1		1		5.382
1964	44.948				31.323	1		1		6.545
1965	38.796				34.157	1		1		8.744

¹ En 1963, 1964 et 1965, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 9.660, à 11.063 et à 10.778.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1964 2 ^e trimestre	4.219	3.441	1.055	667
3 ^e trimestre	3.338	2.996	884	628
4 ^e trimestre	3.345	2.070	897	466
1965 1 ^{er} trimestre	3.289	1.836	740	538
2 ^e trimestre	3.393	2.704	949	522
3 ^e trimestre	3.238	3.048	969	835
4 ^e trimestre	3.014	3.797	935	1.019
1965 Janvier	2.869	1.459	644	511
Février	2.954	1.385	682	470
Mars	4.043	2.664	893	634
Avril	3.496	2.766	907	520
Mai	3.143	2.591	967	335
Juin	3.539	2.756	972	712
Juillet	3.372	2.898	1.047	678
Août	2.930	3.295	881	862
Septembre	3.411	2.952	980	965
Octobre	2.846	4.305	961	1.250
Novembre	2.396	3.418	777	902
Décembre	3.800	3.668	1.067	905
1966 Janvier	3.135	2.391	803	1.001

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	114	126	+ 10,5	115	128	+ 11,3	111	122	+ 9,9
2 ^e trimestre	119	126	+ 5,9	121	127	+ 5,0	115	124	+ 7,8
3 ^e trimestre	121	126	+ 4,1	123	129	+ 4,9	116	125	+ 7,8
4 ^e trimestre	123	129	+ 4,9	126	131	+ 4,0	119	128	+ 7,6
1 ^{er} trimestre	126	130	+ 3,2	128	133	+ 3,9	122	132	+ 8,2
2 ^e trimestre	126	132	+ 4,8	127	132	+ 3,9	124	132	+ 6,5
3 ^e trimestre	126	132	+ 4,8	129	130	+ 0,8	125	131	+ 4,8
4 ^e trimestre	129	135	+ 4,7	131	135	+ 3,1	128	132	+ 3,1
	France			Italie			Pays-Bas 2		
	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	110	126	+ 14,5	127	137	+ 7,9	107	120	+ 12,1
2 ^e trimestre	117	127	+ 8,5	132	134	+ 1,5	116	124	+ 6,9
3 ^e trimestre	121	126	+ 4,1	134	131	- 2,2	110	116	+ 5,5
4 ^e trimestre	123	126	+ 2,4	136	133	- 2,2	124	135	+ 8,9
1 ^{er} trimestre	126	124	- 1,6	137	134	- 2,2	120	128	+ 6,7
2 ^e trimestre	127	126	- 0,8	134	139	+ 3,7	124	133	+ 7,3
3 ^e trimestre	126	130	+ 3,2	131	142	+ 8,4	116	124	+ 6,9
4 ^e trimestre	126	132	+ 4,8	133	145	+ 9,0	135	145	+ 7,4

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

2 Non ajustés pour variations saisonnières.

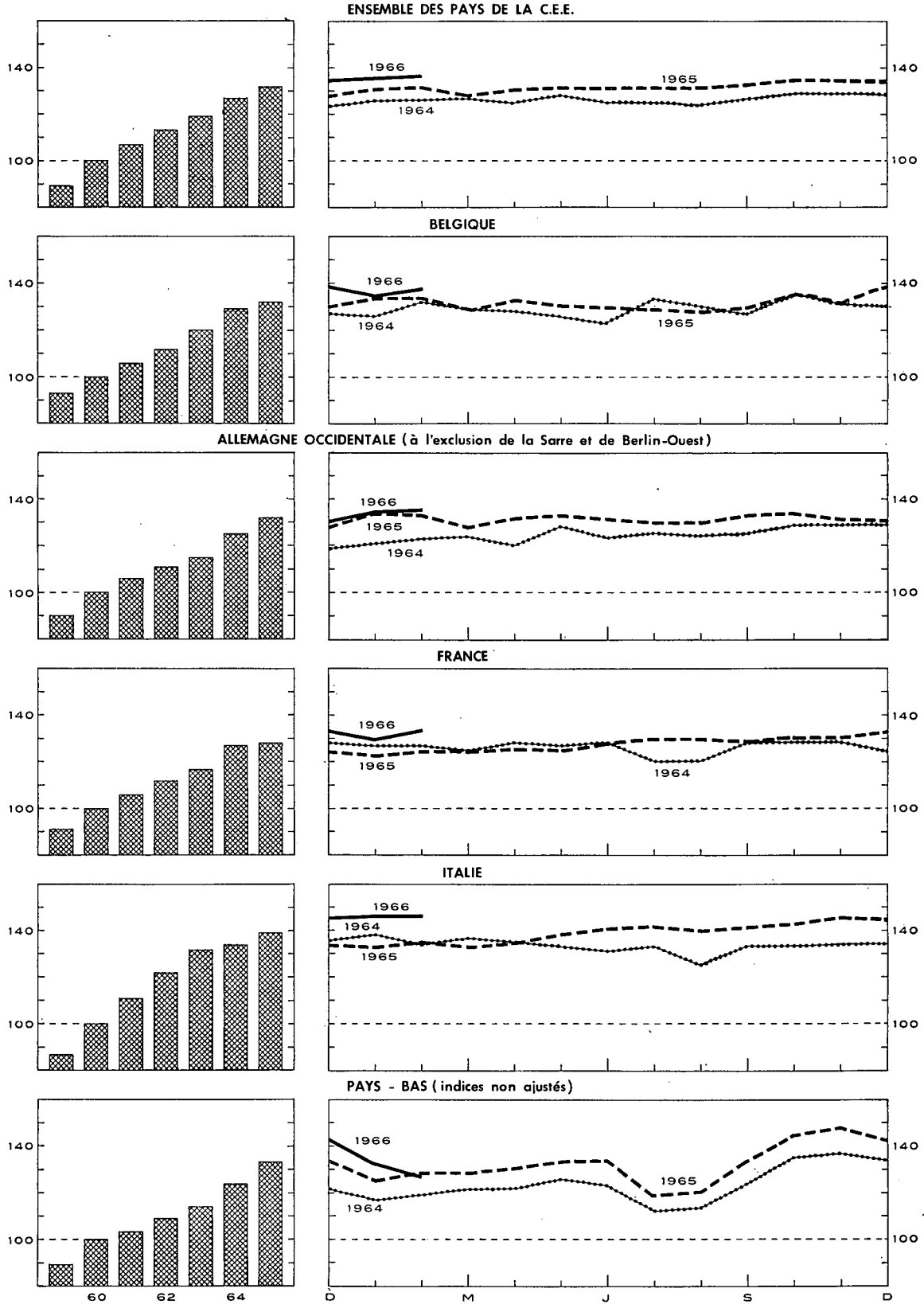
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie, revue de la F.I.B.* — *Bulletin de Fabrimetal.* — *Bulletin statistique mensuel de Feddchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E. (Administration de l'Industrie - Energie électrique).* — *Energie.* — *Figas, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz.* — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).*

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production Industrielle (O.C.D.E.)

Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total			dont :		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales				Minerais			
	(millions)			(milliers de tonnes)		(milliers)		
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1964 3 ^e trimestre	728	541	5.199	1.876	1.269	144	205,1	22,6
4 ^e trimestre	761	626	5.961	2.102	1.395	159	113,8	15,2
1965 1 ^{er} trimestre	736	571	5.351	1.875	1.289	118	87,9	13,2
2 ^e trimestre	762	554	5.300	1.872	1.234	127	162,1	19,4
3 ^e trimestre	739	539	5.062	1.770	1.261	117	224,8	25,2
4 ^e trimestre	755	590	5.580	1.952	1.311	135	120,2	17,4
1966 1 ^{er} trimestre	p 721	538	5.054	1.722	1.257	111		
1965 Avril	770	543	5.231	1.848	1.189	142	130,0	16,8
Mai	763	548	5.243	1.864	1.225	116	156,9	18,8
Juin	753	570	5.427	1.905	1.288	123	199,4	22,5
Juillet	712	517	4.709	1.630	1.144	118	233,7	25,8
Août	748	526	5.044	1.791	1.284	106	221,9	24,8
Septembre	756	573	5.435	1.889	1.355	127	218,9	25,0
Octobre	763	591	5.651	1.920	1.361	130	159,3	20,5
Novembre	751	578	5.502	1.920	1.315	119	92,2	14,4
Décembre	750	600	5.586	2.017	1.256	155	109,0	17,4
1966 Janvier	p 725	559	5.141	1.906	1.213	104	86,7	12,6
Février	p 707	511	4.868	1.642	1.232	115	72,2	11,7
Mars	p 732	543	5.154	1.617	1.326	115		
Avril		525	4.970					

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers. [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1964 3 ^e trimestre	4.449	3.046	1.246	162	178	59
4 ^e trimestre	4.654	3.242	1.382	150	165	68
1965 1 ^{er} trimestre	4.312	2.999	1.547	182	146	143
2 ^e trimestre	4.706	3.438	1.382	155	150	100
3 ^e trimestre	4.681	3.507	1.634	146	155	85
4 ^e trimestre	4.763	3.520	1.787	157	144	104
1966 1 ^{er} trimestre				129		
1965 Mars	4.821	3.257	1.460	161	142	173
Avril	4.700	3.733	1.379	155	134	133
Mai	4.843	3.201	1.333	160	120	44
Juin	4.575	3.379	1.434	151	196	123
Juillet	4.930	3.354	1.413	159	187	72
Août	4.657	3.554	1.749	140	160	79
Septembre	4.455	3.614	1.739	139	117	104
Octobre	4.883	3.114	1.748	183	138	52
Novembre	4.620	4.102	1.626	126	171	124
Décembre	4.785	3.344	1.988	161	123	135
1966 Janvier	4.749			133		
Février	4.516			125		
Mars				129		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation Intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.349	516
6.370	519
6.028	478
6.591	529
6.633	525
6.395	497
6.821	544
6.576	522
6.637	527
6.560	538
6.253	499
6.517	517
7.128	559
7.089	566
6.347	515
5.748	410

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1964 2 ^e trimestre	1.398	982	82	41	121	49	34
3 ^e trimestre	4.009	3.103	254	80	274	112	48
4 ^e trimestre	444	251	34	23	19	25	21
1965 1 ^{er} trimestre	370	208	29	19	15	23	17
2 ^e trimestre	1.566	1.098	103	44	135	56	35
3 ^e trimestre	4.188	3.226	255	93	282	135	50
4 ^e trimestre	464	268	35	23	19	28	22
1965 Janvier	367	208	29	19	14	23	17
Février	338	190	26	18	13	20	15
Mars	405	226	31	21	17	27	18
Avril	1.479	1.070	125	33	98	43	25
Mai	922	565	75	34	79	45	34
Juin	2.296	1.659	109	64	227	81	45
Juillet	5.664	4.661	247	93	350	112	59
Août	5.528	4.222	362	145	343	216	51
Septembre	1.373	794	155	42	152	76	41
Octobre	547	298	43	27	27	40	30
Novembre	417	237	32	21	16	24	21
Décembre	427	269	29	22	13	19	14
1966 Janvier	357	201	26	19	14	21	15

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières 3 (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage 2				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Gros-sistes en alimen-tation générale
1958	139	140	138	129	149	131	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	214	212	212	199	218	181	213	249	171	145	169
1964 3 ^e trimestre	181	169	180	177	198	158	198	209	159	137	159
4 ^e trimestre	240	216	247	191	227	183	211	249	170	143	168
1965 1 ^{er} trimestre *	186	199	171	198	197	176	196	233	166	143	167
2 ^e trimestre	207	201	222	194	203	179	211	245	170	146	169
3 ^e trimestre	206	203	199	196	221	171	214	244	174	143	165
4 ^e trimestre	257	243	253	206	252	198	232	274	174	148	176
1966 1 ^{er} trimestre	201	222	179	209	214				172		
1965 Mars	194	207	186	196	196	178	216	244			
Avril	214	216	222	201	200	180	208	246			
Mai	208	197	224	205	212	178	204	246			
Juin	200	190	220	176	198	178	221	242			
Juillet	223	209	228	212	242	171	206	249			
Août	190	190	170	176	204	166	206	233			
Septembre	206	209	198	201	218	176	231	249			
Octobre	227	226	240	209	230	185	215	255			
Novembre	241	218	236	185	214	183	230	249			
Décembre	302	286	282	223	312	225	252	319			
1966 Janvier	202	218	190	221	208	195	196	255			
Février	190	214	156	196	218	178	194	242			
Mars	212	235	192	209	216						

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers. — 3 Chiffres révisés à la suite de l'application d'une nouvelle méthode d'élimination des variations saisonnières.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 2 ^e semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727 ¹	154 ¹	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14
2 ^e semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 ^e semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1
2 ^e semestre	53	31	2	20	93,5	35,2	7,9	50,4
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6
2 ^e semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 ^{er} semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

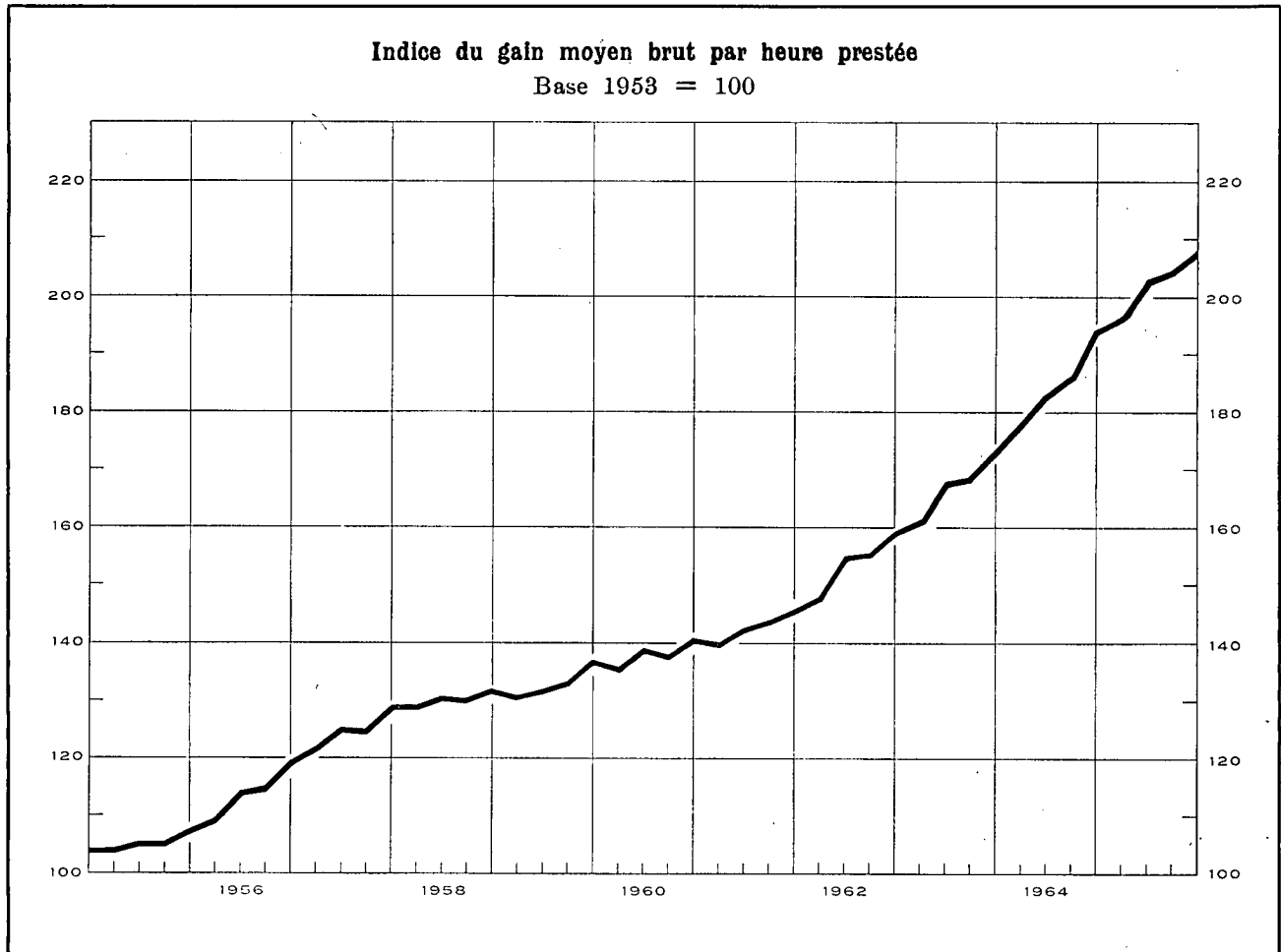
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1963 2 ^e semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
2 ^e semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 ^e semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
Crédit accordé (millions de francs)												
1963 2 ^e semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
1964 1 ^{er} semestre	6.428	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
2 ^e semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 ^e semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1963 2 ^e semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5
2 ^e semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 ^e semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6

¹ Jusqu'au second semestre 1963, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). A partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par leurs vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée	Salaires horaires type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 4	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196		223
1964 Déc.	194	182	186		209
1965 Mars	197	187	192		p 216
Juin	203	189	195		p 222
Sept.	205	193	197		p 224
Déc.	p 209	195	200		228
1966 Mars	p 213	202	206		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

5	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,7
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	89,3
1963	49,25	116,1	93,2	85,6	97,4	101,9
1964	55,98	111,3	88,3	86,4	p 91,8	p 98,9
1962 Février-Avril	43,72	120,0	100,3	84,6	99,9	88,4
Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril	48,14	115,3	94,5	83,3	98,5	95,6
Août-Octobre	50,36	117,0	92,0	85,1	98,1	101,9
1964 Février-Avril	54,29	112,2	89,6	87,4	94,1	100,5
Août-Octobre	57,67	110,5	87,1	85,5	p 90,9	p 97,8
1965 Février-Avril	61,22	p 107,9	86,9	85,8	p 89,2	p 89,5

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

6 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 avril	1965 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	54,68	56,62
Carrières ¹	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	47,27	48,24
Total des industries extractives ¹	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	54,00	55,84
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	38,16	40,29
Boissons	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	41,54	44,38
Tabac	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	36,31	37,06
Industries textiles	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	35,63	37,27
Chaussures, habillement	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	30,89	32,45
Bois (sauf meubles)	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	38,65	39,93
Industrie du meuble	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	40,94	42,17
Papier, articles en papier	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	41,51	43,58
Impressions et reliures	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	47,01	48,06
Cuir (sauf chaussures, habillement)	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	35,67	37,07
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	42,42	43,59
Industries chimiques	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	47,49	49,81
Industrie du pétrole	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	70,10	71,33
Produits minéraux non métalliques	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,13	45,83
Industries métallurgiques de base	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	53,60	54,96
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	45,18	46,13
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	46,80	47,38
Industrie électrotechnique	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,39	43,99
Construction de matériel de transport ...	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	50,64	51,80
Industrie du diamant	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,03	34,68
Total des industries manufacturières	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	42,72	44,03
dont : hommes	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	46,71	48,14
femmes	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,03	31,97
Construction ¹	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	45,91	47,30
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	44,23	45,60
dont : hommes	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	47,29	48,75

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie, revue de la F.I.B.* — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etude et Documents nouvelle série, no 32, 1959 (B.I.T.).* — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).*

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX
1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres • Spot • price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	p 21	469	1.413	35,2	2,89
1964 3 ^e trimestre	208	46,4	101	33,5	20	364	1.316	36,7	2,89
4 ^e trimestre	216	47,0	96	32,6	21	486	1.463	39,3	2,89
1965 1 ^{er} trimestre	210	46,2	90	32,6	21	412	1.262	38,0	2,89
2 ^e trimestre	200	45,6	89	32,7	22	487	1.487	37,2	2,89
3 ^e trimestre	206	45,2	92	31,8	20	444	1.484	33,6	2,89
4 ^e trimestre	211	43,7	98	31,6	p 20	529	1.416	32,3	2,89
1966 1 ^{er} trimestre	213	p 42,7	101	31,4	p 21	656	1.400	35,3	2,89
1965 Mai	200	45,5	89	32,7	22	499	1.530	38,5	2,89
Juin	196	45,7	88	32,8	22	474	1.499	35,0	2,89
Juillet	200	45,5	92	32,6	20	411	1.440	35,0	2,89
Août	207	45,4	92	32,0	20	439	1.485	34,8	2,89
Septembre	210	44,7	93	31,8	20	481	1.527	31,0	2,89
Octobre	210	43,4	97	31,8	20	508	1.456	32,0	2,89
Novembre	211	43,7	99	31,6	20	532	1.387	31,5	2,89
Décembre	212	44,0	97	31,4	p 21	550	1.404	33,0	2,89
1966 Janvier	214	43,5	98	31,4	p 21	609	1.425	33,5	2,89
Février	214	42,7	100	31,4	p 21	680	1.407	36,0	2,89
Mars	212	p 42,2	104	31,4	p 21	680	1.369	36,5	2,89
Avril	p 214	p 42,0		p 31,5	p 20	p 687	p 1.364		
Mai	p 211	p 41,5		p 31,5	p 21	p 601	p 1.339		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1964 3 ^e trimestre	94	89	103	107	93	102
4 ^e trimestre	96	89	105	110	94	113
1965 1 ^{er} trimestre	93	90	103	108	92	114
2 ^e trimestre	92	93	103	109	91	121
3 ^e trimestre	90	94	102	108	90	125
4 ^e trimestre	91	96	103	109	91	124
1966 1 ^{er} trimestre	95	100	106	112	93	119
1965 Mai	93	93	103	109	91	125
Juin	91	94	103	109	91	120
Juillet	89	94	101	107	90	125
Août	90	95	102	108	90	123
Septembre	91	93	102	108	91	128
Octobre	91	94	103	108	91	123
Novembre	90	95	103	109	91	122
Décembre	92	98	104	110	92	128
1966 Janvier	95	100	105	111	93	119
Février	95	101	106	112	94	121
Mars	95	98	106	112	93	117
Avril	95	96	106	113	93	
Mai	94	96				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi- produits	produits finis
1957	106,3	107,4	102,3	98,7	103,1	94,5	108,2	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,4	109,2
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1964 3 ^e trimestre ..	111,1	116,5	101,0	108,5	126,3	93,8	111,8	105,3	117,7	99,2	107,6	143,2	105,6	111,5	116,3
4 ^e trimestre ..	111,9	117,1	102,1	111,1	129,1	96,4	112,1	106,5	118,7	96,6	109,2	143,0	105,7	112,1	116,7
1965 1 ^{er} trimestre ..	111,7	116,5	102,4	112,2	128,4	98,6	111,6	107,6	118,3	93,2	110,4	142,9	105,1	110,7	116,9
2 ^e trimestre ..	111,8	117,5	101,2	114,0	132,0	99,3	111,2	105,7	118,0	92,9	109,7	143,1	103,9	110,4	117,0
3 ^e trimestre ..	111,1	116,5	100,7	110,1	129,0	94,7	111,3	106,0	118,0	93,1	108,0	144,4	103,4	110,8	117,1
4 ^e trimestre ..	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1966 1 ^{er} trimestre ..	114,5	119,0	105,4	117,2	131,6	104,8	113,7	108,3	118,5	95,6	111,4	145,2	105,3	113,3	120,0
1964 Novembre ...	111,9	117,0	102,0	111,3	129,1	96,7	112,1	106,8	119,0	96,4	108,6	142,9	105,7	112,3	116,5
Décembre	111,9	117,3	101,7	111,9	130,7	96,5	111,8	106,9	118,1	95,7	108,8	142,9	105,7	111,5	116,4
1965 Janvier	112,1	117,0	102,7	113,8	129,9	100,4	111,7	107,5	118,0	94,3	109,5	142,9	105,3	110,8	116,7
Février	111,5	116,1	102,6	110,9	126,3	98,0	111,7	107,9	118,7	92,9	110,7	142,9	105,1	110,8	116,9
Mars	111,5	116,5	102,0	111,8	129,0	97,5	111,5	107,5	118,3	92,3	110,9	142,9	104,8	110,4	117,0
Avril	111,9	117,4	101,8	114,1	131,8	99,5	111,4	106,2	118,1	92,9	110,9	142,4	104,2	110,5	117,1
Mai	112,0	117,7	101,6	115,0	133,1	100,2	111,2	105,6	118,3	92,8	109,8	142,4	103,9	110,5	116,9
Juin	111,5	117,5	100,3	113,0	131,1	98,2	111,0	105,2	117,7	92,9	108,5	144,4	103,5	110,1	117,0
Juillet	111,0	116,6	100,5	110,0	128,1	95,2	111,1	105,4	118,0	93,2	107,7	144,4	103,7	110,6	116,8
Août	111,0	116,3	100,6	109,4	129,1	93,5	111,3	106,0	118,2	92,9	108,1	144,4	103,2	110,9	117,2
Septembre	111,3	116,6	101,0	110,8	129,8	95,3	111,4	106,7	117,9	93,1	108,2	144,4	103,3	110,9	117,4
Octobre	112,1	117,3	101,7	112,6	130,3	93,1	111,9	107,1	118,0	93,5	108,7	145,2	104,1	111,4	117,7
Novembre	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0
1966 Janvier	114,2	118,9	104,9	117,6	133,1	104,4	113,3	108,7	118,3	94,6	111,4	145,2	104,9	112,8	119,6
Février	114,4	118,9	105,5	115,8	129,4	104,1	114,0	103,7	118,8	95,9	111,6	145,2	105,6	113,6	120,3
Mars	114,8	119,2	105,9	118,1	132,4	106,0	113,9	107,5	118,4	96,2	111,1	145,2	105,4	113,6	120,1
Avril	115,6	119,9	107,4	119,6	132,5	108,5	114,6	107,3	119,5	96,6	113,8	145,2	105,4	115,7	120,2

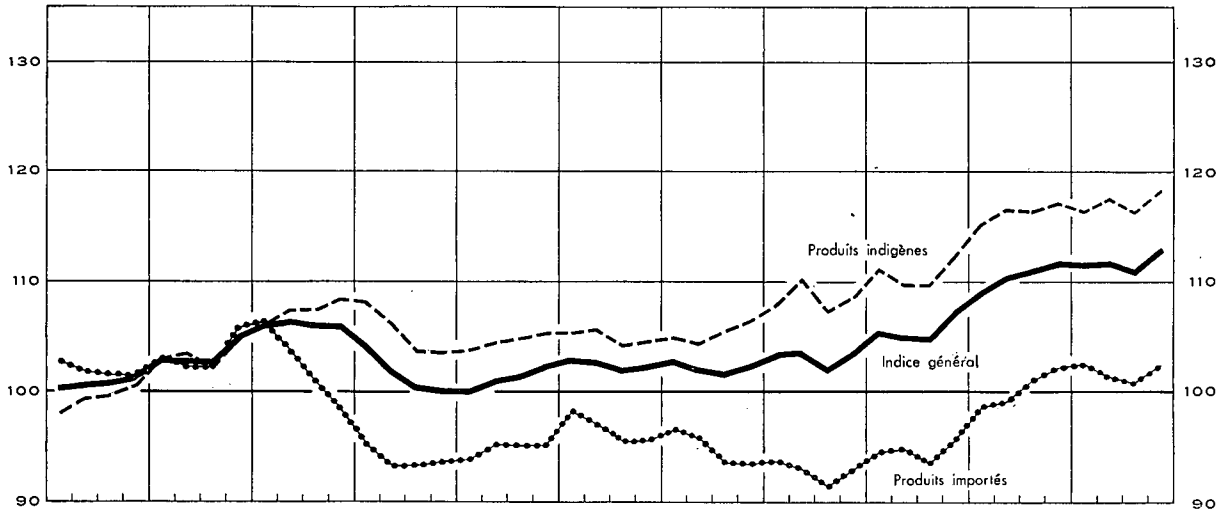
* Indices base originale 1930-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

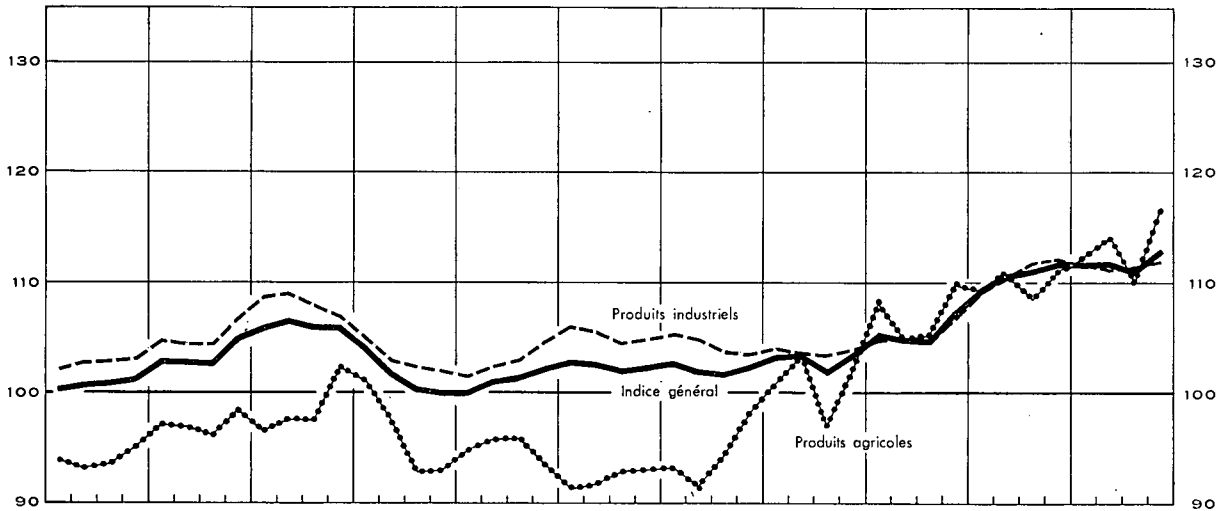
Base 1953 = 100

Source : M.A.E.

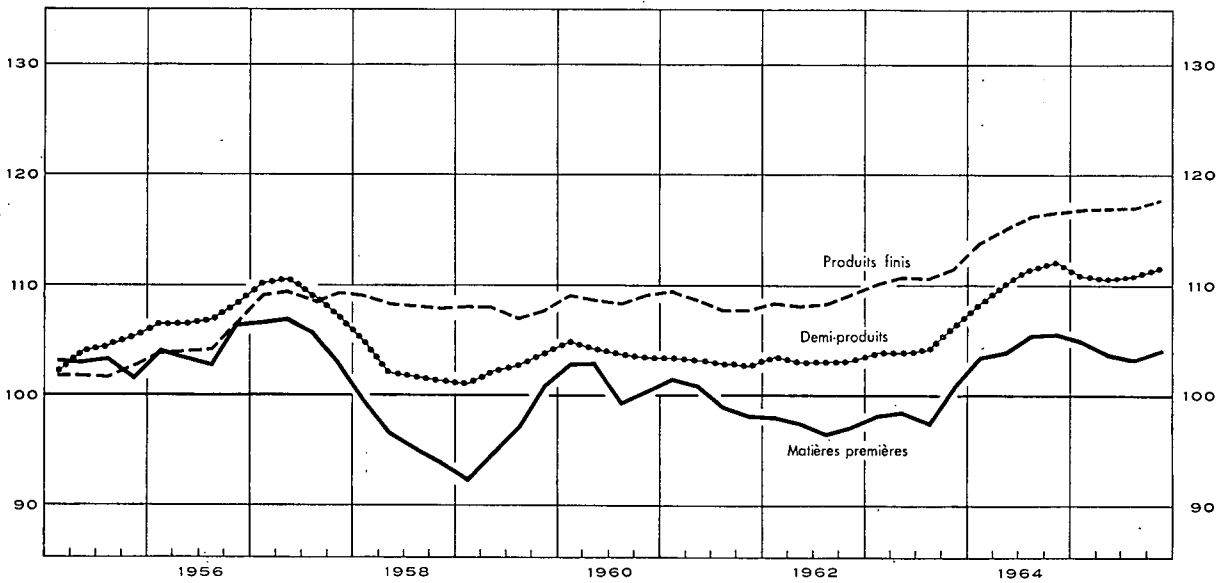
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



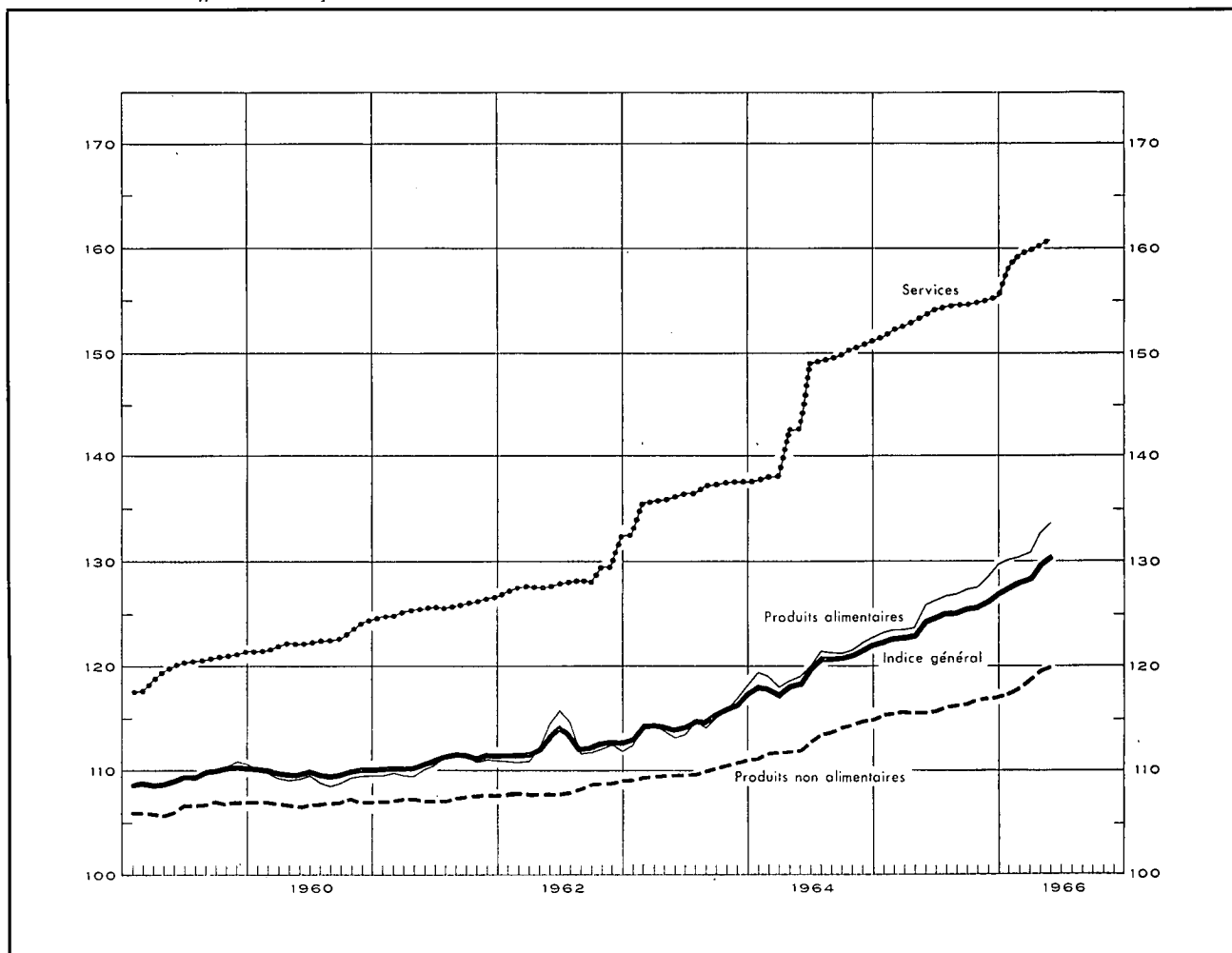
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



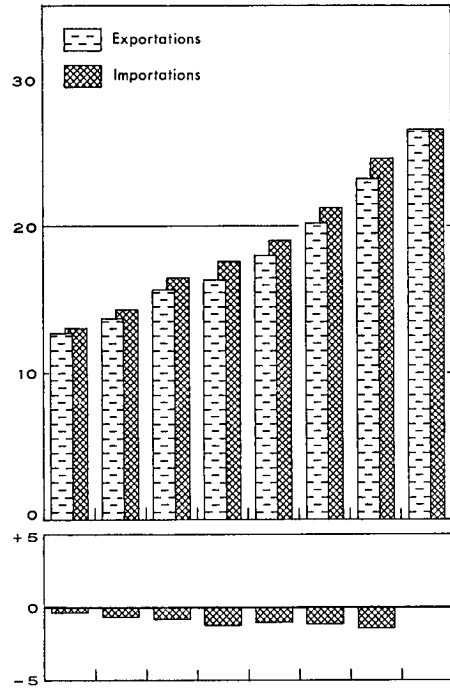
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
1 ^{er} trimestre	122,74	128,13	123,4	130,4	115,6	118,1	152,1	159,1
2 ^e trimestre	124,18		125,3		115,7		153,6	
3 ^e trimestre	125,43		126,9		116,4		154,6	
4 ^e trimestre	126,49		128,5		117,0		155,0	
Janvier	122,51	127,68	123,2	130,1	115,5	117,6	151,6	158,1
Février	122,80	128,07	123,5	130,3	115,6	118,0	152,3	159,2
Mars	122,91	128,63	123,5	130,9	115,7	118,8	152,5	159,9
Avril	123,11	129,93	123,7	132,7	115,6	119,7	153,1	160,3
Mai	124,58	130,56	125,9	133,5	115,6	119,9	153,5	160,8
Juin	124,85		126,3		115,8		154,1	
Juillet	125,28		126,7		116,2		154,4	
Août	125,31		126,8		116,4		154,7	
Septembre	125,70		127,3		116,5		154,7	
Octobre	125,85		127,5		116,8		154,8	
Novembre	126,44		128,4		117,0		155,0	
Décembre	127,18		129,7		117,2		155,3	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.) — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het financieele Dagblad, The Financial Times, L'Information.

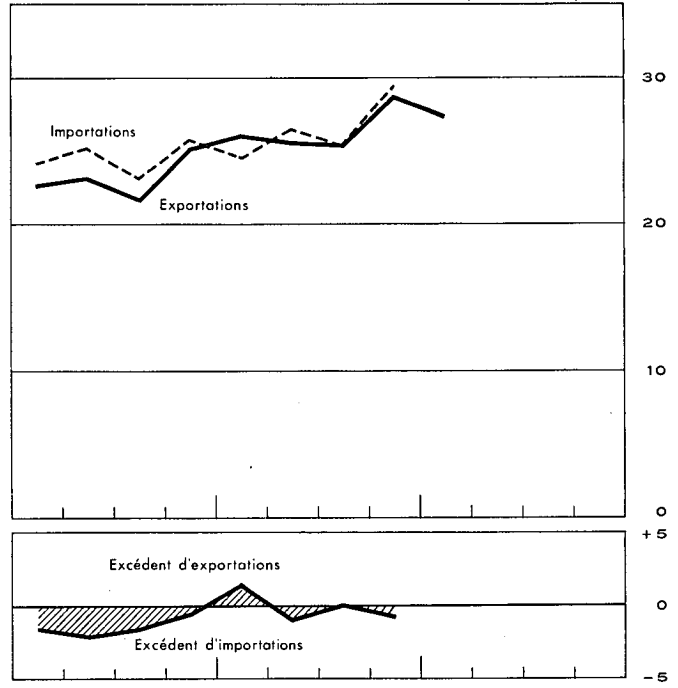
VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

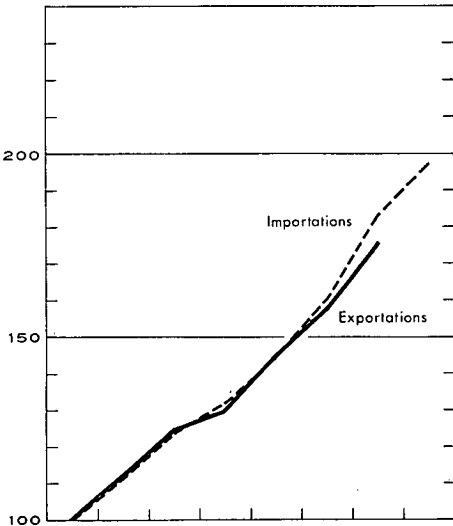
Source : I.N.S.



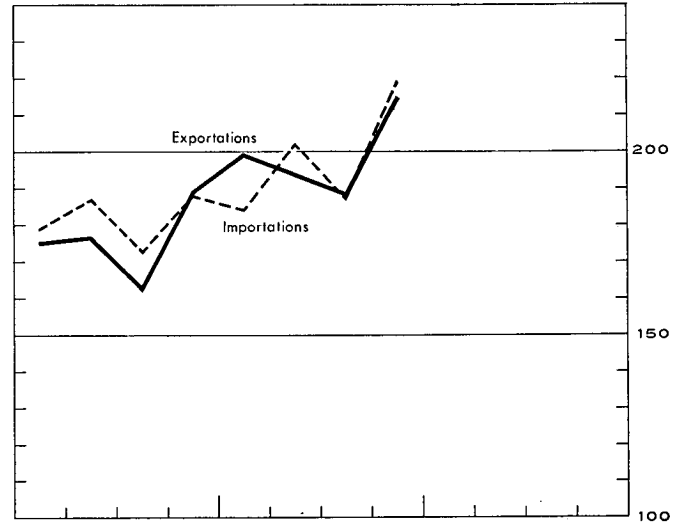
Milliards de francs



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

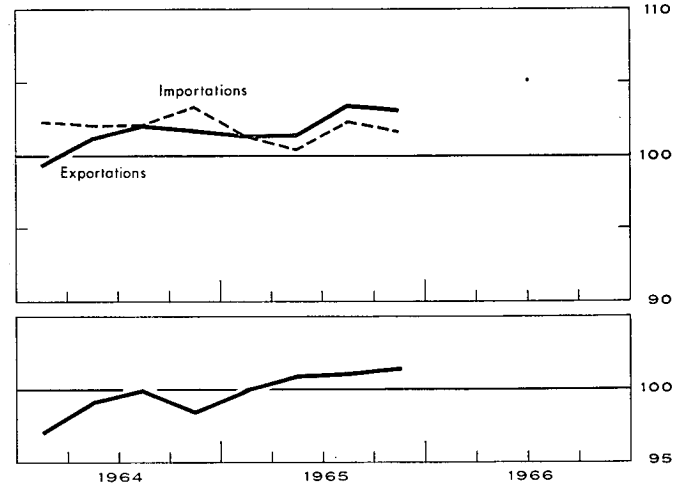
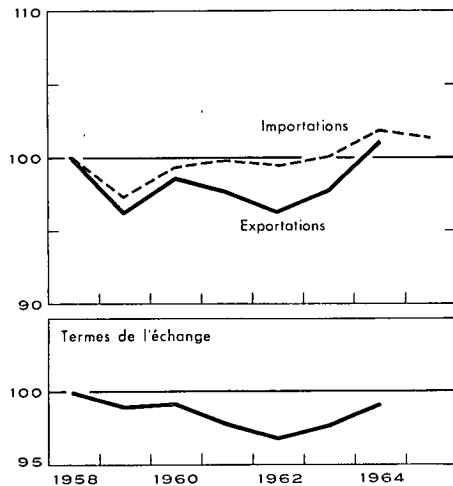


INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent.	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale	exportations importations	du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,7	23,3	- 1,4	94	182,8	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	26,6	26,6	...	100	197,6		101,4		
1964 3 ^e trimestre	23,3	21,8	- 1,5	93	173,2	163,1	102,1	102,1	100,0
4 ^e trimestre	25,8	25,3	- 0,5	98	188,3	189,0	103,4	101,8	98,5
1965 1 ^{er} trimestre	24,7	26,2	+ 1,5	106	184,4	199,6	101,4	101,4	100,0
2 ^e trimestre	26,6	25,7	- 0,9	97	201,6	194,1	100,4	101,5	101,1
3 ^e trimestre	25,4	25,5	+ 0,1	100	187,7	188,7	102,4	103,5	101,1
4 ^e trimestre	29,5	28,9	- 0,6	98	218,8	215,4	101,7	103,2	101,5
1966 1 ^{er} trimestre	p	27,5							
1965 Janvier-février	23,4	25,0	+ 1,6	107					
1966 Janvier-février	p	26,6	- 1,1	96					
1965 Février	23,8	26,0	+ 2,2	109					
Mars	27,3	28,5	+ 1,2	104					
Avril	27,8	25,5	- 2,3	92					
Mai	25,7	24,2	- 1,5	94					
Juin	25,9	27,6	+ 1,7	107					
Juillet	25,2	25,6	+ 0,4	102					
Août	22,7	21,6	- 1,1	95					
Septembre	27,6	29,3	+ 1,7	106					
Octobre	28,0	27,6	- 0,4	98					
Novembre	28,9	28,8	- 0,1	100					
Décembre	30,7	30,6	- 0,1	100					
1966 Janvier	25,9	24,6	- 1,3	95					
Février	p	27,3	- 0,9	97					
Mars	p	31,5							

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
Nouvelle série												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1964 2 ^e trimestre	3,85	5,83	1,80	3,66	1,73	0,28	0,62	0,57	1,14	0,67	3,18	23,33
3 ^e trimestre	3,67	5,40	1,84	3,19	1,61	0,22	0,59	0,54	1,05	0,76	2,89	21,76
4 ^e trimestre	3,83	6,36	2,04	3,74	1,75	0,24	0,69	0,58	1,37	1,20	3,47	25,27
1965 1 ^{er} trimestre	4,21	7,02	2,17	3,79	1,97	0,18	0,58	0,55	1,14	1,17	3,43	26,21
2 ^e trimestre	4,08	7,08	2,05	3,55	1,90	0,18	0,68	0,51	1,23	0,99	3,50	25,75
3 ^e trimestre	4,06	6,41	2,32	3,60	2,02	0,18	0,77	0,58	1,10	1,06	3,40	25,50
4 ^e trimestre	4,15	7,78	2,34	4,19	2,20	0,17	0,72	0,67	1,41	1,42	3,86	28,91
1965 Mai	3,76	6,58	1,80	3,41	1,83	0,16	0,71	0,43	1,48	0,77	3,27	24,20
Juin	4,07	7,65	2,33	3,81	2,07	0,20	0,71	0,57	1,34	1,09	3,73	27,57
Juillet	3,91	7,15	2,30	3,48	1,88	0,18	0,66	0,51	1,19	1,01	3,38	25,65
Août	3,86	4,86	2,04	2,85	1,91	0,16	0,92	0,53	0,66	0,87	2,95	21,61
Septembre	4,42	7,20	2,62	4,49	2,28	0,19	0,73	0,70	1,46	1,29	3,93	29,31
Octobre	4,09	7,49	2,30	4,13	2,13	0,16	0,63	0,63	1,05	1,29	3,70	27,60
Novembre	4,02	7,53	2,34	4,39	2,24	0,19	0,66	0,71	1,32	1,47	3,95	28,82
Décembre	4,34	8,43	2,34	4,27	2,23	0,15	0,86	0,66	1,86	1,49	3,95	30,58
1966 Janvier	3,53	6,95	2,20	3,73	1,88	0,14	0,45	0,61	0,88	1,13	3,15	24,65

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, no 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, no 1 - 2, juillet-août 1963; de l'année 1963 : XXXIX^e année, vol. II, no 8, septembre 1964; de l'année 1964 : XL^e année, vol. II no 1-2, juillet-août 1965.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables 12		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9	autres produits 10		alimentaires					autres 11	
													liquides 8	autres					produits animaux						produits végétaux
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677
1965	17.126	5.651	1.759	1.782	1.175	375	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.215	495	1.072	5.842	802	1.220	480	3.340	3.494	95	26.557
1964 1 ^{er} trimestre	16.066	4.930	2.005	1.822	1.110	270	275	266	125	330	96	956	543	988	1.059	415	876	4.847	610	1.079	405	2.753	3.283	68	24.264
2 ^e trimestre	16.386	5.411	2.172	1.399	1.150	407	227	302	139	391	92	821	421	976	1.080	457	941	5.113	649	1.197	385	2.882	3.672	114	25.285
3 ^e trimestre	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324
4 ^e trimestre	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	939	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833
1965 1 ^{er} trimestre	15.978	5.041	1.790	1.738	1.149	251	239	293	124	337	105	1.041	416	861	1.132	464	997	5.410	815	973	472	3.150	3.290	65	24.743
2 ^e trimestre	17.133	6.051	1.746	1.529	942	373	249	285	149	410	102	1.217	320	919	1.241	502	1.098	5.784	772	1.189	465	3.358	3.652	34	26.603
3 ^e trimestre	16.422	5.321	1.606	1.752	1.117	447	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.141	472	1.014	5.577	769	1.151	498	3.159	3.208	214	25.421
4 ^e trimestre	18.971	6.190	1.896	2.109	1.490	429	262	309	212	444	95	1.055	400	1.009	1.345	541	1.185	6.599	854	1.512	541	3.692	3.828	61	29.459

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964				1965			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,1	101,1	101,2	100,5	101,7	99,2	97,6	100,5	99,3
Biens de consommation	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	101,9	102,3	102,4	105,3	104,4	104,9	105,3	105,9
Biens d'équipement	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	111,7	108,5	111,9	111,5	109,0	110,2	109,0	108,3
Ensemble ...	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	102,4	102,1	102,1	103,4	101,4	100,4	102,4	101,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6		90,3	92,0	93,9	94,1	92,8	93,1	93,0	91,8
Fabrications métalliques	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6		100,3	104,2	103,6	103,1	101,3	102,4	106,9	106,4
Métaux non ferreux	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3		116,9	119,9	126,7	132,1	135,5	135,9	139,5	139,1
Textiles	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1		109,0	108,4	110,9	108,6	107,6	104,5	109,5	107,5
Produits chimiques	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2		94,8	93,9	93,1	95,4	96,9	96,6	96,3	96,6
Industrie houillère	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8		96,9	104,7	93,3	91,7	77,3	75,2	78,5	84,0
Industrie pétrolière	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5		82,2	78,2	78,1	76,1	78,0	79,4	77,2	77,1
Verres et glaces	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1		98,3	100,0	98,8	98,7	98,7	97,6	97,3	100,0
Produits agricoles	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3		99,7	113,0	109,7	110,3	107,6	111,7	116,7	119,9
Ciments	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2		99,7	98,1	104,0	99,5	103,7	100,6	101,1	101,6
Carrières	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1		97,6	94,9	95,7	95,0	98,2	98,2	98,0	97,9
Céramiques	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4		105,4	105,7	112,1	112,3	110,2	109,0	112,1	114,2
Bois et meubles	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7		102,3	103,7	102,6	106,8	106,9	106,2	108,6	109,7
Peaux, cuirs et chaussures	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6		110,0	107,2	108,9	110,3	114,2	117,0	116,9	114,6
Papier et livre	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4		95,3	94,5	96,4	95,0	99,1	97,2	98,9	98,4
Tabacs manufacturés	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7		97,9	104,4	103,9	97,6	101,0	115,9	115,9	115,5
Caoutchouc	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1		82,8	83,7	82,1	85,1	83,3	85,3	85,4	83,8
Industries alimentaires	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7		100,3	99,5	100,7	95,0	98,8	96,8	97,0	100,2
Divers	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0		88,6	94,2	97,6	92,3	89,7	92,7	81,1	78,9
Ensemble ...	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1		99,4	101,3	102,1	101,8	101,4	101,5	103,5	103,2
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2		97,1	99,2	100,0	98,5	100,0	101,1	101,1	101,5

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964				1965			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	175,8	188,5	173,6	176,9	167,5	179,5	175,3	194,4	179,5	207,4
Biens de consommation	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	187,9	214,2	185,5	194,9	177,1	195,7	201,4	213,8	203,7	240,9
Biens d'équipement	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	213,7	220,8	200,1	231,5	199,4	225,4	208,4	223,1	206,4	245,1
Ensemble ...	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	182,8	197,6	179,0	187,1	173,2	188,3	184,4	201,6	187,7	218,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6		152,8	155,6	146,0	152,2	169,2	163,9	163,4	168,7
Fabrications métalliques	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2		208,8	210,7	189,9	226,6	257,5	253,6	217,6	274,2
Métaux non ferreux	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5		156,6	163,7	158,1	168,2	174,2	164,4	181,8	182,6
Textiles	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6		181,7	183,9	156,7	187,8	192,2	185,8	179,0	216,5
Produits chimiques	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4		153,3	174,0	165,2	174,6	192,7	186,2	198,3	213,2
Industrie houillère	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2		94,8	76,9	67,1	74,2	66,1	67,5	64,9	55,8
Industrie pétrolière	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0		158,5	150,4	142,1	170,7	140,4	160,7	188,1	175,5
Verres et glaces	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1		196,3	187,3	178,7	193,4	181,9	169,1	193,6	216,7
Produits agricoles	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2		165,0	127,0	142,8	231,6	234,5	189,1	186,4	243,7
Ciments	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8		98,5	125,1	107,1	132,3	124,5	140,6	146,8	123,1
Carrières	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9		181,3	219,8	208,9	214,1	200,6	213,3	224,4	211,7
Céramiques	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5		230,3	240,4	247,4	285,2	244,7	269,3	259,5	258,5
Bois et meubles	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0		401,1	417,2	370,4	405,0	413,0	462,4	419,7	501,9
Peaux, cuirs et chaussures	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2		217,0	193,9	200,8	218,4	208,8	192,7	210,2	246,0
Papier et livre	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9		195,3	210,0	188,2	228,2	223,4	232,9	217,2	266,4
Tabacs manufacturés	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0		249,5	256,8	266,5	339,1	290,6	299,1	320,0	435,1
Caoutchouc	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0		221,6	216,7	205,3	260,3	275,1	269,3	250,9	257,3
Industries alimentaires	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0		211,2	232,4	207,0	289,2	251,8	280,6	271,4	313,8
Divers	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9		187,0	157,7	146,6	152,3	188,8	163,4	166,6	189,3
Ensemble ...	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7		175,6	177,2	163,1	189,0	199,6	194,1	188,7	215,4

* Voir 2e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,89	4,83	- 0,06	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,26	5,81	+ 0,55	4,14	3,86	- 0,28	4,02	5,87	+ 1,85
1964 3 ^e trimestre	4,64	4,75	+ 0,11	3,14	3,12	- 0,02	3,44	4,96	+ 1,52
4 ^e trimestre	5,17	5,69	+ 0,52	3,72	3,80	+ 0,08	4,05	5,75	+ 1,70
1965 1 ^{er} trimestre	4,98	5,62	+ 0,64	3,94	3,74	- 0,20	3,95	5,82	+ 1,87
2 ^e trimestre	5,33	5,86	+ 0,53	4,20	3,86	- 0,34	3,87	5,80	+ 1,93
3 ^e trimestre	4,94	5,78	+ 0,84	3,79	3,45	- 0,34	3,77	5,32	+ 1,55
4 ^e trimestre	5,81	5,98	+ 0,17	4,64	4,42	- 0,22	4,48	6,51	+ 2,03
1966 1 ^{er} trimestre p		5,74			4,47			6,16	
1965 Mars	5,64	6,46	+ 0,82	4,21	4,11	- 0,10	4,43	6,84	+ 2,41
Avril	5,53	5,68	+ 0,15	4,58	3,72	- 0,86	3,92	5,58	+ 1,66
Mai	5,09	5,11	+ 0,02	4,02	3,89	- 0,13	3,79	5,79	+ 2,00
Juin	5,18	6,77	+ 1,59	3,98	3,97	- 0,01	3,86	6,04	+ 2,18
Juillet	4,94	6,37	+ 1,43	3,77	3,56	- 0,21	3,33	5,34	+ 2,01
Août	4,44	4,09	- 0,35	3,04	2,85	- 0,19	3,51	4,40	+ 0,89
Septembre	5,33	6,89	+ 1,56	4,50	3,96	- 0,54	4,37	6,28	+ 1,91
Octobre	5,75	5,87	+ 0,12	4,56	4,15	- 0,41	4,41	6,11	+ 1,70
Novembre	5,29	6,47	+ 1,18	4,64	4,56	- 0,08	4,22	6,57	+ 2,35
Décembre	6,32	5,80	- 0,52	4,64	4,66	+ 0,02	4,51	6,86	+ 2,35
1966 Janvier	5,05	5,02	- 0,03	4,10	4,26	+ 0,16	3,93	5,33	+ 1,40
Février p	5,14	5,61	+ 0,47	5,18	4,14	- 1,04	4,18	5,89	+ 1,71
Mars p		6,59			5,02			7,27	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,15	14,58	+ 1,43	16,64	17,96	+ 1,32
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,47	16,45	+ 1,98	18,22	20,41	+ 2,19
1964 3 ^e trimestre	0,96	0,80	- 0,16	12,18	13,63	+ 1,45	15,47	16,62	+ 1,15
4 ^e trimestre	0,87	0,88	+ 0,01	13,81	16,12	+ 2,31	17,53	19,81	+ 2,28
1965 1 ^{er} trimestre	0,95	0,91	- 0,04	13,82	16,09	+ 2,27	17,42	20,15	+ 2,73
2 ^e trimestre	0,97	0,88	- 0,09	14,37	16,40	+ 2,03	17,87	20,05	+ 2,18
3 ^e trimestre	1,16	0,86	- 0,30	13,66	15,41	+ 1,75	17,12	19,21	+ 2,09
4 ^e trimestre	1,12	0,98	- 0,14	16,05	17,89	+ 1,84	20,48	22,22	+ 1,74
1966 1 ^{er} trimestre p		0,95			17,33			21,37	
1965 Mars	1,18	0,99	- 0,19	15,46	18,40	+ 2,94	19,33	22,55	+ 3,22
Avril	1,07	0,94	- 0,13	15,10	15,92	+ 0,82	18,59	19,60	+ 1,01
Mai	0,95	0,86	- 0,09	13,85	15,65	+ 1,80	17,30	18,97	+ 1,67
Juin	0,90	0,85	- 0,05	13,92	17,63	+ 3,71	17,42	21,56	+ 4,14
Juillet	1,37	0,97	- 0,40	13,41	16,24	+ 2,83	16,99	19,83	+ 2,84
Août	1,06	0,71	- 0,35	12,05	12,05	...	14,79	15,39	+ 0,60
Septembre	1,03	0,87	- 0,16	15,23	18,00	+ 2,77	19,09	22,47	+ 3,38
Octobre	1,14	0,90	- 0,24	15,86	17,03	+ 1,17	20,02	20,94	+ 0,92
Novembre	1,12	1,06	- 0,06	15,27	18,66	+ 3,39	19,64	22,77	+ 3,13
Décembre	1,09	0,98	- 0,11	16,56	18,30	+ 1,74	21,23	23,23	+ 2,00
1966 Janvier	0,94	0,91	- 0,03	14,02	15,52	+ 1,50	17,92	19,37	+ 1,45
Février p	1,14	0,94	- 0,20	15,64	16,58	+ 0,94	19,53	20,52	+ 0,99
Mars p		1,00			19,88			24,23	

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1964 3 ^e trimestre	2,06	1,87	- 0,19	1,82	0,95	- 0,87	1,44	0,77	- 0,67
4 ^e trimestre	2,33	1,79	- 0,54	1,91	1,25	- 0,66	1,35	0,89	- 0,46
1965 1 ^{er} trimestre	1,77	1,98	+ 0,21	2,00	1,32	- 0,68	1,50	1,15	- 0,35
2 ^e trimestre	2,46	2,12	- 0,34	1,88	1,12	- 0,76	1,71	0,95	- 0,76
3 ^e trimestre	2,27	2,37	+ 0,10	1,81	1,25	- 0,56	1,54	0,96	- 0,58
4 ^e trimestre	2,66	2,40	- 0,26	2,40	1,43	- 0,97	1,52	1,05	- 0,47
1966 1 ^{er} trimestre	p	2,26			1,42				
1965 Mars	2,38	2,03	- 0,35	2,17	1,31	- 0,86	1,45	1,13	- 0,32
Avril	2,86	2,21	- 0,65	1,89	1,09	- 0,80	1,66	1,02	- 0,64
Mai	2,20	1,97	- 0,23	1,84	1,04	- 0,80	1,86	0,82	- 1,04
Juin	2,30	2,17	- 0,13	1,88	1,22	- 0,66	1,61	1,03	- 0,58
Juillet	2,20	2,09	- 0,11	2,09	1,26	- 0,83	1,69	0,94	- 0,75
Août	2,08	2,39	+ 0,31	1,29	1,02	- 0,27	1,44	1,00	- 0,44
Septembre	2,46	2,63	+ 0,17	1,95	1,46	- 0,49	1,47	0,95	- 0,52
Octobre	2,28	2,62	+ 0,34	2,32	1,26	- 1,06	1,21	0,96	- 0,25
Novembre	2,64	2,04	- 0,60	2,39	1,40	- 0,99	1,71	0,99	- 0,72
Décembre	3,00	2,54	- 0,46	2,47	1,64	- 0,83	1,67	1,19	- 0,48
1966 Janvier	2,44	1,76	- 0,68	2,10	1,30	- 0,80	1,34	0,80	- 0,54
Février	2,14	2,20	+ 0,06	2,12	1,49	- 0,63			
Mars	p	2,83			1,46				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,27	0,28	+ 0,01
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,24	0,26	+ 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1964 2 ^e trimestre	1,13	0,57	- 0,48	0,91	0,26	- 0,65	0,47	0,35	- 0,12
3 ^e trimestre	0,85	0,64	- 0,21	0,90	0,28	- 0,62	0,55	0,29	- 0,26
4 ^e trimestre	0,94	0,66	- 0,28	0,84	0,33	- 0,51	0,52	0,30	- 0,22
1965 1 ^{er} trimestre	0,94	0,68	- 0,26	0,69	0,29	- 0,40	0,42	0,40	- 0,02
2 ^e trimestre	0,96	0,52	- 0,44	0,99	0,30	- 0,69	0,47	0,34	- 0,13
3 ^e trimestre	0,99	0,64	- 0,35	0,89	0,29	- 0,60	0,52	0,37	- 0,15
4 ^e trimestre	0,98	0,68	- 0,30	0,93	0,30	- 0,63	0,62	0,45	- 0,17
1965 Janvier	0,99	0,78	- 0,21	0,48	0,34	- 0,14	0,40	0,34	- 0,06
Février	0,86	0,70	- 0,16	0,82	0,27	- 0,55	0,38	0,43	+ 0,05
Mars	0,97	0,55	- 0,42	0,76	0,27	- 0,49	0,46	0,41	- 0,05
Avril	0,98	0,61	- 0,37	1,22	0,28	- 0,94	0,44	0,30	- 0,14
Mai	0,92	0,37	- 0,55	0,80	0,23	- 0,57	0,38	0,33	- 0,05
Juin	0,97	0,58	- 0,39	0,94	0,35	- 0,59	0,57	0,39	- 0,18
Juillet	1,06	0,56	- 0,50	0,80	0,32	- 0,48	0,54	0,43	- 0,11
Août	0,82	0,60	- 0,22	0,87	0,20	- 0,67	0,48	0,38	- 0,10
Septembre	1,05	0,76	- 0,29	0,99	0,35	- 0,64	0,52	0,32	- 0,20
Octobre	0,93	0,71	- 0,22	0,88	0,28	- 0,60	0,66	0,44	- 0,22
Novembre	0,99	0,63	- 0,36	0,96	0,28	- 0,68	0,54	0,37	- 0,17
Décembre	1,01	0,69	- 0,32	0,96	0,35	- 0,61	0,66	0,53	- 0,13
1966 Janvier	1,00	0,47	- 0,52	1,02	0,37	- 0,65	0,43	0,39	- 0,04

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) belges et luxemb.	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	+ 1,5
b) étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.8 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964		1965	
	Année	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre
1. Transactions sur biens et services :							
1.1 Opérations sur marchandises :							
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 6,8	- 1,9	- 8,7	+ 1,6
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 2,2	+ 3,0	+ 5,2	+ 3,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 2,8	+ 2,6	+ 5,4	+ 2,1
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,5	- 0,3	- 0,8	- 1,0
1.3 Frets et assurances pour le transport des marchandises ²	- 0,4 ³	+ 0,7	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,4	...
1.4 Autres frais de transport		- 0,2	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger ⁴	- 2,4	- 2,2	- 3,2	- 1,7	- 1,7	- 3,4	- 1,5
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	- 1,2	+ 0,3	- 0,9	- 0,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 1,1	- 1,2	- 2,3	...
1.8 Autres :							
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,9
1.82 Autres	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,3
Total 1 ...	+ 1,5	+ 3,4	- 4,6	- 3,6	+ 2,9	- 0,7	+ 6,7
2. Transferts :							
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 1,3	+ 1,7	+ 3,0	+ 1,3
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 1,3	- 1,1	- 2,4	- 1,3
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,8	- 0,6	...	+ 0,6	+ 0,6	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :							
3.1 Etat	- 5,3	- 2,2	+ 2,4	+ 0,8	- 0,4	+ 0,4	- 4,9
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,9
Total 3 ...	- 5,2	- 1,8	+ 2,5	+ 1,7	- 0,2	+ 1,5	- 4,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :							
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,3
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	+ 2,2	- 0,2	+ 2,0	+ 0,1
4.3 Secteur privé :							
4.31 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :							
a) belges et luxembourg.	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,5
b) étrangères	- 4,7	- 3,0	- 5,1	- 1,3	+ 0,3	- 1,0	- 0,5
4.32 Autres ⁴ (y compris investissements directs)	+ 5,2	+ 3,4	+ 5,8	+ 1,2	+ 6,2	+ 7,4	+ 2,5
Total 4 ...	+ 4,1	+ 0,4	+ 2,1	+ 2,3	+ 6,5	+ 8,8	+ 3,9
5. Erreurs et omissions	+ 0,6	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,8	- 0,3	+ 0,5	- 1,2
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	+ 4,2	...	+ 1,2	+ 9,5	+ 10,7	+ 5,4
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,1	- 0,2	- 0,1	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	- 0,4
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	+ 4,0	- 0,1	+ 0,9	+ 9,7	+ 10,6	+ 5,0
Banque Nationale	+12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 1,0	+ 11,6	+ 12,6	+ 5,6
Autres	-11,6	+ 5,7	- 11,3	- 0,1	- 1,9	- 2,0	- 0,6

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

- les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
 - les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3^e édition du « Balance of Payments Manual »;
 - la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celles-ci;
 - les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1.1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 1.5) et « Autres mouvements nets des capitaux des entreprises et particuliers » (rubrique 4.32).
 - les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 1.8 « Autres services » à la rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».
- Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 432 à 435.

- 1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.
- 2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
- 3 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes ni les dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes, qui depuis 1962 sont inclus dans la rubrique 1.4.
- 4 Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	1963		1964				1965			
	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre p	4 ^e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
Exportations	50,2	54,4	55,1	56,8	55,3	63,3	61,5	63,2	59,1	69,7
Importations ¹	52,8	58,1	58,0	60,7	58,0	62,5	60,0	63,1	62,3	70,1
Solde ...	- 2,6	- 3,7	- 2,9	- 3,9	- 2,7	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,1	- 3,2	- 0,4
Autres opérations sur marchandises	+ 1,5	+ 1,6	+ 2,3	+ 2,7	+ 2,5	+ 3,1	+ 2,9	+ 2,7	+ 2,2	+ 2,0
1.2 Or non monétaire	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,7	- 0,3
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² ...	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1	...	...	- 0,3	- 0,5
1.4 Revenus d'investissements .....	...	- 0,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,3
1.5 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ...	- 0,2	- 0,3	- 0,8	- 0,3	- 0,8	- 0,4	- 0,3	+ 0,3	+ 0,4	- 0,1
1.6 Autres ³	- 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,6	- 0,7	+ 1,4	+ 1,0	+ 0,1	- 0,4	+ 1,2
Total 1 ...	- 2,2	- 2,6	- 1,4	- 2,2	- 1,9	+ 4,8	+ 4,4	+ 2,3	- 1,4	+ 2,2
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,5	- 1,1	- 0,4	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,5	- 0,6
Total 2 ...	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	- 0,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat	- 1,0	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,5	- 1,4	+ 1,0	- 3,6	- 1,3	...	- 0,9
3.2 Autres pouvoirs publics .....	...	+ 0,1	+ 1,9	- 1,0	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	+ 0,8	- 0,6	...
Total 3 ...	- 1,0	+ 0,4	+ 2,2	- 0,5	- 1,1	+ 0,9	- 3,5	- 0,5	- 0,6	- 0,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,1	...	+ 2,3	+ 0,3	- 0,4	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,2	+ 0,9	- 0,2
4.2 Secteur privé										
4.21 Transactions identifiées en valeurs mobilières ³ :										
a) belges et luxembourg.	+ 0,2	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3
b) étrangères	- 1,3	- 1,1	- 1,5	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 0,2	- 0,7	- 0,7	- 0,4
4.22 Autres ³ (y compris investissements directs)	+ 2,3	+ 1,1	- 0,8	+ 2,0	+ 3,4	+ 2,8	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,2	+ 2,3
Total 4 ...	+ 1,3	+ 0,2	- 0,3	+ 2,6	+ 3,6	+ 2,9	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,1	+ 2,0
5. Erreurs et omissions	- 1,0	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4	- 0,5	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4
Total 1 à 5 ...	- 2,9	- 2,3	+ 1,3	- 0,1	+ 1,0	+ 8,5	+ 1,6	+ 3,8	- 0,4	+ 3,5
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	+ 0,7	+ 0,5	- 1,4	+ 1,1	+ 0,8	- 0,6	- 2,3	+ 1,9	- 2,2	+ 1,4
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	- 2,2	- 1,8	- 0,1	+ 1,0	+ 1,8	+ 7,9	- 0,7	+ 5,7	- 2,6	+ 4,9
Banque Nationale	+ 0,8	+ 2,7	- 0,4	+ 1,4	+ 2,0	+ 9,6	- 1,5	+ 7,1	- 0,4	+ 2,8
Autres	- 3,0	- 4,5	+ 0,3	- 0,4	- 0,2	- 1,7	+ 0,8	- 1,4	- 2,2	+ 2,1

1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises : Importations » (cf. note 1).

3 Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletins d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLe année, vol. I, n° 6, page 717 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1964 », XLe année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1964* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1961	49,86	10,16	139,72	13,19 ¹ 13,85 ²	11,54	11,95 ¹ 12,51 ²	8,03	9,65	6,98	7,22	50,469 ³ 48,153 ⁴	50,468 ³ 48,149 ⁴	174,21	192,32	—
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ⁷
1965 1 ^{er} trimestre	49,63	10,13	138,60	13,80	11,46	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,086	46,084	172,87	192,09	—
2 ^e trimestre	49,63	10,13	138,71	13,78	11,43	12,45	7,94	9,63	6,94	7,17	45,935	45,934	172,97	192,18	—
3 ^e trimestre	49,64	10,13	138,62	13,79	11,49	12,38	7,95	9,61	6,94	7,16	45,980	45,979	172,85	192,35	82,86 ⁶
4 ^e trimestre	49,65	10,13	139,17	13,78	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,20	46,171	46,170	173,58	192,20	82,89
1966 1 ^{er} trimestre	49,74	10,15	139,30	13,74	11,48	12,39	7,96	9,63	6,96	7,21	46,236	46,236	173,74	192,42	82,98
1965 Mai	49,63	10,12	138,81	13,78	11,42	12,46	7,94	9,63	6,94	7,18	45,971	45,968	173,10	192,14	—
Juin	49,63	10,13	138,58	13,77	11,45	12,41	7,94	9,61	6,94	7,16	45,853	45,852	172,81	192,27	—
Juillet	49,64	10,13	138,53	13,78	11,48	12,39	7,95	9,61	6,94	7,16	45,808	45,806	172,75	192,35	82,85 ⁵
Août	49,63	10,13	138,51	13,79	11,50	12,37	7,94	9,60	6,94	7,15	46,013	46,012	172,73	192,34	82,85
Septembre	49,65	10,13	138,83	13,79	11,50	12,38	7,95	9,61	6,95	7,18	46,120	46,119	173,07	192,37	82,88
Octobre	49,67	10,13	139,23	13,80	11,50	12,40	7,95	9,60	6,95	7,20	46,199	46,198	173,60	192,32	82,92
Novembre	49,63	10,13	139,16	13,78	11,49	12,41	7,94	9,60	6,95	7,20	46,166	46,165	173,59	192,14	82,87
Décembre	49,65	10,13	139,12	13,76	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,21	46,147	46,146	173,54	192,13	82,89
1966 Janvier	49,70	10,14	139,37	13,75	11,49	12,39	7,95	9,61	6,96	7,22	46,252	46,252	173,84	192,28	82,95
Février	49,73	10,15	139,37	13,73	11,48	12,39	7,96	9,62	6,96	7,21	46,201	46,201	173,82	192,36	82,96
Mars	49,78	10,16	139,15	13,75	11,47	12,40	7,97	9,65	6,96	7,21	46,255	46,254	173,56	192,62	83,04
Avril	49,86	10,17	139,27	13,73	11,52	12,42	7,98	9,67	6,97	7,22	46,291	46,290	173,70	192,93	83,15
Mai	49,77	10,16	138,99	13,71	11,53	12,39	7,97	9,66	6,95	7,20	46,226	46,224	173,33	192,62	83,04

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — ² Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁴ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961. — ⁵ Moyenne du 12 juillet au 31 juillet 1965. — ⁶ Moyenne du 12 juillet au 30 septembre 1965. — ⁷ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 mai 1966

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (3) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses ⁴ (1)	Recettes (2)	Solde (3) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³ (12)
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,0	0,4	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,6	+10,4	- 3,8	- 1,5 ²
1964	155,2	157,8	+ 2,6	24,2	0,3	-23,9	-21,3	+24,0	- 4,8	+ 2,9	+ 0,3	- 1,1 ²
1965	176,4	172,7	- 3,7	25,3	0,2	-25,1	-28,8	+22,2	+ 9,7	- 1,3	- 0,7	- 1,1 ²
1964 3 prem. mois .	40,6	38,4	- 2,2	5,7	0,1	- 5,6	- 7,8	+11,8	- 4,3	+ 1,3	+ 0,4	- 1,4 ²
6 prem. mois .	81,7	75,1	- 6,6	11,5	0,2	-11,3	-17,9	+18,8	- 6,4	+ 2,3	+ 1,8	+ 1,4 ²
9 prem. mois .	116,6	118,4	+ 1,8	18,1	0,2	-17,9	-16,1	+18,8	- 8,5	+ 3,3	+ 1,0	+ 1,5 ²
1965 3 prem. mois .	46,8	40,5	- 6,3	5,4	...	- 5,4	-11,7	+ 9,6	+ 4,1	- 0,3	+ 0,1	- 1,8 ²
6 prem. mois .	87,6	78,8	- 8,8	12,5	...	-12,5	-21,3	+14,3	+ 9,8	- 1,1	+ 2,2	- 3,9 ²
9 prem. mois .	128,3	126,6	- 1,7	18,5	...	-18,5	-20,2	+14,3	+11,1	- 1,8	+ 1,3	- 4,7 ²
1964 Octobre	12,2	11,8	- 0,4	1,4	...	- 1,4	- 1,8	+ 5,2	- 3,5	...	- 1,9	+ 2,0 ²
Novembre	10,5	11,6	+ 1,1	1,6	...	- 1,6	- 0,5	...	+ 1,2	- 0,3	+ 0,3	- 0,7 ²
Décembre	15,9	16,0	+ 0,1	3,1	0,1	- 3,0	- 2,9	...	+ 6,0	- 0,1	+ 0,9	- 3,9 ²
1965 Janvier	14,9	16,3	+ 1,4	1,5	...	- 1,5	- 0,1	+ 2,2	- 0,7	...	- 0,7	- 0,7 ²
Février	15,2	11,4	- 3,8	2,4	...	- 2,4	- 6,2	+ 7,4	- 0,3	...	- 0,2	- 0,7 ²
Mars	16,7	12,8	- 3,9	1,5	...	- 1,5	- 5,4	...	+ 5,1	- 0,3	+ 1,0	- 0,4 ²
Avril	13,7	12,5	- 1,2	2,2	...	- 2,2	- 3,4	...	+ 7,0	- 0,2	- 1,7	- 1,7 ²
Mai	12,5	12,0	- 0,5	2,1	...	- 2,1	- 2,6	+ 4,7	- 3,6	- 0,3	+ 1,6	+ 0,2 ²
Juin	14,6	13,8	- 0,8	2,8	...	- 2,8	- 3,6	...	+ 2,3	- 0,3	+ 2,2	- 0,6 ²
Juillet	15,7	23,5	+ 7,8	1,8	...	- 1,8	+ 6,0	...	- 3,2	- 0,6	- 2,7	+ 0,5 ²
Août	11,4	11,3	- 0,1	2,1	...	- 2,1	- 2,2	...	+ 2,2	- 0,1	+ 1,0	- 0,9 ²
Septembre ...	13,6	13,0	- 0,6	2,1	...	- 2,1	- 2,7	...	+ 2,3	...	+ 0,8	- 0,4 ²
Octobre	14,9	13,9	- 1,0	1,3	...	- 1,3	- 2,3	+ 8,3	- 5,1	...	- 1,7	+ 0,8 ²
Novembre	15,4	14,0	- 1,4	1,9	...	- 1,9	- 3,3	- 0,3	+ 3,3	+ 0,2	+ 0,7	- 0,6 ²
Décembre	17,8	18,2	+ 0,4	3,6	0,2	- 3,4	- 3,0	- 0,1	+ 0,4	+ 0,3	- 1,0	+ 3,4 ²
1966 Janvier	16,2	19,3	+ 3,1	1,3	...	- 1,3	+ 1,8	—	+ 2,8	- 0,3	- 0,7	- 3,6 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : - ; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7	
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6	
1965 3 premiers mois	8,5	+ 0,6	6,3	- 0,4	15,3	- 0,2	30,1	...	
1966 3 premiers mois	9,3	+ 0,2	7,5	+ 0,7	18,4	- 0,5	35,2	+ 0,4	
Exercice 1965	1965 Février	2,4	+ 0,1	2,0	- 0,3	5,0	+ 0,2	9,4	...
	Mars	2,9	+ 0,4	2,5	+ 0,1	5,6	- 0,4	11,0	+ 0,1
	Avril	3,8	+ 0,4	2,6	+ 0,1	5,5	...	11,9	+ 0,5
	Mai	3,6	+ 0,2	2,5	...	5,2	- 0,1	11,3	+ 0,1
	Juin	5,4	+ 0,8	2,5	...	5,4	+ 0,1	13,3	+ 0,9
	Juillet	15,2	+ 0,7	2,4	...	5,1	- 0,2	22,7	+ 0,5
	Août	4,0	+ 0,5	2,3	- 0,2	4,7	- 0,3	11,0	...
	Septembre	4,1	+ 0,5	2,7	+ 0,2	5,7	+ 0,2	12,5	+ 0,9
	Octobre	5,3	+ 0,7	2,4	- 0,1	5,7	+ 0,2	13,4	+ 0,8
	Novembre	4,5	+ 0,6	2,8	+ 0,3	6,0	+ 0,8	13,3	+ 1,7
	Décembre	4,7	+ 0,9	3,1	+ 0,6	7,1	+ 1,2	14,9	+ 2,7
	1966	Janvier	7,4	+ 1,3	0,5	- 0,1	7,9	+ 1,2
Février		1,8	+ 0,6	...	...	...	...	1,8	+ 0,6
Mars		1,3	+ 0,7	...	...	...	...	1,3	+ 0,7
Ex. 1966	1966 Janvier	3,5	+ 0,1	2,0	+ 0,2	5,8	- 0,3	11,3	...
	Février	2,7	...	2,5	+ 0,1	5,6	- 0,4	10,8	- 0,3
	Mars	3,1	+ 0,1	3,0	+ 0,4	7,0	+ 0,2	13,1	+ 0,7

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1965 ²		Exercice 1965 : mars 1965		Exercice 1966 : mars 1966	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	69,6	61,1	2,9	2,5	3,1	3,0
précompte immobilier	1,0	0,9	...	...	...	...
précompte mobilier	6,7	5,6	0,5	0,4	0,5	0,5
précompte professionnel	30,3	27,4	2,1	1,8	2,3	2,2
versements anticipés	15,5	13,5	0,2	0,1	0,2	0,2
impôts des personnes physiques (rôles)	7,2	5,4	...	...	...	...
impôts des sociétés (rôles)	2,6	2,4	...	...	...	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,9	3,8	0,1	0,1	0,1	0,1
impôt sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,4	0,7	...	...	...	...
divers ³	2,0	1,4	...	0,1	...	...
II. Douanes et accises	30,1	29,7	2,5	2,4	3,0	2,6
dont : douanes	8,3	8,7	0,8	0,8	0,8	0,7
accises	20,4	20,7	1,6	1,6	2,0	1,8
taxes spéciales de consommat.	1,1	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	65,7	64,0	5,6	6,0	7,0	6,8
dont : enregistrement	6,4	6,5	0,5	0,6	0,6	0,6
successions	2,8	2,8	0,3	0,2	0,3	0,2
timbres et taxes assimilées	55,8	54,1	4,7	5,0	6,1	5,9
Total ...	165,4	154,8	11,0	10,9	13,1	12,4
Différence par rapport aux éval. budgét.		+10,6		+ 0,1		+ 0,7

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1965, commencé le 1er janvier 1965 a été clôturé le 31 mars 1966.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ³	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1964 3 premiers mois	5,2	2,3	4,9	12,4	0,71
6 premiers mois	4,7	2,3	5,0	12,0	0,49
9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1966 3 premiers mois	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
1965 Avril	3,8	2,6	5,5	11,9	0,39
Mai	3,6	2,5	5,2	11,3	0,11
Juin	5,4	2,5	5,4	13,3	0,61
Juillet	15,2	2,5	5,0	22,7	10,64
Août	4,0	2,3	4,6	10,9	0,04
Septembre	4,1	2,7	5,7	12,5	0,02
Octobre	5,2	2,4	5,7	13,3	0,37
Novembre	4,5	2,8	6,0	13,3	0,03
Décembre	4,7	3,1	7,1	14,9	0,26
1966 Janvier	11,0	2,6	5,7	19,3	2,70
Février	4,4	2,5	5,7	12,6	0,09
Mars	4,4	3,0	7,0	14,4	0,16
Avril	4,8	2,9	6,4	14,1	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

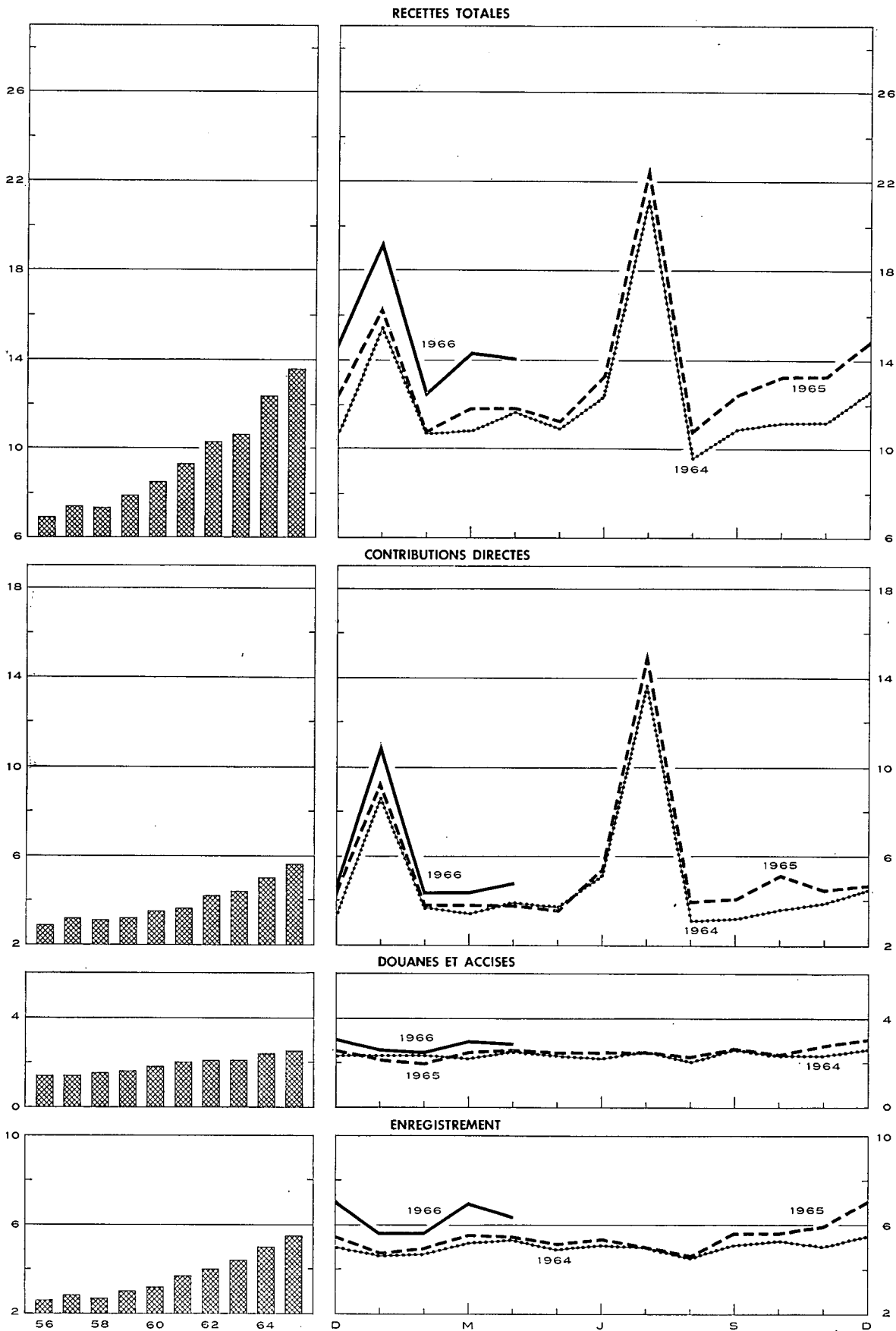
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ Il s'agit uniquement des chiffres annuels et trimestriels.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation (Ministère des Finances)*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XL^e année, vol. II, no 6, décembre 1965 et XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1966 : « Les budgets de 1965 et 1966 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	...	29,5	—	2,5	—	2,8	8,8	43,7	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	...	30,0	—	0,1	—	0,1	...	30,2	
		Obligations ...	8,1	...	...	...	...	0,2	...	1,0	13,3	...	...	22,6
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	10,4	0,1	1,5	0,2	11,8	...	...	76,2	26,4	75,4	...	188,4
		Divers ... (Actions et parts) ...	4,7 (162,1)	1,0 (0,1)	...	0,2	1,8 (0,7)	2,9 (2,2)	0,5 (—)	24,4 (165,8)
	Total ...	23,2	1,1	1,5	0,2	11,8	0,2	59,5	—	81,6	42,6	78,8	8,8	309,3	
Secteurs nationaux non financiers	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	0,1	—	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	—	...	...	...	1,7	—	0,1	0,5	...	2,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	0,3	0,1	...	...	0,1	...	0,5
		Obligations accessibles à tout placeur ...	14,5	0,2	2,3	1,5	0,6	3,1	4,9	0,5	...	27,7
		Obligations non accessibles à tout placeur	0,3	...	0,1	...	2,9	1,0	...	1,3	3,5	...	- 0,2	8,8
	Total ...	19,4	0,6	4,4	0,4	...	8,4	4,3	0,6	4,5	8,7	8,1	...	59,4	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	2,1	...	—	0,6	...	...	31,1	...	...	0,4	6,5	40,8
		Certificats à court terme ...	—	0,3	—	2,7	...	19,9	51,5	1,1	4,3	0,6	- 0,1	92,5	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	105,5	2,2	—	1,4	1,1	9,0	30,3	3,8	28,5	35,2	6,4	1,4	224,8
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	0,5	16,7	36,8	...	2,5	2,7	0,5	0,9	60,6
		Divers	0,8	—	...	0,7	9,5	0,1	0,2	0,1	...	11,4
	Total ...	107,6	3,3	—	4,8	2,3	55,1	149,7	4,9	35,4	38,6	19,7	8,7	430,1	
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	3,4	—	...	...	...	3,4
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,3	0,3	...	0,1	0,1	0,5	0,5	1,2	1,1	5,9	1,1	- 0,1	26,1
		Obligations non accessibles à tout placeur	2,7	7,4	10,1
		Autres emprunts à moyen et long terme	4,4	0,5	...	39,9	...	44,8
	Total ...	16,9	5,1	3,7	0,1	0,2	0,5	3,9	1,2	4,3	13,3	41,0	3,6	93,8	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	15,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,1	
		Obligations accessibles à tout placeur
		Obligations non accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,9	...	0,1	5,0	...	0,9	7,1
		Divers ...	2,6	...	2,8	...	1,6	0,3	...	1,9	9,3
		Total ...	17,7	...	2,8	...	1,7	0,1	0,9	...	0,1	5,3	...	2,8	31,4
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	...	...	...	—	5,4	—	0,5	...	1,0	0,7	7,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	—	2,0	—	0,3	...	...	...	2,2
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisseur de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations ...	9,6	...	0,3	...	...	—	...	96,2	...	...	...	...	96,2
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	12,2	—	—	—	...	1,5	0,9	0,4	3,9	0,2	- 0,5	16,3
	Divers ... (Actions et parts)	1,1 (0,1)	7,9 (0,4)	0,4	...	9,4
Total ...	9,6	1,1	20,4	...	...	—	...	113,1	0,9	1,2	3,9	1,6	0,2	152,0

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												Secteurs indétérminés et ajustements (12)							
		Organismes monétaires (7)												Fonds des Rentes (8)		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)		Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)		Organismes publics de crédit non monétaires (11)	
	Monnaie	216,5	2,7	3,4	10,3	1,1	—	...	1,6	1,5	0,5	...	237,5								
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	1,4	2,6	0,6	...	...	...	4,6			
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,3	—	—	—	—	...	35,3								
	Dépôts en devises des résidents	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	8,0								
	Dépôts sur livrets des résidents	16,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	16,3								
	Dépôts à terme des résidents	27,2	—	—	...	—	—	—	—	0,1	—	...	27,3								
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	10,6	3,2	—	—	...	13,8								
	Obligations (y compris les bons de caisse)	8,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	8,6								
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	—	—	—	8,5	8,8						
	(Actions et parts)	(6,1)	—	(0,2)	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	—	(6,9)								
	Total	276,7	2,7	3,6	10,3	1,1	35,3	12,0	5,8	2,1	1,6	0,5	8,5	360,2							
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	11,0	—	—	—	—	—	11,0								
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—								
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9								
	Total	—	...	2,8	...	...	11,0	—	...	...	...	0,1	13,9			
	Dépôts à vue	2,8	...	...	...	0,7	—	—	...	0,1	0,2	...	3,8					
	Dépôts sur livrets	113,4	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	113,4				
	Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	2,8	—	—	...	0,1	...	0,5	4,6						
	Obligations (y compris les bons de caisse)	9,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,0								
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5								
	Divers	4,3	...	...	...	...	0,2	...	0,1	...	...	1,9	6,5		
	(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)								
	Total	130,5	0,6	...	...	3,5	0,2	...	0,2	0,2	0,2	0,2	2,4	137,8					
	Réserves de sécurité sociale	13,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,7								
	Réserves mathématiques	128,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128,4								
	Divers	0,2	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	0,5	0,9			
	Total	142,3	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	0,5	143,0			
	Dépôts à vue	1,0	...	...	0,5	...	...	—	...	...	...	...	1,5		
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,4	...	0,5	0,3	...	0,2	1,4						
	Dépôts sur livrets	3,8	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	3,8		
	Dépôts à terme	1,5	0,4	...	2,5	...	...	—	...	...	...	...	4,3		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	...	—	0,5	...	0,1	...	0,6			
	Obligations accessibles à tout placeur	62,6	0,1	...	0,1	1,5	2,0	6,7	0,5	8,9	13,9	0,3	96,7								
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,5	0,7	0,5	...	7,6	9,8	...	20,7				
	Divers	2,5	...	10,2	0,2	...	...	—	...	0,3	...	...	16,5				
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(0,7)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(1,7)								
	Total	71,4	0,5	10,2	3,2	2,0	3,1	7,3	0,9	17,6	23,7	0,4	5,3	145,6							
		- 4,2	2,2	1,4	- 1,5	0,7	4,2	9,9	0,5	0,8	- 0,9	- 0,5	—	12,6							
(13) = (1) à (12)	Total des créances	811,1	17,2	50,9	17,5	23,4	106,9	371,8	14,8	147,8	137,0	149,8	40,9	1.889,1							

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)				
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opération non effectuée																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	...	35,5	—	3,0	—	2,8	8,4	49,8	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	35,6	—	0,1	—	0,1	—	35,8
			Obligations ...	9,4	0,2	...	—	—	0,9	13,8	24,3
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	12,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	85,7	29,0	82,3	...	209,2
			Divers ...	3,8	1,1	1,6	0,1	12,9	—	—	—	—	2,2	3,0	0,6	...	25,3
			(Actions et parts) ...	(175,5)	(0,1)	(—)	—	(0,1)	—	—	—	(0,6)	(—)	(0,9)	(2,3)	(—)	(...)	(179,5)
		Total ...	25,3	1,3	1,6	0,1	12,9	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	8,4	—	344,4	
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	0,5	0,5	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,3	—	—	—	—	...	1,6	—	0,2	—	0,2	2,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	0,1	0,6	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		15,0	0,2	4,3	2,0	0,6	3,3	4,8	0,4	0,1	0,1	30,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur	0,3	...	0,1	...	0,7	1,2	...	0,6	4,5	...	—	0,1	7,2	
	Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	0,1	...	0,9	...	—	...	0,2	7,8	9,0	
		Etat (Trésor) (3)	Divers ...	4,9	...	4,8	...	2,0	...	...	...	...	0,1	1,1	13,0
	(Actions et parts) ...		(0,8)	—	(14,2)	(4,6)	(...)	—	—	—	(0,1)	(...)	(0,1)	(0,9)	(20,7)		
			Total ...	20,2	0,5	4,8	0,4	...	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	1,1	63,3	
	Fonds de tiers ...		3,0	...	—	1,3	...	...	34,6	...	0,1	...	0,3	6,1	45,5
	Certificats à court terme ...		...	0,7	—	1,2	...	18,9	22,3	2,2	6,2	0,1	11,0	0,1	62,6
	Obligations accessibles à tout placeur ...		107,6	2,3	—	1,5	1,1	11,3	36,5	5,3	33,3	34,4	8,3	1,6	243,2		
		Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	—	...	0,1	...	...	...	2,3	2,7	2,1	...	81,0
Divers ...	...		0,7	—	0,7	...	8,9	...	...	0,1	0,2	0,1	...	10,7	
	Total ...		110,6	3,7	—	4,0	1,9	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	9,9	443,0		
Argent à très court terme ...	—		...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—		...	—	...	...	...	4,5	—	...	...	...	...	...	4,5
Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4		0,6	...	0,2	...	0,5	0,4	0,7	1,3	6,5	1,0	0,1	26,6			
	Sécurité sociale (5)	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	7,7	3,0	...	...	10,6	
Autres emprunts à moyen et long terme ...		...	4,5	...	...	...	...	...	...	0,5	...	44,4	...	49,5	
Divers ...		1,8	0,4	2,5	...	...	...	...	—	...	0,1	0,3	3,4	8,6	
		Total ...	17,2	5,5	2,5	0,2	...	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	3,5	99,8		
Réserves de sécurité sociale ...		14,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14,6		
Obligations accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,1	...	...	...	0,3
	Etranger (6)	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	0,1	...	1,1	...	1,3	6,1	...	1,0	9,8	
Divers ...		3,0	...	2,7	...	1,7	...	...	...	...	0,5	...	1,9	9,8	
		Total ...	17,6	...	2,7	...	1,8	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	2,9	34,5		
Argent à très court terme (francs belges) ...		—	...	—	...	...	—	0,1	...	...	...	...	...	...	0,1
Acceptations et effets commerciaux ...		—	...	—	...	...	—	6,6	—	0,7	—	1,4	0,3	...	9,0
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	...	—	...	...	—	4,3	—	0,3	—	...	...	...	4,6
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Autres emprunts à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	97,0	—	—	—	...	...	...	97,0	
Obligations ...		9,6	...	0,2	...	...	—	1,3	0,9	0,3	3,7	0,2	—	15,8	
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	13,5	—	—	—	6,7	—	—	—	—	—	20,2			
Divers ...		—	1,4	7,9	...	...	—	...	—	...	...	0,3	...	9,7	
(Actions et parts) ...		—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	(—)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	2,9			
		Total ...	9,6	1,4	21,6	...	...	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	...	156,4

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes monétaires													
		Fonds des Rentes													
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
		Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension													
		Organismes publics de crédit non monétaires													
		Secteurs indétachés et ajustements													
		(1) à (12)													
	(7)	Monnaie	231,8	2,7	3,5	11,1	1,2	—	...	1,9	1,5	0,8	...	254,5	
		Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,2	0,1	0,2	...	...	...	1,5
		Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,4	—	—	—	—	...	35,4	
		Dépôts en devises des résidents	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	9,4	
		Dépôts sur livrets des résidents	19,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	19,9	
		Dépôts à terme des résidents	28,5	—	—	...	—	—	—	—	0,1	—	...	28,6	
		Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	10,7	—	—	...	...	10,7
		Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	—	...	—	—	—	—	—	—	...	...	11,1
		Divers	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	9,7	10,0
		(Actions et parts)	(7,2)	—	(0,2)	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	...	(8,0)	
		Total ...	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	9,7	379,2
	(8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
		Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	6,4	—	—	—	...	6,4	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	...	0,6	
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	...	...	...	...	2,8
		Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,0	—	...	...	...	9,8
	(9)	Dépôts à vue	3,5	...	...	...	0,6	—	—	...	0,2	0,6	...	4,9
		Dépôts sur livrets	126,7	...	—	...	—	—	—	...	...	...	...	126,7
		Dépôts à terme	0,6	0,8	...	...	3,0	—	—	...	0,1	...	1,0	5,5
		Obligations (y compris les bons de caisse)	10,7	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	10,7	
		Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5	
		Divers	4,6	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	2,1	6,9
		(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	(1,2)	
		Total ...	146,6	0,8	...	...	3,6	0,1	...	0,1	0,3	0,6	3,1	155,2
	(10)	Réserves de sécurité sociale	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7	
		Réserves mathématiques	136,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	136,9	
		Divers	0,2	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	1,1	1,5
		Total ...	152,8	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	1,1	154,1
	(11)	Dépôts à vue	1,2	...	...	0,3	...	...	—	...	...	...	...	1,5
		Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	0,1	...	0,2	...	0,1	0,2
		Dépôts sur livrets	4,9	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	4,9
		Dépôts à terme	1,2	0,3	...	2,5	...	...	—	...	...	...	...	4,0
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,4	—	0,6	...	0,2	...	1,2
		Obligations accessibles à tout placeur	68,8	0,2	...	0,1	1,1	1,4	8,9	0,3	7,2	17,8	0,2	106,0	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,7	0,7	0,7	...	3,0	15,6	...	22,4
		Divers	3,4	...	10,4	0,1	...	2,8	0,2	—	0,3	...	...	20,8
		(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(1,9)	
		Total ...	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	6,0	161,8
	(12)		— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	—	20,3
	(1) à (12)	Total des créances	874,3	19,0	51,2	17,7	24,6	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	45,7	2.021,8

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1962 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)				
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)			
		Entreprises et particuliers (1)	Parasétatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
															données non disponibles	... nihil ou inférieur à 50 millions	— opération non effectuée
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	+ 0,1	—	—	—	...	+ 6,1	—	+ 0,5	—	...	- 0,5	+ 6,1	
			Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	...	+ 5,5	—	—	—	—	...	—	+ 5,5
			Obligations	+ 1,3	—	—	- 0,1	+ 0,5	+ 1,7
			Autres emprunts à moyen et long terme	+ 1,7	—	—	+ 9,5	+ 2,6	+ 7,0	...	+ 20,8
			Divers	- 0,9	+ 0,1	—	—	+ 0,4	+ 0,1	+ 6,5
		(Actions et parts)	(+ 6,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,8)	(+ 0,1)	(—)	(+ 0,2)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(...)	(+ 7,3)	
		Total ...	+ 2,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 5,6	+ 11,6	—	+ 10,3	+ 3,3	+ 7,0	- 0,5	—	+ 40,7	
		Parasétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	- 0,1	—	+ 0,5	+ 0,4	
			Acceptations, effets commerciaux et promesses	+ 0,2	—	—	- 0,1	—	+ 0,1	—	- 0,3	
			Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	+ 0,1	—	+ 0,1	
			Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,5	- 0,3	+ 0,5	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,1	+ 0,1	+ 0,8	
			Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,1	+ 0,2	...	- 0,2	+ 0,5	...	+ 0,1	+ 0,7	
			Autres emprunts à moyen et long terme	- 0,3	+ 0,8	- 0,1	+ 0,3	
			Divers	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,0	+ 1,6	
			(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	(+ 0,4)	(+ 0,4)	(...)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 1,2)	
			Total ...	+ 0,8	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	...	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 1,1	+ 3,9	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 0,9	...	—	+ 0,7	+ 3,5	...	+ 0,1	...	- 0,1	- 0,4	+ 4,7	
			Certificats à court terme	...	+ 0,3	—	- 1,6	- 9,3	+ 1,1	+ 1,9	- 0,5	- 3,8	+ 0,2	- 11,4	
			Obligations accessibles à tout placeur	+ 2,1	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 6,0	+ 1,5	+ 4,8	- 0,9	+ 1,9	+ 0,2	+ 16,9	
			Obligations non accessibles à tout placeur	...	—	—	+ 2,0	...	- 0,2	- 0,2	+ 2,2	+ 1,3	+ 2,1	
		Divers	...	- 0,1	—	...	...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,7
		Total ...	+ 3,0	+ 0,3	—	- 0,8	- 0,4	- 2,1	+ 2,4	+ 2,6	+ 6,6	- 1,6	+ 0,3	+ 1,3	+ 11,7		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	...	—	...	...	...	+ 1,1	—	...	...	...	...	+ 1,1
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,1	+ 0,2	...	...	...	...	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,6	- 0,1	+ 0,2	+ 0,5
		Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,6	- 0,1	...	...	+ 0,5
		Autres emprunts à moyen et long terme	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 4,5	...	+ 4,7
		Divers	+ 0,3	...	- 1,2	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,3	- 0,2	- 0,8
		Total ...	+ 0,4	+ 0,4	- 1,2	...	...	...	+ 1,0	- 0,5	+ 0,8	+ 0,6	+ 4,7	...	+ 6,0
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	- 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,5		
		Obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	...	...	+ 0,1	...	...	+ 0,3
		Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,4	+ 1,3	...	+ 0,1	+ 2,1
		Divers	+ 0,3	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	...	+ 0,4
		Total ...	- 0,2	...	- 0,1	...	...	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 1,6	...	+ 0,1	+ 2,3
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...
		Acceptations et effets commerciaux	—	...	—	...	...	—	...	...	+ 0,2	...	+ 0,4	- 0,4	+ 1,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...	...	+ 2,3
		Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...	...	+ 0,8
		Obligations	...	...	...	...	...	—	...	...	- 0,1	- 0,2	...	+ 0,2	- 0,5
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	...	—	—	—	- 1,2	—	—	—	—	+ 1,2	...		
		Divers	...	+ 0,3	...	...	...	—	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,3
		(Actions et parts)	(+ 5,5)	(+ 0,1)	(...)	...	...	(—)	(...)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 5,7)
		Total ...	...	+ 0,3	...	...	...	—	+ 2,8	...	+ 0,1	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 4,3

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+15,3	...	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	—	...	+ 0,3	...	+ 0,3	...	+ 17,1		
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	— 0,2	— 2,5	— 0,3	...	...	...	— 3,1
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	...	+ 0,1		
	Dépôts en devises des résidents	— 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 0,5		
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 3,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,6		
	Dépôts à terme des résidents	+ 1,3	—	—	...	—	—	—	—	...	—	...	+ 1,3		
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+ 0,2	— 3,2	—	...	...	— 3,0
Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 2,4	...	...	...	...	...	—	—	...	...	...	+ 2,4	
Divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,2	
(Actions et parts)	(+ 1,1)	...	(...)	...	...	...	(...)	...	...	(...)	...	+ 1,2	
	Total ...	+22,1	...	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,1	...	— 5,7	+ 0,3	+ 1,2	+ 19,1	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	— 4,5	—	—	—	—	—	— 4,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	+ 0,6	—	—	...	...	...	+ 0,6
	Divers .....	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	— 0,1	— 0,1
	Total ...	—	...	—	...	...	— 3,9	—	...	...	...	— 0,1	— 4,0
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,7	...	...	...	— 0,1	...	—	...	...	+ 0,3	...	+ 1,0
	Dépôts sur livrets	+13,2	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 13,2
	Dépôts à terme	+ 0,1	+ 0,2	...	...	+ 0,2	...	—	...	...	...	+ 0,5	+ 1,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,7	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,7
	Réserves mathématiques des sociétés de capita- lisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 0,1		
	Divers	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,5
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)
	Total ...	+16,1	+ 0,2	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,7	+ 17,4
Organ. d'assur-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,0		
	Réserves mathématiques	+ 8,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,5		
	Divers	+ 0,1	...	— 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,6
		Total ...	+10,6	...	— 0,1	+ 0,1	...	+ 0,5	+ 11,1	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	— 0,1	...	...	...	—	...	...	...	...
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 0,1	— 0,4	— 0,1	...	...	...	— 0,4
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,1
	Dépôts à terme	— 0,3	— 0,1	...	— 0,1	...	...	—	...	...	...	...	— 0,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	+ 0,3	—	+ 0,1	...	+ 0,1	...	+ 0,5
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 6,2	+ 0,1	...	...	— 0,4	— 0,5	+ 2,2	— 0,2	— 0,1	+ 2,1	...	+ 9,3
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	+ 0,2	...	+ 0,2	...	— 1,6	+ 2,9	...	+ 1,7
	Divers	+ 0,9	...	+ 0,2	— 0,1	...	...	...	—	...	...	...	+ 1,8
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)			
	Total ...	+ 8,0	...	+ 0,2	— 0,2	— 0,2	— 0,5	+ 2,8	— 0,6	— 1,6	+ 5,0	+ 0,1	+ 0,7	+ 13,7	
Secteurs indétermi- nés et sin- gements (12)		+ 0,2	+ 0,4	— 0,2	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,1	+ 3,3	+ 0,1	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,5	—	+ 8,9	
	(13) = (1) à (12)	Total des créances	+63,1	+ 1,7	— 0,9	+ 0,2	+ 1,2	+ 4,2	+20,8	— 4,1	+18,2	+10,8	+13,9	+ 6,0	+135,1

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVII^e année, vol. I, no 2, février 1965; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	23,2	1,1	1,5	0,2	11,8	37,8	0,2	59,5	—	81,6	42,6	78,8	262,5	8,8	309,3
2. Paraétatiques d'exploitation	19,4	0,6	4,4	0,4	...	24,8	8,4	4,3	0,6	4,5	8,7	8,1	26,2	...	59,4
3. Etat (Trésor)	107,6	3,3	—	4,8	2,3	118,0	55,1	149,7	4,9	35,4	38,6	19,7	248,3	8,7	430,1
4. Secteur public non compris ailleurs	16,9	5,1	3,7	0,1	0,2	26,0	0,5	3,9	1,2	4,3	13,3	41,0	63,7	3,6	93,8
5. Sécurité sociale	17,7	...	2,8	...	1,7	22,2	0,1	0,9	...	0,1	5,3	...	6,3	2,8	31,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	184,8	10,1	12,4	5,5	16,0	228,8	64,3	218,3	6,7	125,9	108,5	147,6	607,0	23,9	924,0
7. Etranger	9,6	1,1	20,4	...	...	31,1	—	113,1	0,9	1,2	3,9	1,6	120,7	0,2	152,0
8. Organismes monétaires	276,7	2,7	3,6	10,3	1,1	294,4	35,3	12,0	5,8	2,1	1,6	0,5	22,0	8,5	360,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	130,5	0,6	...	...	3,5	134,6	...	0,2	...	0,2	0,2	0,2	0,8	2,4	137,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	142,3	...	0,1	...	0,1	142,5	...	...	...	...	...	...	...	0,5	143,0
12. Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	0,5	10,2	3,2	2,0	87,3	3,1	7,3	0,9	17,6	23,7	0,4	49,9	5,3	145,6
13. Total des intermédiaires financiers	620,9	3,8	16,7	13,5	6,7	661,6	38,4	30,5	6,7	19,9	25,5	1,1	83,7	16,8	800,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,4	— 1,5	0,7	— 1,4	4,2	9,9	0,5	0,8	— 0,9	— 0,5	9,8	—	12,6
15. Total des créances	811,1	17,2	50,9	17,5	23,4	920,1	106,9	371,8	14,8	147,8	137,0	149,8	821,2	40,9	1.889,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 501,8	— 42,2	— 379,2	— 76,3	— 8,0	— 3,9	— 45,1	+ 11,6	+ 0,9	+ 10,0	— 6,0	+ 4,2	+ 20,7	+ 28,3	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	25,3	1,3	1,6	0,1	12,9	41,2	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	294,6	8,4	344,4
2. Paraétatiques d'exploitation	20,2	0,5	4,8	0,4	...	25,9	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	28,2	1,1	63,3
3. Etat (Trésor)	110,6	3,7	—	4,0	1,9	120,2	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	260,8	9,9	443,0
4. Secteur public non compris ailleurs	17,2	5,5	2,5	0,2	...	25,4	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	70,4	3,5	99,8
5. Sécurité sociale	17,6	...	2,7	...	1,8	22,1	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	9,1	2,9	34,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	190,9	11,0	11,6	4,7	16,6	234,8	61,3	234,0	8,8	149,3	108,6	162,4	663,1	25,8	985,0
7. Etranger	9,6	1,4	21,6	...	...	32,6	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	123,8	...	156,4
8. Organismes monétaires	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	317,6	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	16,5	9,7	379,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,0	—	...	...	...	7,0	...	9,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	146,6	0,8	...	...	3,6	151,0	...	0,1	...	0,1	0,3	0,6	1,1	3,1	155,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	152,8	...	...	...	0,1	152,9	...	...	...	...	0,1	...	0,1	1,1	154,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	95,2	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	55,8	6,0	161,8
13. Total des intermédiaires financiers	677,8	4,0	16,9	14,1	6,7	719,5	40,2	29,3	0,4	13,5	35,4	1,9	80,5	19,9	860,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	— 0,1	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	16,4	—	20,3
15. Total des créances	874,3	19,0	51,2	17,7	24,6	986,8	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	883,8	45,7	2.021,8
16. Solde des créances et des dettes .	+ 529,9	— 44,3	— 391,8	— 82,1	— 9,9	+ 1,8	— 50,9	+ 13,4	+ 0,9	+ 10,8	— 5,7	+ 4,3	+ 23,7	+ 25,4	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1962

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,1	+ 0,2	...	...	+ 1,1	+ 3,4	+ 5,6	+ 11,6	—	+ 10,3	+ 3,3	+ 7,0	+ 32,2	— 0,5	+ 40,7
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 0,8	— 0,1	+ 0,3	...	...	+ 1,0	— 0,3	+ 0,7	...	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 1,1	+ 3,9
3. Etat (Trésor)	+ 3,0	+ 0,3	—	— 0,8	— 0,4	+ 2,1	— 2,1	+ 2,4	+ 2,6	+ 6,6	— 1,6	+ 0,3	+ 10,3	+ 1,3	+ 11,7
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 0,4	+ 0,4	— 1,2	...	— 0,2	— 0,6	...	+ 1,0	— 0,5	+ 0,8	+ 0,6	+ 4,7	+ 6,6	...	+ 6,0
5. Sécurité sociale	— 0,2	...	— 0,1	...	+ 0,1	— 0,2	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 1,6	...	+ 2,1	+ 0,1	+ 2,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 6,1	+ 0,8	— 1,0	— 0,8	+ 0,6	+ 5,7	+ 3,5	+ 15,8	+ 2,1	+ 18,7	+ 4,3	+ 12,4	+ 53,3	+ 2,0	+ 64,6
7. Etranger .....	...	+ 0,3	...	...	...	+ 0,3	—	+ 2,8	...	+ 0,1	— 0,2	+ 0,3	+ 3,0	+ 1,0	+ 4,3
8. Organismes monétaires	+ 22,1	...	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	+ 23,2	+ 0,1	...	— 5,7	...	...	+ 0,3	— 5,4	+ 1,2	+ 19,1
9. Fonds des Rentes .....	—	...	—	...	...	...	...	— 3,9	—	...	...	...	— 3,9	— 0,1	— 4,0
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 16,1	+ 0,2	...	...	+ 0,1	+ 16,4	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,7	+ 17,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	+ 10,6	...	— 0,1	...	...	+ 10,5	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1	+ 0,5	+ 11,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 8,0	...	+ 0,2	— 0,2	— 0,2	+ 7,8	— 0,5	+ 2,8	— 0,6	— 1,6	+ 5,0	+ 0,1	+ 5,7	+ 0,7	+ 13,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 56,8	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,6	...	+ 57,9	— 0,4	— 1,1	— 6,3	— 1,6	+ 5,1	+ 0,7	— 3,2	+ 3,0	+ 57,3
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	+ 0,2	+ 0,4	— 0,2	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,4	+ 1,1	+ 3,3	+ 0,1	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,5	+ 6,5	—	+ 8,9
15. Total des créances	+ 63,1	+ 1,7	— 0,9	+ 0,2	+ 1,2	+ 65,3	+ 4,2	+ 20,8	— 4,1	+ 18,2	+ 10,8	+ 13,9	+ 59,6	+ 6,0	+ 135,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 22,4	— 2,2	— 12,6	— 5,8	— 1,1	+ 0,7	— 0,1	+ 1,7	— 0,1	+ 0,8	— 0,3	+ 0,2	+ 2,3	— 2,9	—

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises													Financés par les organismes monétaires	Financés par et hors des organismes monétaires
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,0	- 7,0	5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	-11,1	10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	-11,1	10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	83,2	167,3	7,5	5,0	179,8	77,7	89,4	-11,2	10,2	- 7,9
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	80,7	166,3	6,9	5,1	178,3	81,0	92,7	-11,3	10,1	- 9,5
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	79,2	171,2	7,4	5,8	184,4	89,9	100,9	-11,4	11,0	-10,0
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	78,3	174,1	7,0	4,8	185,9	89,4	105,1	-11,2	10,5	-10,2
Juin	287,1	58,3	8,1	...	353,5	79,4	177,9	8,8	5,2	191,9	93,2	108,5	-11,3	10,5	-10,2
Septembre	285,1	64,1	5,0	...	354,2	81,0	176,0	7,8	5,0	188,8	95,5	109,8	-11,3	11,3	-11,1
Décembre	298,7	65,1	5,1	...	368,9	88,0	180,1	7,8	6,3	194,2	99,3	112,7	-11,4	10,8	-12,0
1965 Mars	294,2	70,6	4,5	...	369,3	87,0	179,6	6,8	7,3	193,7	99,6	113,0	-11,4	12,3	-11,9
Juin	310,6	71,1	5,1	...	386,8	92,4	186,0	7,1	7,7	200,8	103,4	117,6	-11,3	11,6	-10,1
Septembre	307,9	74,8	3,9	...	386,6	90,4	189,9	4,2	7,0	201,1	107,9	120,9	-11,3	11,3	-12,8
Décembre	320,0	77,4	4,4	...	401,8	94,8	194,7	4,7	6,6	206,0	113,6	129,0	-11,4	12,1	-13,3
1966 Mars	316,0	82,4	4,3	...	402,7	p 93,8	p 192,4	7,2	p 8,4	p 208,0	115,1	131,1	-11,5	p 11,3	p -14,0

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 4, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																					
1. Or	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁴	77,7	77,9	77,8	
2. F.M.I. — Participation	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,6	4,9	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	
b) en francs belges ³	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,6	120,6	
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2
c) sur les banques de dépôts	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	0,5
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	9,9	9,9	9,0	10,0	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations .....	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2
b) effets commerciaux	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,2	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,3	37,0	
TOTAL DE L'ACTIF ...	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	
— autres	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,3	42,6	40,1	38,8	38,8	
TOTAL DU PASSIF ...	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	80-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	69,7	70,2	71,7	72,5	73,1	73,6	74,2	74,5	76,6	78,1 ³	78,2 ³	78,6 ³	77,7	77,9	77,9	77,9	77,9	77,9	77,8	77,8	
2. F.M.I. — Participation	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	9,0	9,0	9,1	10,0	10,0	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,5	12,5	12,9	13,8	
— Prêts ¹	—	—	—	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,4	4,3	1,4	4,3	1,4	...	1,8	1,5	3,4	6,2	5,5	2,5	2,8	5,3	3,3	6,6	5,4	4,7	4,9	6,8	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	22,0	23,3	25,9	27,0	26,9	26,7	25,9	26,8	23,9	21,9	22,3	22,8	23,2	22,6	22,6	21,9	20,5	19,4	20,0	19,9	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	106,0	107,7	108,9	115,7	113,6	112,5	114,0	115,0	119,0	121,2	123,2	121,1	120,8	123,0	121,0	123,6	121,3	119,5	120,6	123,4	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,2	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,5	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	10,0	9,7	9,9	9,8	7,2	9,7	9,9	9,9	9,9	9,9	9,3	9,8	9,9	7,3	10,0	9,0	9,3	10,0	10,0	9,0	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,6	0,3	0,1	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,5	...	2,7	0,8	0,3	0,2	} 3,2
b) effets commerciaux	2,8	2,3	2,1	2,6	2,9	2,8	2,4	2,3	2,2	2,1	2,4	2,1	2,1	2,0	1,9	2,9	2,5	2,9	2,4		
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	1,5	1,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	1,8	2,5	2,5	...	0,8	1,7	2,0	2,5	0,5	0,5	...	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	0,2	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	38,7	38,0	38,8	40,2	38,8	39,2	38,3	39,1	37,5	39,8	37,8	39,2	37,0	36,8	37,1	36,3	35,2	34,4	37,0	35,4	
TOTAL DE L'ACTIF ...	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	2,9	2,7	3,0	3,0	2,9	2,8	3,1	2,8	3,3	3,3	3,2	3,1	3,3	3,0	3,4	3,5	3,4	3,4	3,6	p 3,5	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	1,4	0,1	0,1	1,7	p 0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	152,1	153,1	152,8	157,3	153,9	154,9	155,1	158,5	160,2	162,5	164,6	162,3	162,7	164,0	162,7	166,8	163,5	163,2	163,4	p 166,1	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	p 0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	40,9	40,6	41,5	42,4	41,5	42,9	41,3	42,4	40,4	42,6	41,1	42,9	40,1	39,2	39,8	38,8	38,4	36,9	38,8	p 37,7	
TOTAL DU PASSIF ...	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C6a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,3
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,4	0,2	0,2
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	40,7	39,6	43,5	42,1	44,3	42,9	48,4	41,9	44,7	43,9	50,0	45,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0	4,5	6,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	...	0,3	0,4	0,1	0,5	0,2	0,7	0,4
b) effets commerciaux	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	1,2	1,4	1,5	1,5	1,3	1,3	1,3	1,4	1,2	1,2	1,4	1,5
c) avances .....	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	0,2	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	4,2	3,4	2,4	3,0	3,8	3,1	2,8	3,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3	66,8	64,3

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres » ; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 ⁵	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,3	0,2	0,2
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,8	1,3	6,0	3,0
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,2	33,8	37,4	35,7	37,2	36,8	38,8	37,5	39,4	38,7
b) détenue par les pouvoirs publics	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...	...	1,0	0,4	0,7	0,1	0,7
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3	66,8	64,3

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 I	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	p 1,9
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,4
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5
b) en francs belges ²	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3
7. Ajustement statistique	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	p59,1
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—
— autres	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7
b) sur les organismes publics	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,9	1,3	6,0	3,0
c) sur les banques de dépôts	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,3	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	p30,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	19,3	19,7	20,7	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,7	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,7	37,4	p37,5
— autres	2,4	2,4	2,8	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	p26,6
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,7	p 0,9
— autres	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	p 1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,2	2,5	2,9	2,7	3,9	5,5	6,8	5,7	9,5	5,5	7,4
b) effets commerciaux	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,7	38,3	40,1	39,7	41,5	40,5	43,2	42,1	45,6	45,5
c) avances	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,8	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	1,8	p 1,8
— autres	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	1,9	1,9	p 1,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	p11,1
— autres	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	p 1,0
D. Autres	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,3	31,4	31,6	31,0	34,3	32,1	36,2	43,2	48,5	46,6	48,0	p48,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « Ca) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « Cb) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6
b) en francs belges ^{2 3}	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7
4. Ajustement statistique	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	0,5
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,3	90,1	95,1	94,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1
— dépôts en devises	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	1,0	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	59,5	61,2	60,9
TOTAL DU PASSIF ...	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁸	77,7	77,9	77,8	
2. F.M.I. — Participation	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5 ^p	2,0	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	11,9	11,6
5. Créances sur l'U.E.P. ²	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5
b) en francs belges ³	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8
7. Ajustement statistique	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	173,9 ^p	180,0 (6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—
— autres	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	—
b) sur les organismes publics	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	3,4	2,4	1,1	1,2	7,0	2,5	1,7	1,7	6,2	3,4	—
c) sur les banques de dépôts	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,3	4,8	5,2	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	—
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	72,9	72,1	75,5	77,7	80,4	80,2	82,8	80,9	84,3	87,4	87,8 ^p	85,2 (7)
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	26,7	27,1	28,1	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,5	37,7	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2 ^p	46,6 (7)
— autres	36,4	36,4	36,8	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8 ^p	60,6 (7)	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0	4,5	6,2 (9)
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1 ^p	1,3 (9)
— autres	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0 ^p	1,0 (9)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,8	4,7	3,0	3,6	4,8	6,0	6,9	6,4	9,7	8,9	8,0 (11)
b) effets commerciaux	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,5	37,3	42,7	42,8	44,6	43,8	45,4	44,3	46,5	45,4	49,9	49,4 (11)
c) avances	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6	44,9	46,9	47,9	48,4	50,5	52,8	54,9	57,6 (11)
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	1,8 ^p	1,8 (15)	
— autres	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4 ^p	2,6 (15)	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	—	—	—	—	—	— (8)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8	0,1	0,2	2,0	0,2	2,0	0,5	0,3	...	0,2 (14)
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4 ^p	11,1 (14)
— autres	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0 ^p	1,1 (14)	
D. Autres																					
	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,2	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	84,5	92,1	86,7	87,1 ^p	88,5 (15)
TOTAL DE L'ACTIF ..	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0	609,3	616,6

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans int'grés des organismes monétaires » dans laquelle
la rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

⁵ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année. vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

⁶ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	XIII-1	
A. Engagements envers l'étranger :																							
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																							
a) en monnaies étrangères ²	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6		
b) en francs belges ^{1 2}	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5		
4. Ajustement statistique	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3		(6)
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																							
1. Pièces et billets ³	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1		
2. Autres :																							
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,1	—	—	—	—	—	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	—	0,1	—	0,2	—	—	—	—	0,7		
b) envers les organismes publics	—	—	0,3	—	—	—	0,3	—	0,3	0,3	—	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,6	0,8	0,3	0,2	0,2		
c) envers les banques de dépôts :																							
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—		
— autres	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0	5,6	6,3	12,1	11,2	7,0	7,5	12,5	10,4		
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																							
1. Monnaie fiduciaire ⁴	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9		(1)
2. Monnaie scripturale :																							
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,2	111,6	117,6	115,1	124,1	123,7	129,4	128,0	134,9	133,7		(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4		(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																							
a) détenues par les entreprises et particuliers :																							
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3		(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1		(2)
— dépôts en devises	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2		(3)
b) détenues par le Trésor	0,2	0,1	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		(4)
4. Emprunts obligataires	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5		(13)
5. Autres :																							
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		(8)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	1,0	—	1,4	0,5	0,8	0,3	1,1		(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		(7)
D. Autres	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	94,2	99,6	99,9	100,0	99,7		(15)
TOTAL DU PASSIF ...	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0	609,3	616,6		

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

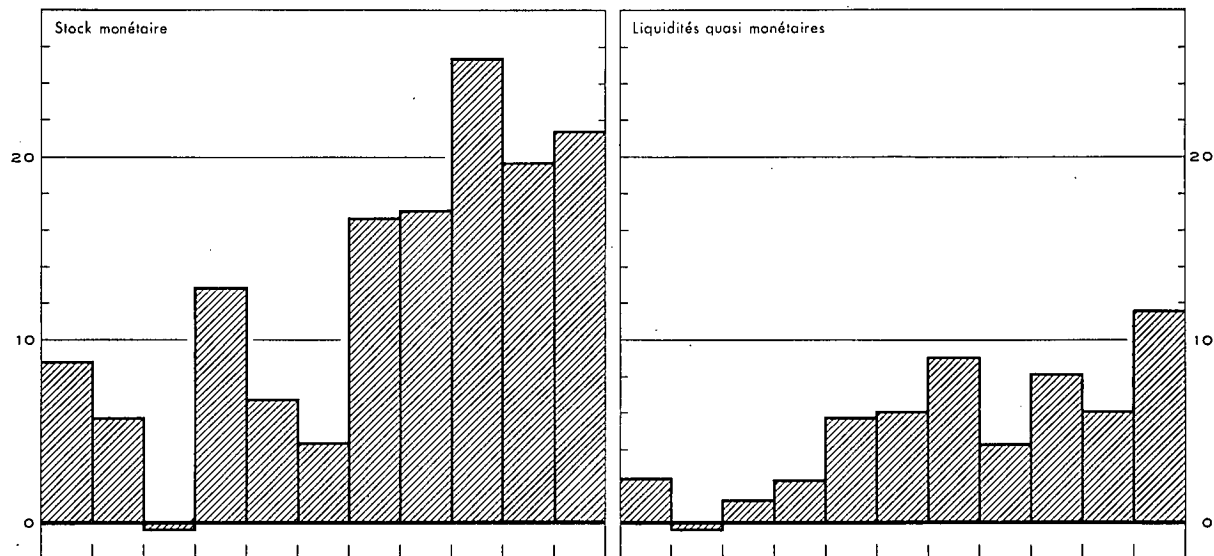
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

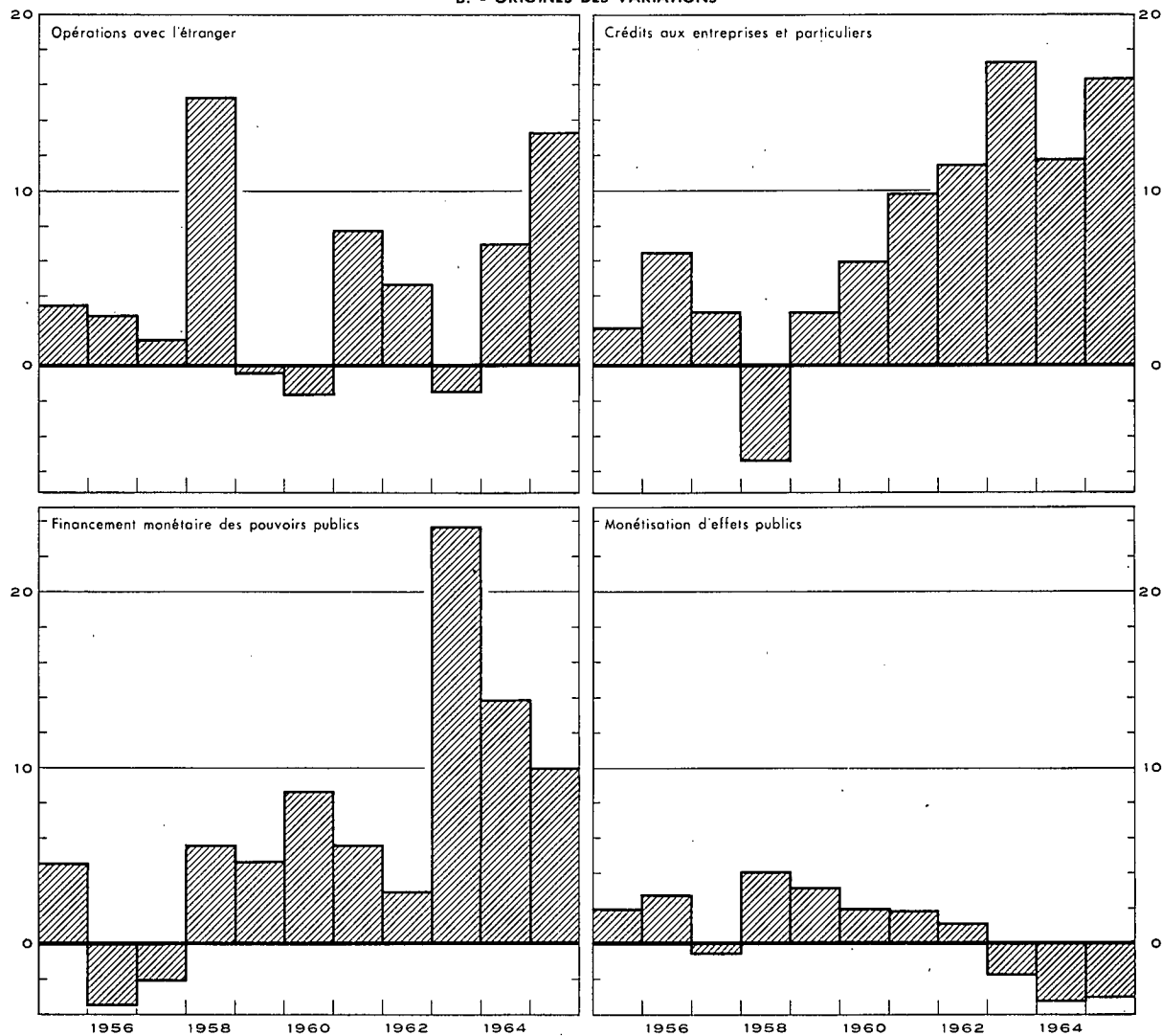
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ³	+ 3,3 ³	+ 5,4 ³	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ³	+ 3,6 ³	+ 5,3 ³	+ 5,3	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ³	+ 1,8 ³	+ 10,6 ³	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4
Total ...	+16,7 ³	+ 9,1 ³	+ 25,8 ³	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	- 1,1	+ 2,5	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	- 0,7	+ 0,6	+ 2,0
Total ...	+17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	- 2,4	+ 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 3,9
2 ^e trimestre	+10,7	+ 1,4	+ 12,1	- 0,1	+ 3,9	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 2,0	+ 3,3	+ 0,7	...	- 1,6	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,1	+ 2,7	+ 13,8	- 2,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 7,3	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	- 0,1	+ 0,3	- 0,4
Total ...	+25,4	+ 8,2	+ 33,6	- 1,4	+ 17,3	- 0,1	+ 0,7	+ 23,7	- 0,2	- 1,6	- 0,1	- 0,4	+ 0,6	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	- 1,8	+ 4,2	- 1,4	- 4,6	+ 3,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	- 0,3
2 ^e trimestre	+12,8	- 2,0	+ 10,8	+ 0,4	+ 3,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	- 0,4	- 0,1	...	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,9	+ 2,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,4	+ 0,8	+ 1,0	- 0,8	- 0,1	- 1,0	- 0,5	- 0,1	- 1,0	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,5	+ 1,1	+ 14,6	+ 6,5	+ 2,8	- 0,6	+ 0,9	+ 4,2	+ 1,3	- 0,7	- 0,2	...	+ 1,3	- 0,9
Total ...	+19,7	+ 6,1	+ 25,8	+ 7,0	+ 11,8	- 0,1	- 2,3	+ 12,2	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,5	- 1,9
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+ 4,8	+ 0,4	+ 4,7	+ 0,4	- 2,3	- 0,1	- 3,4	+ 1,0	+ 0,5	...	...	- 0,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,3	+ 1,2	+ 17,5	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 4,7	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,1	+ 0,8	+ 1,8
3 ^e trimestre	- 2,7	+ 2,5	- 0,2	+ 0,9	+ 3,2	- 2,2	+ 1,2	+ 2,6	- 1,2	- 0,9	- 1,4	...	- 0,1	- 2,3
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 8,2	+ 1,4	- 2,5	+ 3,4	+ 1,6	- 0,3	- 0,2	- 0,1	+ 0,9	- 0,8
Total ...	+21,4	+11,6	+ 33,0	+13,2	+ 16,4	- 1,2	- 2,1	+ 7,3	+ 2,6	- 1,1	- 2,0	...	+ 1,1	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	p - 0,4	+ 2,1	+ 0,4	- 0,7	p - 0,2	p + 1,8	p - 0,4	- 0,2	- 0,1	p - 0,8	p - 0,7

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.
 — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été rattachée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (3) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pour- centage de monnaie fidu- ciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire 2	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subor- donnés	détenue par les entreprises et particuliers 1						Stock de monnaie scriptu- rale
					comptes courants à la B.N.B. 2	avoirs en C.C.P. 2	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établis- sements para- étatiques 2	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (8) : (10)		
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ^a	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série 6</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	81,5	117,6	130,0	287,1	54,7
Décembre	6,8	160,3	163,8	10,8	0,6	35,9	87,6	124,1	134,9	298,7	54,8
1965 Avril	6,9	161,3	164,8	9,4	0,3	37,2	88,6	126,1	135,5	300,3	54,9
Mai	6,9	163,5	166,6	9,2	0,3	36,1	90,8	127,2	136,4	303,0	55,0
Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	36,9	92,2	129,5	141,7	310,6	54,4
Juillet	6,9	167,7	171,0	8,5	0,3	37,9	88,6	126,8	135,3	306,3	55,8
Août	6,9	165,4	168,8	8,7	0,4	35,8	89,5	125,7	134,4	303,2	55,7
Septembre	6,9	166,0	169,1	10,8	0,4	35,7	91,9	128,0	138,8	307,9	54,9
Octobre	7,0	167,0	170,5	10,0	0,3	37,2	90,6	128,1	138,1	308,6	55,2
Novembre	7,0	166,1	169,2	9,6	0,4	37,5	93,7	131,6	141,2	310,4	54,5
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,5	96,9	134,8	146,6	320,0	54,2
1966 Janvier	7,1	167,0	170,1	9,3	0,3	39,9	91,7	131,9	141,2	311,3	54,6
Février	7,1	166,6	169,7	9,7	0,3	37,3	91,5	129,1	138,8	308,5	55,0
Mars	7,1	166,9	169,9	12,4	0,4	36,9	96,4	133,7	146,1	316,0	53,8
Avril	7,1	169,6	173,1	12,6	0,3	40,2	95,1	135,6	148,2	321,3	53,9

1 Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

2 Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

3 Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

4 En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

5 Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

6 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 0,8	- 3,9	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série 9</i>												
2 ^e trimestre	98,6	-15,4	83,2									
3 ^e trimestre	99,6	-18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	-23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 2,0	- 1,4	- 1,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	- 1,0	+ 1,1	+ 0,4	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,4	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,8
4 ^e trimestre	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	- 0,2	- 0,6	+ 6,5	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,1	+ 7,0	+ 1,8	+10,6
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,4	- 1,1	- 3,6	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	p- 0,6	p- 2,6
4 ^e trimestre	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,7	+ 4,5	- 0,6	...	+ 1,4	+ 3,7	p+ 0,4	p+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	p+ 0,5	p+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre	119,7	p-25,9	p93,8	- 3,1	p+ 2,1	p- 1,0	p- 1,2	p+ 0,2	+ 0,4	p- 0,4		

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].
- moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, total, et tableaux IX - 2 et 3, rubrique 7.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1968, pp 172 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre
ACTIF							
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62	7
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	6
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655	625	34
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025
Monnaies divisionnaires et d'appoint	645	617	490	326	247	397	455
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362
PASSIF							
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269
Comptes courants :							
Trésor public							
compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5	18
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12	14
compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161	262
b) autres accords	224	263	365	413	333	383	217
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253	—
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187
Capital	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362

N. R. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1965 8 mars	1966 7 mars	1965 5 avril	1966 4 avril	1965 10 mai	1966 9 mai	1965 4 juin	1966 6 juin
ACTIF								
Encaisse en or	74.219	77.816	74.497	77.816	75.223	77.799	76.615	77.772
Monnaies étrangères	25.958	20.852	25.479	20.914	25.671	21.591	24.076	19.909
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	8.932	11.021	8.957	10.849	9.408	10.858	10.960	9.440
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	51	—	47	—	43	—	38	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participations	9.016	12.568	9.016	12.941	9.116	13.990	9.992	13.991
— Prêts ¹	1.500	3.375	1.500	3.375	1.500	3.375	3.375	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	24	46	89	78	91
Débiteurs pour change et or, à terme ...	25.579	20.435	24.910	20.044	24.837	20.685	23.297	19.516
Effets de commerce	2.772	6.933	4.785	8.360	4.080	7.069	6.180	10.910
Avances sur nantissement	1.500	31	1.389	37	2.499	26	356	218
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	9.900	9.775	9.850	9.600	9.050	9.400	9.900	9.950
Monnaies divisionnaires et d'appoint	604	534	617	547	586	514	543	452
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	1	1	1	2	1	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.950	3.197	2.949	3.197	2.953	3.197	2.953	3.196
Immeubles, matériel et mobilier	1.711	1.787	1.711	1.787	1.712	1.788	1.712	1.788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.678	1.881	1.675	1.881	1.684	1.882	1.685	1.896
Divers	1.371	1.517	1.445	1.608	1.269	1.522	1.290	1.692
Compte d'ordre :	203.243	207.224	204.328	208.481	205.178	209.287	208.551	209.697
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.150	1.048	1.032	901	910	779	808	532

PASSIF

Billets en circulation	158.141	167.046	159.953	168.670	160.793	168.989	164.357	171.640
Comptes courants :								
compte ordinaire ...	18	24	7	6	20	2	6	12
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	12	13	12	13	11	13	11	13
compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	...	—	...	—	...	—	...	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	316	400	315	399	318	381	320	381
Comptes courants divers	2.127	809	2.225	764	1.541	645	1.176	779
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	191	136	133	324	118	101	103	72
b) autres accords	309	231	240	208	228	209	286	209
Total des engagements à vue ...	161.114	168.659	162.885	170.384	163.029	170.340	166.259	173.106
Banques belges, réserve monétaire	1.302	...	1.344	...	1.382	...	1.394	...
Monnaies étrangères et or à livrer	34.561	31.509	33.932	30.951	34.403	31.612	34.352	29.011
Caisse de Pensions du Personnel	1.678	1.881	1.675	1.881	1.684	1.882	1.685	1.896
Divers	1.635	1.978	1.539	2.068	1.727	2.256	1.908	2.487
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Reserves et comptes d'amortissement ...	2.553	2.797	2.553	2.797	2.553	2.797	2.553	2.797
Compte d'ordre :	203.243	207.224	204.328	208.481	205.178	209.287	208.551	209.697
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	1.150	1.048	1.032	901	910	779	808	532

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

N. P. Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année auquel il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) ³						(moyennes mensuelles ou mois)
(fin de période)	(milliards de francs)								
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,7	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1964 3 ^e trimestre	949	52,2	37,0	64,6	150,5	65,4	150,5	431,0	93
4 ^e trimestre	956	50,7	37,2	66,5	153,1	63,5	153,1	436,2	93
1965 1 ^{er} trimestre	961	52,8	38,6	67,7	159,6	69,8	159,6	456,7	93
2 ^e trimestre	964	52,7	38,7	71,0	156,6	70,4	156,6	454,6	93
3 ^e trimestre	974	54,9	38,6	73,1	165,4	73,8	165,4	477,7	93
4 ^e trimestre	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1966 1 ^{er} trimestre	984	57,3	40,4	75,1	174,5	76,7	174,5	500,8	93
1966 Avril	962	51,9	38,0	66,6	155,0	67,5	155,0	444,1	93
Mai	963	52,4	39,1	74,9	159,2	76,0	159,2	469,3	93
Juin	964	53,7	38,9	71,3	155,7	67,6	155,7	450,3	92
Juillet	967	60,4	39,4	86,1	190,9	88,1	190,9	556,0	93
Août	969	52,4	38,4	65,6	153,8	67,9	153,8	441,1	93
Septembre	974	51,9	37,9	67,5	151,5	65,6	151,5	436,1	93
Octobre	978	53,9	38,6	72,6	164,2	70,8	164,2	471,8	92
Novembre	980	55,9	39,5	72,1	162,9	71,6	162,9	469,5	93
Décembre	981	58,1	40,4	88,2	192,6	82,0	192,6	555,4	93
1966 Janvier	982	60,4	41,3	77,9	182,1	81,9	182,1	524,0	93
Février	983	56,2	40,2	70,3	168,2	74,4	168,2	481,0	94
Mars	984	55,4	39,7	77,2	173,1	73,9	173,1	497,3	93
Avril	985	55,9	40,1	80,1	183,5	78,6	183,5	525,7	93

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les litres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués: depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 31 mars	1966 31 mars	1965 30 avril	1965 30 avril
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	1.252	—	1.344	—	1.382	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	6.523	7.851	9.683	10.493	6.812	7.857	3.943	4.404
Prêts au jour le jour	1.272	2.095	1.650	3.253	1.749	3.262	725	1.328
Banquiers	13.192	16.665	22.926	29.786	29.165	34.469	25.605	30.139
Maison-mère, succursales et filiales	4.717	6.286	6.379	3.203	12.218	5.201	5.043	6.451
Autres valeurs à recevoir à court terme	8.248	8.787	9.559	10.746	10.063	11.156	10.442	14.439
Portefeuille-effets	46.685	72.460	84.885	91.587	90.073	96.941	95.968	101.064
a) Effets publics ²	16.569	29.415	32.375	34.175	36.634	36.787	41.931	40.673
b) Effets commerciaux ³	30.116	43.045	52.510	57.412	53.439	60.154	54.037	60.391
Reports et avances sur titres	1.317	1.230	1.149	1.348	1.206	1.357	1.227	1.390
Débiteurs par acceptations	17.927	18.784	21.292	26.938	21.719	26.419	22.510	27.083
Débiteurs divers	38.608	45.661	50.802	60.186	52.310	63.917	53.591	64.338
Portefeuille-titres	75.148	72.105	74.789	86.447	77.459	87.012	79.925	87.292
a) Valeurs de la réserve légale	468	541	605	705	611	710	661	765
b) Fonds publics belges ²	71.460	67.875	69.307	80.181	72.362	80.310	74.672	80.748
c) Fonds publics étrangers	317	556	601	1.354	635	1.830	636	1.591
d) Actions de banques	1.282	1.545	1.868	1.912	1.859	1.914	1.960	1.936
e) Autres titres	1.621	1.588	2.408	2.295	1.992	2.248	1.996	2.252
Divers	2.339	2.576	3.040	3.184	2.431	2.328	2.589	2.608
Capital non versé	9	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	215.985	254.500	287.406	327.171	306.549	339.919	302.950	340.536
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	17	18	43	68	17	42	19	41
Immeubles	1.301	1.434	2.134	2.714	2.219	2.754	2.239	2.762
Participations dans les filiales immobilières	265	255	73	260	73	257	77	256
Créances sur les filiales immobilières	312	336	60	89	74	104	77	75
Matériel et mobilier	200	289	341	375	348	399	357	408
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	2.095	2.332	2.651	3.506	2.731	3.556	2.769	3.542
Total de l'actif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	309.280	343.475	305.719	344.078

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'alors, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.973	1965 31 mars	11.754	1966 31 mars	13.718
1963 31 décembre	8.673	1965 31 décembre	14.404	1965 30 avril	11.894	1966 30 avril	13.811

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

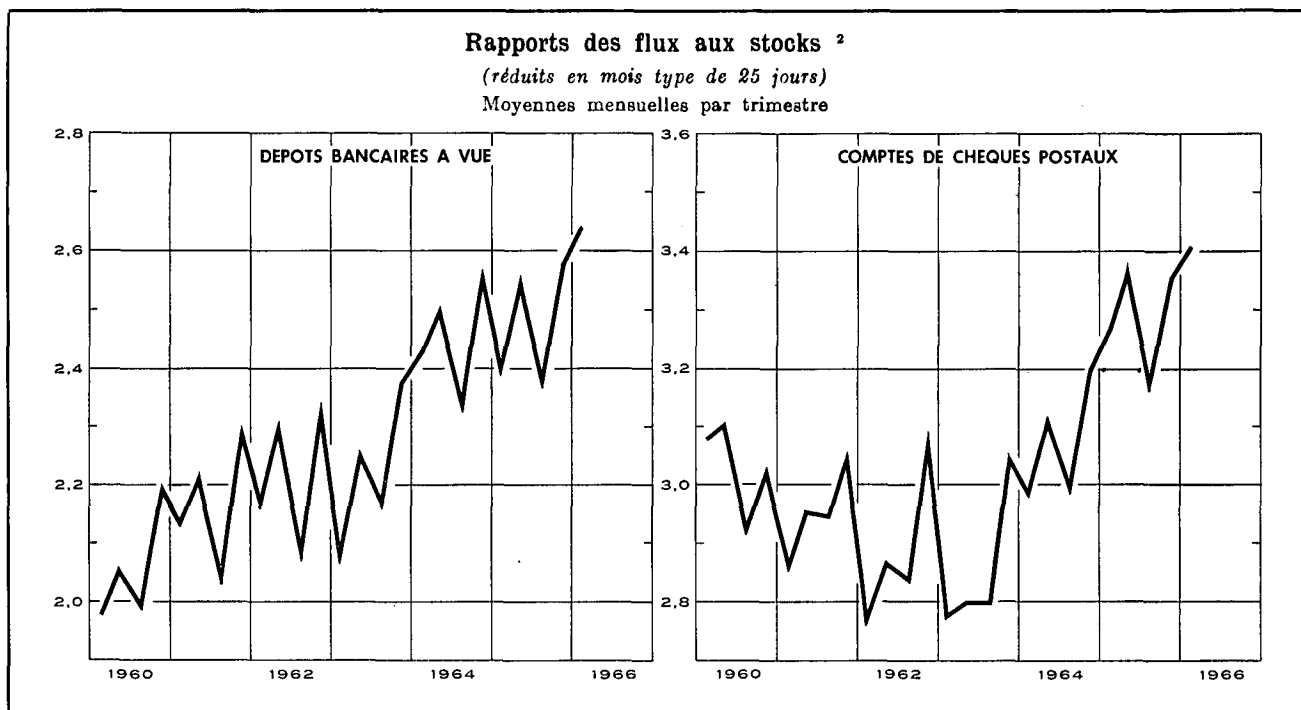
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1962	1963	1964	1965	1965	1966	1965	1966
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 mars	31 mars	30 avril	30 avril
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42).....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	1.747	804	698	589	442	994	2.855	613
Emprunts au jour le jour	871	1.406	2.420	3.433	1.749	3.254	2.879	5.074
a) Garantis par des sûretés réelles	815	1.232	1.214	815	1.698	1.301	2.760	2.100
b) Non garantis par des sûretés réelles	56	174	1.206	2.618	51	1.953	119	2.974
Banquiers	26.553	38.661	51.301	57.426	57.426	64.756	55.029	60.200
Maison-mère, succursales et filiales	4.800	7.884	7.065	6.062	12.951	6.167	6.036	6.211
Acceptations	17.928	18.784	21.292	26.937	21.719	26.419	22.510	27.083
Autres valeurs à payer à court terme	3.875	4.901	5.287	6.578	5.252	6.330	5.361	8.312
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.095	1.216	1.254	1.413	1.301	1.475	1.378	1.465
Dépôts et comptes courants	130.956	150.290	164.568	189.447	172.178	194.922	172.879	194.437
a) A vue	71.259	81.543	86.118	92.774	84.966	91.179	85.087	90.334
b) A un mois au plus	5.532	5.159	9.034	11.847	10.242	12.872	10.908	12.719
c) A plus d'un mois	29.392	30.007	29.915	33.487	34.925	42.453	34.711	42.818
d) A plus d'un an	2.201	1.138	731	1.106	1.053	1.164	957	1.173
e) A plus de deux ans	2.671	3.049	3.020	3.031	2.965	2.961	2.951	2.948
f) Carnets de dépôts	17.937	27.355	33.743	40.179	36.047	42.329	36.269	42.488
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.994	2.039	2.007	2.023	1.980	1.964	1.996	1.957
Obligations et bons de caisse	11.060	11.433	11.380	11.371	11.360	11.471	11.268	11.521
Montants à libérer sur titres et participations	689	672	991	977	990	978	991	978
Divers	6.104	6.809	7.752	8.030	6.914	7.700	7.214	8.921
Total de l'exigible ...	205.208	242.860	274.008	312.263	292.282	324.466	288.400	324.815
C. Non exigible :								
Capital	7.636	8.221	9.814	11.245	10.804	11.675	10.984	11.678
Fonds indisponibles par prime d'émission	785	838	1.245	1.949	1.333	1.990	1.333	1.990
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	467	541	607	705	611	710	661	765
Réserve disponible	3.828	4.179	4.197	4.306	4.033	4.414	4.135	4.602
Provisions	156	193	186	209	217	220	206	228
Total du non exigible ...	12.872	13.972	16.049	18.414	16.998	19.009	17.319	19.263
Total du passif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	309.280	343.475	305.719	344.078

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		avoirs en C.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1964 3 ^e trimestre	145,2	119,0	264,2	2,41	2,35	3,00
4 ^e trimestre	164,2	125,6	289,8	2,60	2,57	3,20
1965 1 ^{er} trimestre	157,3	133,9	291,2	2,44	2,41	3,27
2 ^e trimestre	173,4	138,2	311,6	2,52	2,56	3,38
3 ^e trimestre	161,6	130,4	292,0	2,46	2,39	3,18
4 ^e trimestre	178,9	140,6	319,5	2,61	2,58	3,36
1966 1 ^{er} trimestre	182,1	144,0	326,1	2,67	2,64	3,41
1965 Mars	158,8	121,6	280,4	2,61	2,42	3,00
Avril	167,9	132,3	300,2	2,53	2,53	3,29
Mai	174,2	147,3	321,5	2,47	2,57	3,60
Juin	177,9	135,1	313,0	2,57	2,57	3,25
Juillet	166,6	141,3	307,9	2,55	2,45	3,35
Août	158,3	126,9	285,2	2,36	2,36	3,14
Septembre	160,0	123,0	283,0	2,46	2,36	3,06
Octobre	164,7	134,5	299,2	2,49	2,40	3,26
Novembre	181,5	138,5	320,0	2,54	2,65	3,33
Décembre	190,4	148,8	339,2	2,79	2,69	3,49
1966 Janvier	179,2	147,4	326,6	2,58	2,58	3,39
Février	180,0	148,5	328,5	2,52	2,62	3,57
Mars	187,0	136,1	323,1	2,92	2,71	3,26

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge : situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation : (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n^o 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1^{er} et 9 du chapitre XIII — Rapport annuel de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.388	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1963 Janvier	7.061	550	...	...	1.457	6.020	...	—	...	...
Février	6.941	1.159	900	...	154	6.054	...	—	...	...
Mars	8.212	1.663	100	...	706	6.471	...	—	979	...
Avril	8.387	1.330	...	70	973	7.702	...	—	...	...
Mai	8.604	1.319	...	390	1.408	8.650	...	—	...	...
Juin	9.008	1.058	500	...	489	7.949	...	—	...	...
Juillet	8.690	1.100	...	...	71	6.828	...	—	...	...
Août	8.396	1.315	...	...	126	6.569	...	—	228	...
Septembre ...	8.648	1.370	...	...	...	6.282	...	—	639	...
Octobre	8.543	1.629	...	...	...	6.459	572	—	...	...
Novembre ...	8.562	1.721	...	...	...	6.851	280	—	...	...
Décembre ...	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	5.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre ...	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre ...	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre ...	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...

1 Y compris les opérations à réméré.

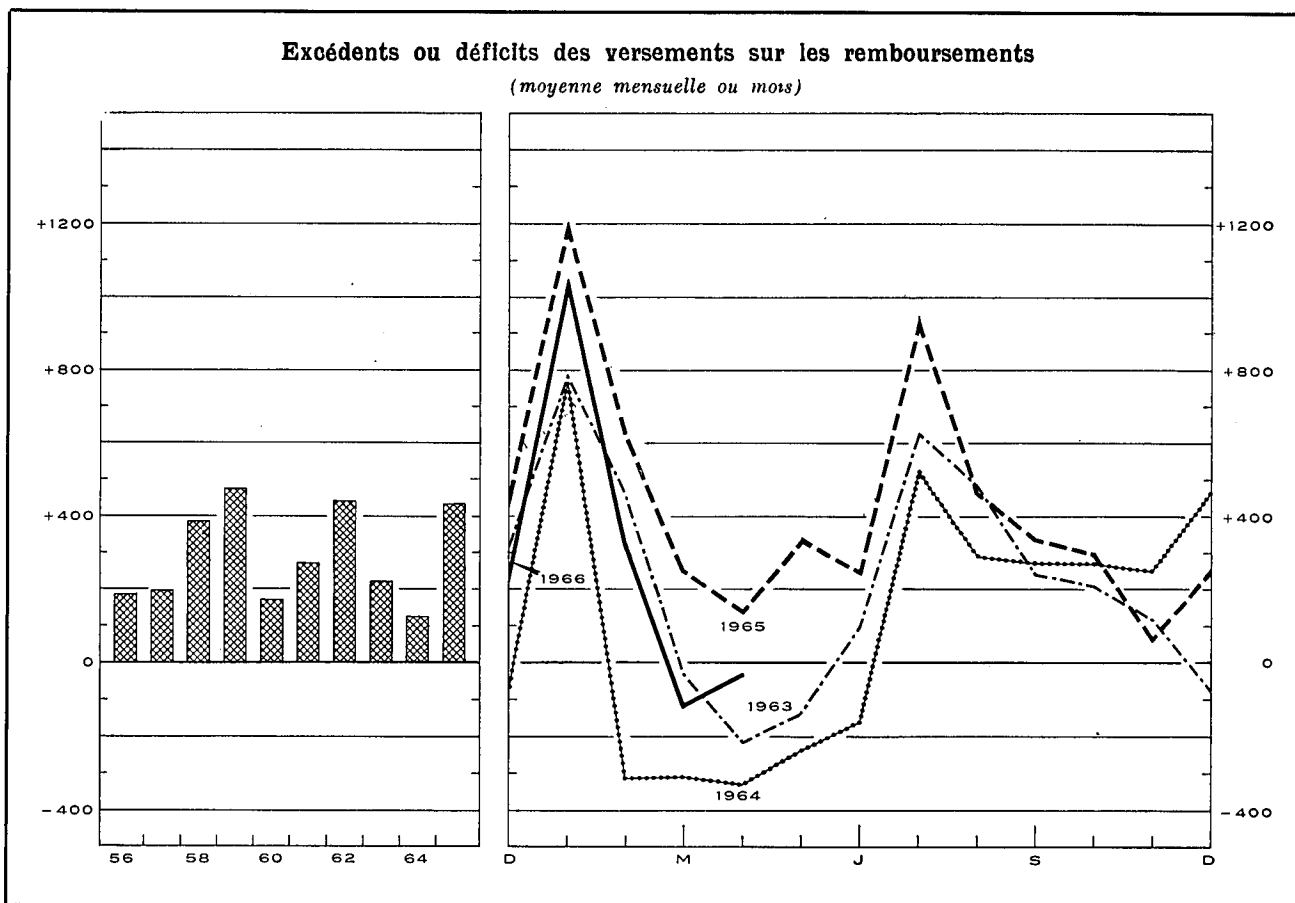
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)				
1955	13.624	12.176	1.448	52.354 ¹				
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654 ¹				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980 ¹				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395 ¹				
1965	32.247	27.053	5.194	112.148 ¹				
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	3.195	p 3.275	1.983	p 2.221	1.212	p 1.054	103.607	p113.202
Février	2.562	p 2.723	1.935	p 2.397	627	p 326	104.234	p113.528
Mars	2.558	p 2.833	2.303	p 2.944	255	p -111	104.489	p113.417
Avril	2.500	p 2.807	2.353	p 2.833	147	p - 26	104.636	p113.391
Mai	2.691		2.348		343		104.979	
Juin	2.710		2.452		258		105.237	
Juillet	3.212		2.266		946		106.183	
Août	2.516		2.042		474		106.657	
Septembre	2.575		2.231		344		107.001	
Octobre	2.711		2.408		303		107.304	
Novembre	2.220		2.150		70		107.374	
Décembre	2.797		2.582		215		112.148	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7
Avances à l'industrie	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1
Crédit agricole	—	—	—	—	0,1	...
Crédit d'exportation	0,2	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7
Certificats de Trésorerie	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1
Prêts au jour le jour	1,1	0,8	0,7	0,9	0,9	...
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	—	— 1,3
Total des placements provisoires ² ...	19,7	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2
Placements définitifs ² :						
Rentes belges directes	19,7	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	16,5	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5
Obligations de sociétés belges	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Prêts hypothécaires	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9
Crédit agricole	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6
Total des placements définitifs ² ...	68,2	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5
Intérêts courus et non échus sur placements	1,6	1,8	2,0	2,6	3,1	³
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	—	6,2
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	74,3	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,8	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,1	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	78,5	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5
Dépôts en comptes courants ⁴	3,7	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisé en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,7	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,0	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1
Obligations de sociétés belges	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0
PASSIF						
Fonds des Rentes ²	13,8	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9
Réserves mathématiques ³	8,2	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8
Total ...	22,0	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.
² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».
³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	2,2	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	1,3	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Total ...	4,5	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	3,2	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1
Fonds de réserve et de répartition	1,4	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6
Total ...	4,6	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.
² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
Nouvelle série 1																
1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 ^e trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 ^e trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3
4 ^e trimest.	40,7	13,8	11,1	65,6												

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Portefeuille-effets :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0	12,6
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9	11,1
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1	25,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3	1,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	—	—	0,3
Crédits commerciaux	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4	1,0
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1
PASSIF						
Obligations	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9	45,6
Bons de caisse	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8	9,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7

1 Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »								Solde disponible à la fin de la période	Dettes à court, moyen et long terme versés le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes	
	Versements		Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dettes à court, moyen et long terme versés le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique				créditeurs	débiteurs		
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires				Total	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)			(11)	(12)
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (8) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1964	Avril	4.674	664	151	80	895	25	760	785	4.784	60.599	7.305	1.614	2.504	2.469
	Mai	4.784	578	130	97	805	19	955	974	4.615	61.294	7.603	2.187	1.999	1.687
	Juin	4.615	673	258	121	1.052	23	1.089	1.112	4.555	61.177	7.719	1.878	2.355	2.138
	Juillet	4.555	1.047	141	163	1.351	27	1.144	1.171	4.735	62.977	7.139	1.278	3.234	3.853
	Août	4.735	692	147	140	979	29	1.076	1.105	4.609	63.784	6.366	1.880	2.446	1.711
	Septembre	4.609	953	205	84	1.242	22	1.267	1.289	4.562	64.920	6.260	1.931	2.584	2.053
	Octobre	4.562	700	248	101	1.049	25	957	982	4.629	65.257	5.916	1.714	3.155	3.404
	Novembre	4.629	599	124	94	817	20	955	975	4.471	65.945	5.540	1.730	3.231	1.858
	Décembre	4.471	782	182	159	1.123	23	1.221	1.244	4.350	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928
1965	Janvier	4.350	379	93	31	503	20	727	747	4.106	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653
	Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419
	Mars	4.004	611	199	162	972	45	894	939	4.037	67.737	5.430	1.525	4.083	2.732
	Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277
	Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245
	Juin	4.304	662	211	195	1.068	29	1.174	1.203	4.169	69.252	4.857	1.939	3.819	2.424
	Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458
	Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971
	Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518
	Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308
	Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491
	Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975
1966	Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451
	Février	3.783	558	247	197	1.002	30	803	833	3.952	73.135	4.720	1.433	4.688	2.572
	Mars	3.952	722	167	119	1.008	28	1.000	1.028	3.932	73.732	4.705	1.504	5.044	4.216
	Avril	3.932	696	159	167	1.002	40	674	714	4.240	73.789	4.752	1.372	5.649	3.236

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	2,3	2,6	3,1	3,5	3,7	1,2	1,4	1,6	1,7	2,0
Prêts hypothécaires	9,0	10,5	11,4	12,1	14,2	2,3	2,7	3,2	3,6	4,2
Prêts sur police	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	4,8	5,3	5,7	5,9	6,2	3,2	3,4	3,6	3,7	3,8
Valeurs étrangères	1,3	1,9	1,5	1,9	1,9	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
Titres garantis par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	4,2	4,2	4,6	5,0	5,1	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9
Titres des autres organismes										
parastataux	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,4	1,7	1,8	1,9	1,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	7,2	7,4	8,1	9,0	9,2	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,1	2,2	2,3	2,9	3,0	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8
Total des valeurs mobilières ...	22,5	24,2	25,7	28,3	29,1	6,7	7,2	7,7	7,9	8,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	35,3	38,7	41,7	45,3	49,1	10,7	11,6	12,6	13,6	14,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1964 3 ^e trimestre .	3,94
4 ^e trimestre .	4,03
1965 1 ^{er} trimestre .	3,55
2 ^e trimestre .	4,00
3 ^e trimestre .	3,98
4 ^e trimestre .	4,02
1966 1 ^{er} trimestre .	4,22

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1964*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE GLOBALE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
I. Particuliers :										
1. Epargne-dépôts :										
Caisses d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,4	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9
Banques	2,2	-0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,8
Institutions parastatales	0,5	0,6	-0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9
Mutualités .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Doubles comptages et dépôts autres que particuliers	-0,2	-1,0	0,3	-1,3	...	-0,8	-1,8	-1,3	-2,0	1,5
Total ...	7,8	5,2	6,8	13,4	16,0	10,8	19,4	19,8	20,9	21,4
2. Epargne-réserves :										
Fonds de pensions	1,0	1,2	1,3	1,4	1,2	1,9	1,6	1,0	0,9	0,8
Organismes d'assurance sur la vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	6,6	4,9	4,6	5,4	5,8
Organismes d'assurance de la responsabilité civile des transporteurs par route	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	1,2	1,0
Total ...	5,2	5,4	5,5	6,0	7,3	9,3	7,4	6,7	7,8	7,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :										
Prêts hypothécaires nouveaux consentis par les particuliers	2,6	1,8	1,6	2,0	1,8	0,7	1,8	3,3	1,8	2,6
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	14,6
Constructions d'habitations (investissements directs nets par les particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,6	2,7	3,6	4,4	4,7	4,3	2,8
Total ...	10,4	9,4	10,7	10,7	13,0	13,5	16,2	20,1	18,5	20,0
4. Souscriptions des particuliers aux émissions nettes de valeurs mobilières	10,7	6,0	15,4	16,9	13,7	17,0	11,3	18,1	9,9	18,0
Epargne nette totale (1 à 4)	34,1	26,0	38,4	47,0	50,0	50,6	54,3	64,7	57,1	67,2
Amortissements sur habitations	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	9,1	9,2	9,9
Epargne brute totale des particuliers	40,3	32,5	45,5	54,6	57,6	58,4	62,4	73,8	66,3	77,1
II. Entreprises :										
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,9	9,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	41,9
Epargne brute des entreprises	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,6	50,9
Total général : Epargne nette ...	47,6	39,4	46,6	50,8	59,6	60,7	65,3	73,9	73,0	76,2
Epargne brute ...	78,9	72,8	82,4	88,1	98,3	102,8	109,1	121,7	123,9	128,0

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC
1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(5) = (3) + (4)	(8) = (7)	(9) = (5) + (8)
					(1)	(2)	(3)	(4)	(6)					(7)	(8)	(9)
1. Etat (dette directe uniquement)	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	7,9 ⁶	3,5 ⁷	4,4	8,7
3. Organismes paraétatiques de crédit	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,2	1,3	2,0	3,0
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	14,1	7,3	6,8	24,6
6. Congo et Rwanda-Burundi	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	14,1	7,3	6,8	24,6
7. Rectifications à apporter pour :	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁸	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁹	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Y compris 3,9 milliards de titres émis en contrepartie d'échéances en capital et en intérêts se rapportant à plusieurs exercices.

⁷ Y compris 2,3 milliards d'amortissements se rapportant à plusieurs exercices.

⁸ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁹ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ¹ (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ²	
Mois	Jour							
1964	Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000	6,44
	Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	5.000	6,44
	Mai	25	Etat belge 1964-1975	6,25 — 6,50 ⁴	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085	6,41
	Septembre	2	S.N.C.B. 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	99,50	à 5 ou 10 ans	1.500	6,58
	Octobre	12	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	11.000	6,44
	Novembre	3	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
						38.085		
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ⁵	99,50	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ⁶	99,50	à 6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	à 6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	à 6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Interc.-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 ⁸	99,00	à 8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 ⁸	99,00	à 8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50 ⁹	99,75	à 6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50 ¹⁰	99,75	à 6 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre	13	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
						46.215		
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976 1 ^o s.	6,25 — 6,50 ³	99,25	à 5 ou 10 ans	10.000	6,55
	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹¹	99,00	à 7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹¹	99,00	à 7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Avril	4	Crédit Communal 1966-74-81	6,50 — 6,70 ¹²	99,25	à 8 ou 15 ans	2.000	6,66
	Mai	9	Etat belge 1966-1971-1976, 2 ^e s.	6,25 — 6,50 ³	99,00	à 5 ou 10 ans	7 9.200	6,59

- ¹ Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI-1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement aux sinistrés par la C.A.D.G., ainsi que celles émises par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.
- ² Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêts nominaux de l'emprunt.
- ³ Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.
- ⁴ Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.
- ⁵ Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.
- ⁶ Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.
- ⁷ Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.
- ⁸ Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.
- ⁹ Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.
- ¹⁰ Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.
- ¹¹ Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,70 % pendant les 8 dernières années.
- ¹² Intérêts : 6,50 % pendant les 8 premières années, 6,70 % pendant les 7 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5,5-1,25	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50 6,00	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
		31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

- ¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.
- ² Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
- ³ Emprunt de conversion.
- ⁴ Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.
- ⁵ Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) ²	Dette reprise du Congo ³	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) ²
	intérieure				extérieure								
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964 Mars	270,1	9,8	55,0	38,2	373,1	18,1	29,3	47,4	420,5	29,1	449,6		
Avril	269,3	6,0	56,2	39,6	371,1	18,1	29,8	47,9	419,0	34,1	453,1		
Mai	269,0	6,0	57,9	38,0	370,9	18,1	30,4	48,5	419,4	34,0	453,4		
Juin	275,4	5,8	54,6	39,9	375,7	17,9	30,4	48,3	424,0	33,0	457,9		
Juillet	274,6	5,8	48,8	41,6	370,8	17,8	30,2	48,0	418,8	33,8	452,6		
Août	274,3	5,8	52,9	38,3	371,3	17,7	30,6	48,3	419,6	33,7	453,3		
Septembre	273,9	5,8	54,3	38,1	372,1	17,5	31,4	48,9	421,0	33,5	454,5		
Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4		
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7		
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965 Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8		
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9		
Mars	233,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7		
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1		
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	484,7
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	484,6
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	477,5
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	478,9
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	475,9	4,8	480,7
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	478,5	4,8	483,3
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	481,8	4,4	486,2
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966 Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	482,4	4,4	486,8
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	44,9	454,3	33,3	487,6	4,3	491,9
Mars	297,7	6,8	62,8	41,9	409,2	15,3	30,6	45,9	455,1	33,0	488,1	4,2	492,3
Avril	296,8	7,0	64,3	43,7	411,8	15,2	31,4	46,6	458,4	32,9	491,3	4,2	495,5

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
Etat ²	204,2	216,2	231,8	238,8	250,8	44,9	42,5	66,6 ⁵	64,4 ⁵	64,2 ⁵	249,1	258,7	298,4 ⁵	303,2 ⁵	315,0 ⁵
Organismes publics de crédit non monétaires	84,5	96,1	106,1	113,2	120,0	18,8	20,2	21,9	23,3	25,3	103,3	116,3	128,0	136,5	145,3
Paraétatiques d'exploitation	26,2	25,4	26,5	28,3	28,3	5,5	6,0	6,5	6,2	6,5	31,7	31,4	33,0	34,5	34,8
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1
Secteur public non compris ailleurs	26,2	25,7	26,2	26,6	25,9	9,9	10,1	10,6	11,1	13,1	36,1	35,8	36,8	37,7	39,0
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2
Pour mémoire : Titres congolais	10,8	10,8	10,8	9,8	9,8	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	12,9	12,9	12,9	11,9	11,9

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises et particuliers, Etranger	190,0	201,3	210,5	212,6	228,3	5,2	4,5	6,8	6,7	7,3	195,2	205,8	217,3	219,3	235,6
Paraétatiques d'exploitation	2,5	2,7	3,2	3,5	3,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,2	3,0	3,2	3,6	4,0	3,6
Secteur public non compris ailleurs ³	1,8	1,6	1,7	1,9	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,9	1,7	1,8	2,0	2,0
Sécurité sociale	2,5	2,3	1,7	1,5	2,6	1,0	1,0	0,8	1,2	1,5	3,5	3,3	2,5	2,7	4,1
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires ⁴	35,1	40,5	49,3	51,7	52,3	37,7	37,6	59,5 ⁵	58,6 ⁵	59,3 ⁵	72,8	78,1	108,8 ⁵	110,3 ⁵	111,6 ⁵
Fonds des Rentes	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9	—	—	—	—	—	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	40,5	41,7	45,1	49,1	47,1	14,8	14,2	14,8	16,6	19,8	55,3	55,9	59,9	65,7	66,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	56,1	59,1	62,4	69,1	73,6	25,7	28,0	30,7	31,7	34,4	81,8	87,1	93,1	100,8	108,0
Organismes publics de crédit non monétaires ...	6,9	8,2	9,8	10,0	9,9	...	...	2,3	1,3	0,6	6,9	8,2	12,1	11,3	10,5
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Centrale de Crédit Hypothécaire.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

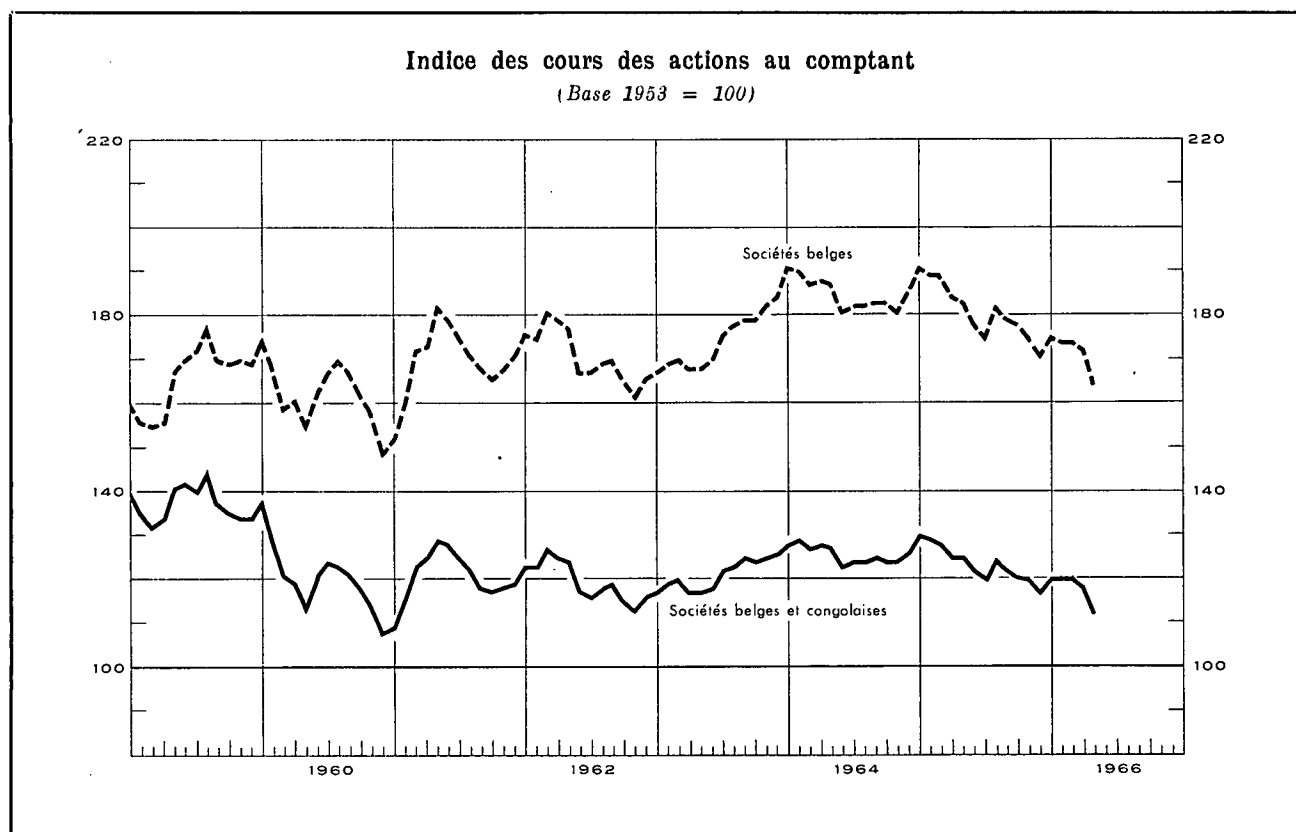
⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁵ Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963 et 1964.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances · (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement % 3				
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5				
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges							
(Base 1953 = 100) 2 4										
1955 Moyenne mensuelle ...	152	157	146	141	3,0	—				
1956 Moyenne mensuelle ...	113	164	158	139	3,3	—				
1957 Moyenne mensuelle ...	106	155	158	133	3,6	—				
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	117	3,9	—				
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	129	3,4	2,9				
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	116	4,5	2,8				
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	115	4,5	3,1				
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	113	3,2	3,2				
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	116	2,7	3,0				
1964 Moyenne mensuelle ...	85	126	185	115	2,6	3,0				
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	114	2,7	3,1				
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	111	98	130	120	191	175	120	113	2,7	3,1
Février	115	90	129	120	189	174	119	115	2,9	3,2
Mars	91	78	128	120	189	174	120	115	2,7	3,1
Avril	82	89	125	118	184	172	116	112	2,6	3,0
Mai	78		125	112	183	164	117	108	2,6	3,0
Juin	89		122		178		113		2,7	3,0
Juillet	61		120		175		111		2,7	3,0
Août	65		124		182		115		2,7	3,0
Septembre	72		122		179		113		2,7	3,0
Octobre	80		121		178		112		2,8	3,1
Novembre	78		120		175		111		2,9	3,2
Décembre	74		117		171		107		2,9	3,2

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.550	0,3	788	63	11.066	505

Sociétés financières et immobilières ⁵

1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.963	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735

Industrie des fabrications métalliques

1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109

Métallurgie du fer

1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348

Industrie textile

1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20

Notes voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en via au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
Industrie chimique									
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
Electricité									
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	...	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
Industrie du charbon									
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}									
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	709	35

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.660	2.775

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 4 premiers mois	5.525	55,6	32,5	8,1	1,0	4,3	0,8
5 premiers mois	9.355	123,4	75,4	15,9	2,1	8,2	1,1
6 premiers mois	11.383	146,6	91,7	19,7	2,6	10,0	1,3
7 premiers mois	12.058	152,0	96,9	20,3	2,7	10,4	1,6
8 premiers mois	12.374	153,5	97,8	20,6	2,8	10,4	1,7
9 premiers mois	12.829	155,5	99,1	20,9	2,8	10,5	1,8
10 premiers mois	13.414	165,4	105,8	22,1	3,0	10,9	2,1
11 premiers mois	13.825	177,0	113,4	23,5	3,1	11,7	2,3
12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	153	2,3	1,1	0,3	0,1	0,2	0,5
2 premiers mois	388	3,4	2,2	0,9	0,1	0,2	0,8
3 premiers mois	2.193	22,4	15,3	4,0	0,3	1,6	1,2
4 premiers mois	5.561	60,7	38,1	9,0	1,2	3,9	1,7
5 premiers mois	9.529	132,7	77,6	17,3	2,2	7,8	2,2
6 premiers mois	11.686	157,0	96,7	21,7	2,6	9,7	2,7
7 premiers mois	12.417	163,4	102,6	22,6	3,0	10,1	3,1
8 premiers mois	12.721	164,8	103,6	22,8	3,0	10,1	3,4
9 premiers mois	13.161	167,3	105,5	23,2	3,1	10,3	3,8
10 premiers mois	13.714	174,0	110,2	24,0	3,4	10,7	4,2
11 premiers mois	14.096	188,3	119,9	25,4	4,2	11,5	4,7
12 mois	14.536	207,9	128,9	27,3	4,5	12,7	5,2
1965 Janvier	132	2,9	1,2	0,3	...	0,2	0,4
2 premiers mois	291	3,8	2,6	1,0	0,1	0,5	0,8
3 premiers mois	1.543	22,4	13,0	3,7	0,3	1,8	...

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 4 premiers mois	50	2,9	1,0	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	96	20,3	15,9	2,1	0,1	0,8	...
6 premiers mois	216	32,0	22,4	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	252	35,2	24,2	2,8	0,4	1,1	...
8 premiers mois	255	35,2	24,3	2,8	0,4	1,1	...
9 premiers mois	265	35,6	24,3	2,8	0,4	1,1	...
10 premiers mois	280	36,6	24,8	2,8	0,5	1,1	...
11 premiers mois	298	39,4	26,4	2,8	0,7	1,2	...
12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	29	1,0	0,4	...	0,1	...	...
4 premiers mois	59	2,5	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	115	13,1	11,9	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	232	33,6	24,6	2,6	0,6	1,3	...
7 premiers mois	248	34,7	25,4	2,7	0,6	1,3	...
8 premiers mois	252	34,9	25,5	2,7	0,7	1,3	...
9 premiers mois	257	35,0	25,5	2,7	0,7	1,3	...
10 premiers mois	276	36,9	26,7	2,7	0,8	1,3	...
11 premiers mois	302	39,8	28,0	2,8	0,8	1,3	...
12 mois	318	41,0	29,0	3,0	0,9	1,4	...
1965 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,8	0,6	...	...	...	...
3 premiers mois	21	1,4	0,8	...	...	...	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 4 premiers mois	5.575	58,5	33,5	8,2	1,1	4,3	0,8
5 premiers mois	9.451	143,7	91,3	18,0	2,2	9,0	1,1
6 premiers mois	11.599	178,6	114,1	22,4	2,9	11,1	1,3
7 premiers mois	12.310	187,2	121,1	23,1	3,1	11,5	1,6
8 premiers mois	12.620	188,7	122,1	23,4	3,2	11,5	1,7
9 premiers mois	13.094	191,0	123,4	23,7	3,2	11,6	1,8
10 premiers mois	13.694	202,0	130,6	24,9	3,5	12,0	2,1
11 premiers mois	14.123	216,4	139,8	26,3	3,8	12,9	2,3
12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	157	2,4	1,2	0,3	0,1	0,2	0,5
2 premiers mois	396	3,5	2,4	0,9	0,1	0,2	0,8
3 premiers mois	2.222	23,4	15,7	4,0	0,4	1,6	1,2
4 premiers mois	5.620	63,2	39,0	9,1	1,3	3,9	1,7
5 premiers mois	9.644	145,8	89,5	19,3	2,4	8,8	2,2
6 premiers mois	11.918	190,6	121,3	24,3	3,2	11,0	2,7
7 premiers mois	12.665	198,1	128,0	25,3	3,6	11,4	3,1
8 premiers mois	12.973	199,7	129,1	25,5	3,7	11,4	3,4
9 premiers mois	13.418	202,3	131,0	25,9	3,8	11,6	3,8
10 premiers mois	13.990	210,9	136,9	26,7	4,2	12,0	4,2
11 premiers mois	14.398	228,1	147,9	28,2	5,0	12,8	4,7
12 mois	14.854	248,9	157,9	30,3	5,4	14,1	5,2
1965 Janvier	133	2,9	1,4	0,3	...	0,2	0,4
2 premiers mois	296	4,6	3,2	1,0	0,1	0,5	0,8
3 premiers mois	1.564	23,8	13,8	3,7	0,3	1,8	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de la Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1956	16.557	3.503	1.701	1.363	338	389	727	4.230	6.562
1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	p 6.544	4.640	1.648	2.992	418	3.410	p 9.954	12.018
1964	p 21.556	11.065	3.851	2.068	1.783	1.000	2.783	13.848	14.219

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	p 40	...	257	— 257	— 6	— 263	p— 223	— 223
1964	p 1.660	9	1	58	— 57	...	— 57	— 48	— 48

Total général

1956	25.187	6.649	2.042	1.473	569	394	963	7.612	9.199
1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	p 6.584	4.640	1.905	2.735	412	3.147	p 9.731	11.795
1964	p 23.216	11.074	3.852	2.126	1.726	1.000	2.726	13.800	14.171

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de la Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1962 6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.173	6.519	3.375	9.894	399	196	4	200
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.399	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.640	9.884	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois	21.556	9.766	p 3.851	p13.617	1.660	9	p 1	p 10
1964 Juin	1.189	520	56	576	211	9	...	9
Juillet	3.108	1.381	44	1.425	...	...	...	...
Août	432	181	16	197	...	...	...	...
Septembre	882	279	175	454	...	...	...	...
Octobre	2.453	1.720	210	1.930	113	...	...	...
Novembre	2.647	1.009	150	1.159	...	...	...	...
Décembre	2.890	1.231	311	1.542	...	...	...	...
1965 Janvier	744	231	1.261	1.492	8	8	...	8
Février	504	254	53	307	...	...	...	...
Mars	p 4.307	1.482	...	1.482	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Avril	p 4.135	479	...	479	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mai	p 1.454	316	...	316	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juin	p 1.072	373	815	1.188	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juillet	p 1.485	385	2	387	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Août	p 713	255	...	255	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Septembre	p 1.090	317	...	317	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Octobre	p 656	307	...	307	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Novembre	p 3.980	999	1.512	2.511	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Décembre	p 2.513	972	...	972	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1966 Janvier	p 733	452	15	467	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Février	p 922	529	...	529	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mars	p 5.703	2.531	...	2.531	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Avril	p 870	313	...	313	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1956	2.428	...	2.780	22	2.313	2.587	286	5.208	185
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1964 3 ^e trimestre	1.968	...	2.810	1.450	304	1.860	1.164	4.778	...
4 ^e trimestre	2.139	17	2.808	1.117	691	1.619	1.537	4.964	...
1964 Septembre	1.678	...	2.631	1.348	337	1.721	903	4.309	...
Octobre	1.825	...	3.141	1.314	713	1.788	1.151	4.966	...
Novembre	2.126	44	2.865	1.072	1.041	1.514	1.408	5.035	...
Décembre	2.465	9	2.425	962	350	1.544	2.043	4.899	...
1965 1 ^{er} trimestre	2.032	294	2.293	1.410	22	1.571	1.616	4.619	338
2 ^e trimestre	1.617	342	2.563	1.500	...	2.160	862	4.522	...
3 ^e trimestre	1.763	1.037	2.637	1.440	...	3.008	989	5.437	...
4 ^e trimestre	1.660	1.201	2.686	1.316	...	2.664	1.567	5.547	...
1966 1 ^{er} trimestre	1.982	572	2.336	1.187	252	3.451		4.890	...
1965 Avril	1.884	191	2.821	1.554	...	2.799	543	4.896	...
Mai	1.438	298	2.660	1.583	...	2.006	807	4.396	...
Juin	1.536	537	2.206	1.362	...	1.679	1.238	4.279	...
Juillet	1.849	1.053	2.413	1.590	...	2.283	1.442	5.315	...
Août	2.017	1.245	2.882	1.346	...	4.217	581	6.144	...
Septembre	1.412	806	2.615	1.384	...	2.508	941	4.833	...
Octobre	1.623	1.355	2.598	1.372	...	2.526	1.678	5.576	...
Novembre	1.196	1.200	2.738	1.657	...	1.799	1.678	5.134	...
Décembre	2.146	1.048	2.724	929	...	3.640	1.349	5.918	...
1966 Janvier	1.887	961	2.831	1.146	...	3.703	830	5.679	...
Février	2.258	519	2.346	1.303	400	2.678	742	5.123	...
Mars	1.830	232	1.829	1.124	371	2.396		3.891	...
Avril	1.420	886	1.877	1.314	30	2.839		4.183	...
Mai	1.560	420	2.150	1.360	339	2.431		4.130	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

¹ Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

⁴ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1965 1 ^{er} trimestre	39	2	156	654	316	656	472	397	90	1.053	562
2 ^e trimestre	39	2	140	681	315	683	455	419	96	1.101	551
3 ^e trimestre	39	3	186	736	282	739	468	408	99	1.147	567
4 ^e trimestre	39	3	194	874	313	877	507	467	110	1.344	617
1966 1 ^{er} trimestre	39	2	181	1.079	308	1.084	488	452	110	1.537	599
1964 Novembre	39	3	158	611	265	614	423	361	80	975	503
Décembre	39	2	175	727	313	729	488	418	94	1.147	582
1965 Janvier	39	2	144	610	291	612	435	359	88	971	523
Février	39	2	152	632	303	634	455	380	81	1.014	536
Mars	39	3	172	718	355	721	527	452	101	1.173	628
Avril	39	2	152	674	313	676	465	416	91	1.092	556
Mai	39	2	135	662	315	664	450	408	94	1.072	544
Juin	39	2	133	706	317	708	450	432	104	1.140	554
Juillet	39	2	175	722	318	724	493	405	100	1.129	593
Août	39	3	219	707	263	710	482	396	95	1.106	577
Septembre	39	3	163	780	266	783	429	424	103	1.207	532
Octobre	39	3	189	798	290	801	479	438	103	1.239	582
Novembre	39	2	156	832	299	834	455	458	107	1.292	562
Décembre	39	3	237	992	350	995	587	506	120	1.501	707
1966 Janvier	39	2	205	1.038	329	1.040	534	435	108	1.475	642
Février	39	2	185	1.009	287	1.011	472	423	105	1.434	577
Mars	39	2	152	1.200	307	1.202	459	499	118	1.701	577

¹ Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

² Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXX^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		autres effets publics ²		
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 800 jours ¹	certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 800 jours			
1959 24 décembre	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %		5,—		
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %		6,25		
		représentatives d'importations d'exportations									
10 novembre	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25		6,25		
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—		6,—		
							Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 800 jours		
28 décembre	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—

¹ Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

² Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 31 mai 1966

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 300 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes ¹	
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1965	3,17
1965 Juin	3,57
Juillet	3,98
Août	3,02
Septembre	2,77
Octobre	3,54
Novembre	3,28
Décembre	3,64
1966 Janvier	3,20
Février	3,16
Mars	3,53
Avril	3,70
Mai	4,02

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme ²				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁷		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois				0 mois	9 mois	12 mois
1961	3,50	3,75	4,00	4,25	4,25		1960 5 janv.	4,171	*	4,354
					4,6	5,6	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1962	2,50	2,75	3,00	—	3,30	3,27	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1963	3,50	3,80	4,10	—	4,35	4,31	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1964	4,25	4,50	4,75	—	5,25	4,89	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1965 Juin ...	4,10	4,35	4,60	—	5,00	4,98	1965 8 juin	5,20	5,35	5,45
Juillet ..	4,30	4,55	4,80	—	5,15	5,14	13 juil.	5,35	5,45	5,50
Août ..	4,10	4,35	4,60	—	5,00	5,09	10 août	5,35	5,45	5,50
Sept.	4,00	4,30	4,60	—	4,95	4,98	14 sept.	5,20	5,35	5,45
Oct.	4,00	4,30	4,60	—	4,95	4,95	12 oct.	5,15	5,30	5,40
Nov.	4,00	4,30	4,60	—	5,00	4,98	9 nov.	5,15	5,30	5,40
Déc.	4,10	4,40	4,75	—	5,15	5,07	14 déc.	5,30	5,45	5,50
1966 Janv. .	4,10	4,40	4,75	—	5,05	5,12	1966 11 janv.	5,30	5,45	5,00
Fév. .	4,10	4,40	4,75	—	5,00	5,01	8 fév.	5,25	5,40	5,45
Mars .	4,10	4,40	4,75	—	5,10	5,07	8 mars	5,25	5,40	5,45
Avril .	4,10	4,50	4,90	—	5,15	5,11	12 avril	5,35	5,50	5,55
Mai ...	4,35	4,75	5,10	—	5,30	5,22	10 mai	5,35	*	5,55

¹ Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

Il convient de noter également que, jusqu'au 16 novembre 1959, il s'agit de moyennes arithmétiques simples des taux uniques journaliers tandis qu'à partir du 17 novembre 1959, il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)

² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 9288).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 81-12-1960 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également le taux des certificats de trésorerie B.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

⁶ Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

⁷ Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965) 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962						Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962		
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré
		Etat	Paraéta-tiques et villes	Etat	Paraéta-tiques et villes		Etat	Paraéta-tiques et villes	
	4 % 1 ^{re} s.	3,50 à 5,25 %	4 à 5,50 %	4 à 5,75 %	3 à 6 %	5 à 6,50 %	5,20 à 6,50 %		
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45	—	—	—
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
1965 Juin	4,06	5,37	5,41	5,59	5,61	5,51	6,45	6,53	6,48
Juillet	4,06	5,40	5,41	5,61	5,63	5,53	6,49	6,53	6,50
Août	4,06	5,26	5,36	5,54	5,56	5,44	6,34	6,45	6,38
Septembre	4,06	5,34	5,36	5,57	5,56	5,47	6,39	6,45	6,41
Octobre	4,05	5,45	5,46	5,64	5,57	5,54	6,45	6,51	6,47
Novembre	4,06	5,39	5,44	5,66	5,57	5,53	6,50	6,55	6,53
Décembre	4,06	5,34	5,46	5,66	5,62	5,54	6,50	6,56	6,53
1966 Janvier	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
Février	4,05	5,45	5,44	5,68	5,65	5,57	6,50	6,56	6,53
Mars	4,05	5,52	5,52	5,68	5,66	5,61	6,53	6,61	6,57
Avril	4,05	5,59	5,54	5,69	5,68	5,64	6,54	6,65	6,58
Mai	4,05	5,63	5,58	5,73	5,69	5,67	6,59	6,67	6,62
Juin	4,05	5,76	5,71	5,81	5,74	5,77	6,64	6,70	6,68

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (rem-boursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nou-velle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché moné-taire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1956		5,00		3,—		3,—		5,50		4,—		3,75		2		1,50
1957 Janvier ...	11	4,50					7	5,—								
Février ...					11	4,—									15	2,50
Avril											17	4,25				
Mai											16	5,—				
Juillet ...																
Août			23	3,50	12	5,—										
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50								
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...			7	2,50	16	4,50										
Novembre .							20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—				
Juin													26	6,—		
Septembre .													10	5,50		
Octobre ...													12	5,—		
Novembre .													13	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50				
Mai													6	3,50		
Juillet ...			17	3,50									11	4,—		
Août																
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet ...															3	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre .			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai											2	5,—				
Mai	27	5,—														

1 Federal Reserve Bank of New-York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois la semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 8 avril	1965 7 avril	1965 6 mai	1966 5 mai
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	9.985	13.355	17.448	20.665	21.973	23.173	21.994	23.388
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	1.314	2.546	2.627	3.370	3.499	4.942	3.538	4.941
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	—	2.204	2.263	3.096	3.210	4.625	3.249	4.632
<i>Autres opérations</i>	—	342	364	274	289	317	289	309
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	—	—	630	589	589	1.471	589	1.471
Monnaies divisionnaires	18	8	28	24	15	15	28	17
Comptes courants postaux	553	481	911	920	851	959	823	983
Prêts à l'Etat ²	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.358	3.221	3.316	3.546	4.286	4.143	4.286	4.143
Portefeuille d'escompte	18.675	20.608	20.007	18.606	17.607	15.966	16.043	13.840
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	5.846	6.310	7.030	6.173	6.277	6.950	6.315	7.075
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	797	1.223	575	669	173	128	37	35
<i>Obligations cautionnées</i>	—	—	—	...	2.095	1.470	1.385	1.358
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.031	13.074	12.402	6.819	5.592	3.140	4.367	2.140
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	—	—	—	4.945	3.470	4.278	3.939	3.232
Effets négociables achetés en France ⁵	2.878	2.412	3.220	4.546	3.210	5.629	4.649	7.131
Avances à 30 jours sur effets publics ...	187	166	72	32	30	23	24	29
Avances sur titres	74	67	71	88	109	100	96	96
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	553	870	1.656	1.689	523	687	734	853
Divers	834	885	1.468	1.497	1.760	1.314	1.727	1.190
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	64.224	68.194	64.303	67.854
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	44.348	50.082	55.781	59.544	59.897	64.527	59.904	64.140
Comptes créditeurs :								
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	...	1	1	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	1.561	200	238	426	147	191	149	182
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i>	—	1.291	1.789	1.807	739	807	672	712
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.029	1.226	1.451	1.435	1.193	1.203	1.181	1.163
Capital de la Banque	150	150	250	250	250	250	250	250
Divers	1.163	1.441	1.716	1.882	1.997	1.215	2.147	1.407
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	64.224	68.194	64.303	67.854

1 Convention du 27 juin 1949.

2 Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

3 Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

4 Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

5 Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1962 28 February	1963 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1965 7 April	1966 6 April	1965 5 May	1966 4 May
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	-----------------	---------------	---------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.313	2.338	2.438	2.638	2.688	2.888	2.738	2.888
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.325	2.350	2.450	2.650	2.700	2.900	2.750	2.900
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.700	2.900	2.750	2.900

Notes Issued :								
In Circulation	2.302	2.309	2.430	2.604	2.676	2.872	2.683	2.862
In Banking Department	23	41	20	46	24	28	67	38
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.700	2.900	2.750	2.900

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	507	266	298	233	255	388	205	385
Other Securities :								
Discounts and Advances	44	54	32	72	73	63	70	42
Securities	20	22	25	26	25	26	25	26
Notes	23	41	20	46	24	28	67	38
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	595	384	376	378	378	506	368	492

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits	13	11	10	11	11	9	12	11
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	241	—	—	—	—	97	5	97
Other Deposits :								
Bankers	249	280	276	262	261	274	248	260
Other Accounts	73	74	71	86	88	108	85	106
Total ...	595	384	376	378	378	506	368	492

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1965 7 April	1965 6 April	1965 5 May	1966 4 May
ASSETS								
Gold certificate account	14.430	13.819	13.505	11.702	12.744	11.489	12.607	11.459
Redemption fund for F.R. notes	1.266	1.418	1.570	1.734	1.543	1.710	1.533	1.726
Total gold certificate reserves ...	15.696	15.237	15.075	13.436	14.287	13.199	14.140	13.185
Cash	288	182	146	129	133	209	123	229
Discounts and advances	38	63	186	137	128	810	382	909
Acceptances :								
Bought outright	52	70	59	75	55	76	54	80
Held under repurchase agreement	58	92	35	112	93	38	65	71
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.442	4.142	6.044	9.100	7.016	9.278	6.953	9.458
Certificates	13.182	7.066	...	...	...	12	...	12
Notes	10.717	17.729	25.188	24.828	25.691	24.926	25.691	24.965
Bonds	4.137	4.645	5.274	6.550	4.928	6.571	4.928	6.574
Total bought outright ...	30.478	33.582	36.506	40.478	37.635	40.787	37.572	41.009
Held under repurchase agreement	342	11	538	290	260	364	686	263
Total U.S. Government securities ...	30.820	33.593	37.044	40.768	37.895	41.151	38.258	41.272
Total loans and securities	30.968	33.818	37.324	41.092	38.171	42.075	38.759	42.332
Cash items in process of collection	6.518	6.435	7.190	6.915	5.468	6.367	6.191	7.113
Bank premises	104	104	102	103	102	102	102	102
Other assets	357	400	552	977	844	771	789	945
Total assets ...	53.931	56.176	60.389	62.652	59.005	62.723	60.104	63.906

LIABILITIES

Federal Reserve notes	30.151	32.381	34.659	37.074	34.233	36.730	34.179	36.671
Deposits :								
Member bank reserves	17.454	17.049	18.086	18.447	17.956	19.088	18.488	19.322
U.S. Treasurer - general account	597	880	820	668	505	108	633	504
Foreign	247	171	229	150	152	154	153	137
Other	424	291	321	355	199	353	186	400
Total deposits ...	18.722	18.391	19.456	19.620	18.812	19.703	19.460	20.363
Deferred availability cash items	3.584	3.835	4.584	4.667	4.192	4.819	4.745	5.414
Other liabilities and accrued dividends ...	73	82	642	189	569	202	526	199
Total liabilities ...	52.530	54.689	59.341	61.550	57.806	61.454	58.910	62.647

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	467	497	524	551	536	560	539	560
Surplus	934	990	524	551	524	551	524	551
Other capital accounts .....	...	...	...	...	139	158	131	148
Total liabilities and capital accounts ...	53.931	56.176	60.389	62.652	59.005	62.723	60.104	63.906
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents ..	86	92	122	144	134	128	138	140
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	51,2 %	46,3 %	42,7 %	35,4 %	41,1 %	35,1 %	40,6 %	35,0 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liability » includes \$ 961 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1965 31 december	1965 5 april	1965 4 april	1965 10 mei	1966 9 mei
ACTIVA								
Goud	5.698	5.770	6.080	6.327	6.206	6.328	6.207	6.328
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	586	1.081	1.435	1.096	1.262	872	1.327	786
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	7	15	31	44	31	52	29	57
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	...	...	7	...	62	...	105
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	597	729	346	704	310	776	295	834
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	72	25	16	157	44	394	192	305
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	13	16	14	30	18	23	15	20
Belegging van kapitaal en reserves	183	178	173	164	174	168	176	182
Gebouwen en inventaris	1	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	10	11	17	15	26	45	13	15
Totaal ...	7.167	7.825	8.112	8.544	8.071	8.720	8.254	8.632
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	5.758	6.225	6.927	7.682	6.917	7.611	6.954	7.592
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.036	1.261	853	525	843	770	992	744
's Rijks schatkist	620	1.095	665	394	737	701	831	693
Banken in Nederland	283	122	138	91	82	45	124	34
Andere ingezetenen	133	44	50	40	24	24	37	17
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	112	76	79	64	61	79	74	55
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	106	70	73	57	56	51	67	49
Andere niet-ingezetenen	6	6	6	7	5	28	7	6
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	18	16	14	13	13	12	13	12
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	165	163	167	165	165	163
Diverse rekeningen	55	59	54	77	50	63	36	46
Totaal ...	7.167	7.825	8.112	8.544	8.071	8.720	8.254	8.632
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	63	62	65	71	65	70	67	72

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1965 7 April	1965 7 April	1965 7 Mai	1966 6 Mai
AKTIVA								
Gold	14.490	15.138	16.731	17.371	16.708	17.339	16.708	17.339
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.929	12.894	10.770	8.111	10.443	6.875	10.226	6.783
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	329	417	563	892	536	1.043	513	1.052
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.289	2.122	2.684	3.344	2.675	3.344	2.674	3.344
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	897	751	615	509	611	508	610	508
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.342	1.343	1.446	1.344	1.446	1.344	1.446
<i>c) an I.W.F.</i>	—	—	720	1.390	720	1.390	720	1.390
Deutsche Scheidemünzen	45	81	116	130	149	147	136	142
Postcheckguthaben	546	376	377	409	203	201	190	185
Inlandswechsel	1.967	1.647	2.413	4.650	4.648	7.847	4.171	7.526
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	125	307	345	10	478	190	278
Lombardforderungen	158	208	646	696	40	1.205	64	904
Kassenkredite	739	1.749	1.212	1.408	...	58	479	215
Wertpapiere	1.369	1.222	1.176	1.151	1.176	1.149	1.176	1.149
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	4.958	3.990	6.081	7.617	5.663	7.318	5.924	7.038
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.156	2.294	3.016	3.001	2.887	3.135	2.911	3.135
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.703	3.595	2.953	2.285	2.953	2.285	2.788	2.230
Sonstige Aktiva	253	406	463	433	308	406	320	362
	43.931	46.264	49.508	51.843	48.399	52.830	48.470	51.682

PASSIVA

Banknotenumlauf	24.147	25.426	27.692	29.455	26.723	28.983	27.805	29.115
Einlagen von	16.795	18.006	18.610	18.671	18.491	20.094	17.606	19.073
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	12.232	13.607	15.143	16.241	14.963	16.784	14.884	17.118
<i>Öffentliche Einlegern</i>	4.284	4.126	3.215	2.165	3.276	3.079	2.469	1.722
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	279	273	252	265	252	231	253	233
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	374	270	308	452	279	403	311	408
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	353	234	257	418	223	374	252	378
<i>Sonstige</i>	21	36	51	34	56	29	59	30
Rückstellungen	950	1.076	1.260	1.475	1.260	1.475	1.475	1.690
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	638	701	776	861	776	861	860	963
Sonstige Passiva	737	495	572	639	580	724	123	143
	43.931	46.264	49.508	51.843	48.399	52.830	48.470	51.682

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 7 avril	1965 7 avril	1965 7 mai	1966 6 mai
ACTIF								
Encaisse or	11.543	12.204	11.794	13.164	11.742	11.478	11.742	11.430
Devises	867	1.083	1.679	853	973	669	731	608
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	431	429	189	429	173	489
Portefeuille effets sur la Suisse	124	142	163	139	87	118	87	101
<i>Effets de change</i>	79	107	138	130	87	118	87	101
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	45	35	25	9	...	...	...	...
Avances sur nantissement	72	97	78	39	18	38	21	39
Bons du Trésor étrangers en FS	207	207	432	432	432	532	432	532
Titres	43	52	65	93	67	114	68	125
<i>pouvant servir de couverture</i>	16	...	1	2	2	3	1	2
<i>autres</i>	27	52	64	91	65	111	67	123
Correspondants :	88	71	92	81	45	29	29	22
<i>en Suisse</i>	78	62	75	66	17	14	13	2
<i>à l'étranger</i>	10	9	17	15	28	15	16	20
Autres postes de l'actif	41	35	29	33	41	68	43	77
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	13.594	13.475	13.326	13.423
PASSIF								
Fonds propres	54	55	56	57	57	58	57	58
Billets en circulation	8.506	9.035	9.722	10.043	9.039	9.474	9.069	9.414
Engagements à vue	2.800	3.188	3.271	3.215	2.563	2.015	2.270	2.052
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.294	2.700	2.908	3.005	2.122	1.687	1.745	1.642
<i>Autres engagements à vue</i>	506	488	363	210	441	328	525	410
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	373	357	433	602	625	555	625	536
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	3	20	10	28	4	10
Autres postes du passif	217	221	243	291	265	310	266	318
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	13.594	13.475	13.326	13.423

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	31 mars 1965	31 mars 1966	30 avril 1965	30 avril 1966
I. Or en lingots et monnayé	3.206	2.283	3.398	3.025	3.449	2.898
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	42	683	300	381	285	190
III. Bons du Trésor réescomptables	598	82	270	68	290	71
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	62	125	63	124	62	124
V. Dépôts à terme et avances :	1.752	2.935	2.191	2.507	1.940	2.450
a) à 3 mois au maximum	1.422	2.060	1.572	1.825	1.374	1.637
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	3	3	3
c) de 3 à 6 mois	229	603	529	360	423	432
d) de 6 à 9 mois	68	25	21	171	62	248
e) de 9 à 12 mois	21	118	57	61	31	93
f) à plus d'un an	9	126	9	37	47	37
VI. Autres effets et titres :	1.426	2.015	1.559	1.648	1.719	1.681
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	281	296	284	276	285	276
b) de 3 à 6 mois	3	3	83	95	98	110
c) de 6 à 9 mois	85	94	27	23	15	15
d) de 9 à 12 mois	26	22	19	26	16	20
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	744	1.309	935	957	652	904
b) de 3 à 6 mois	120	100	28	121	432	190
c) de 6 à 9 mois	17	75	15	34	45	46
d) de 9 à 12 mois	25	35	35	60	59	53
e) à plus d'un an	125	81	133	56	117	67
VII. Actifs divers	1	1	1	10	1	8
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	—	68	—
IX. Créance au titre de la Convention du 29 novembre 1965 avec la République fédérale d'Allemagne	—	—	—	119	—	—
<i>Total actif</i>	7.155	8.192	7.850	7.882	7.814	7.422

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	221	221	—	221	—
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	—	76	—
<i>Total</i>	297	297	297	—	297	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	31 mars 1965	31 mars 1966	30 avril 1965	30 avril 1966
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	26	26	26	26	26
1. Fonds de Réserve Légale	13	13	13	13	13	13
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	3.757	4.410	4.133	3.539	4.166	3.567
1. Banques centrales :						
a) de 9 à 12 mois	72	203	28	90	21	107
b) de 6 à 9 mois	—	69	72	203	58	35
c) de 3 à 6 mois	79	79	—	34	21	209
d) à 3 mois au maximum	783	1.656	844	523	792	320
e) à vue	2.518	1.836	2.706	2.162	2.784	2.419
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	17	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	17	—	69	—	155
c) de 3 à 6 mois	69	69	—	17	—	69
d) à 3 mois au maximum	69	248	138	69	138	86
e) à vue	167	216	345	322	352	167
IV. Dépôts (monnaies) :	2.554	2.943	2.820	3.466	2.745	3.072
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	78	28	70	23	142	24
b) de 9 à 12 mois	26	11	57	45	32	23
c) de 6 à 9 mois	81	80	36	17	54	44
d) de 3 à 6 mois	331	503	396	379	299	347
e) à 3 mois au maximum	1.666	1.950	1.796	2.412	1.745	2.315
f) à vue	20	16	29	166	28	13
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	15	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	15	—	15	—
c) de 3 à 6 mois	31	15	50	1	49	1
d) à 3 mois au maximum	254	323	333	405	351	286
e) à vue	52	17	38	18	30	19
V. Effets :	415	385	464	362	464	344
a) de 9 à 12 mois	37	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	68	11	46	—	46	—
c) de 3 à 6 mois	98	41	88	16	35	3
d) à 3 mois au maximum	212	333	330	346	333	341
VI. Divers	65	79	70	71	75	77
VII. Comptes de profits et pertes	9	10	8	10	9	10
VIII. Provision pour charges éventuelles	204	214	204	201	204	201
IX. Créances des Gouvernements au titre du Compte de Trust des Annuités	—	—	—	82	—	—
<i>Total passif ...</i>	7.155	8.192	7.850	7.882	7.814	7.422

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	229	229	—	229	—
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	153	153	—	153	—
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	76	76	—	76	—
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	68	68	—	68	—
<i>Total ...</i>	297	297	297	—	297	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380.—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABBREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.Y.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indice des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série).....	IX - 2		
3. Chiffres trimestriels	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Situation de Trésorerie	XI - 1		
2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2		
3. Détail des recettes fiscales	XI - 3		
4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1962	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes au 31 décembre 1962 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situation globale des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne globale des particuliers et des entreprises

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Bank	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1